

22 Arrêté du 17 janvier 2013 portant organisation de l'agence de reconversion de la défense

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027062473&dateTexte=&categorieLien=id>

2 – Nécrologies & Mémoires

Le beau geste des hommes du Service Action pour Denis Alex

L'un des hommes tués au cours de la tentative de libération de l'otage Denis Alex avait demandé la prolongation de son contrat pour pouvoir participer à l'opération. Et il n'était pas le seul...



C'est une histoire d'hommes telle que le cinéma les aime. Une belle histoire de camaraderie. Elle se passe dans l'une des unités militaires les plus secrètes du pays, le Centre parachutiste d'instruction spécialisée (CPIS) de Perpignan - l'une des composantes du Service Action de la DGSE. "Denis Alex", otage des djihadistes somaliens depuis 2009, était sous-officier au CPIS.

Plusieurs de ses camarades ont demandé à prolonger exceptionnellement leur contrat au Service Action afin de pouvoir participer à la libération de "Denis Alex". Et plusieurs d'entre eux ont été engagés dans [le raid raté sur Bullo Mareer dans la nuit du 11 au 12 janvier](#). L'un d'entre eux, F., a été tué au cours des combats. Son corps n'a pas pu être rapatrié et c'est lui que les djihadistes ont ensuite exhibé. Il avait voulu rester dans son unité pour aller sauver son camarade. Il est mort en tentant de le faire. Y-a-t-il plus belle épitaphe pour un soldat ?

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mercredi 6 Février 2013 à 12:37

3 – Décorations & Commémorations

14 – 18, Mission centenaire

Le site internet de la mission du **Centenaire de la Grande Guerre** est ouvert depuis le 14 de ce mois :



<http://centenaire.org/fr>

4 – Autorités, Etats-Majors

Quand Le Drian parlait à Sarkozy comme à un chien (actualisé)

C'est une anecdote croustillante que Jean-Yves Le Drian raconte au quotidien arabophone al-Hayat et que rapporte l'AFP. On savait qu'en 2007, Nicolas Sarkozy lui avait proposé le poste de ministre de la Défense, dans le cadre de l'ouverture à gauche, et qu'il avait alors refusé. Il livre aujourd'hui les détails de cette conversation téléphonique. *"J'ai été surpris d'entendre quelqu'un me dire: le président de la République en ligne"* . Il sort de sa réunion pour s'entretenir avec le président . *"Là se trouvait un chien qui me dérangea alors que je parlais à Sarkozy. Je me suis donc adressé au chien pour lui dire "va-t'en, va-t'en", au moment même où j'étais en ligne avec Sarkozy qui me proposait le poste de ministre de la Défense"*. Jean-Yves Le Drian promet néanmoins au chef de l'Etat de lui donner une réponse plus tard : *"Je l'ai donc rappelé et lui ai demandé d'excuser mon refus. Il m'a répondu que l'offre restait valable"*.

Cette anecdote avait déjà été racontée [par François Clemenceau, dans le Journal du Dimanche](#), en octobre dernier, d'une manière un peu différente : *"En 2007, juste avant le second tour, alors qu'il distribue des tracts sur le marché à Lorient, il reçoit un coup de fil de l'Élysée. "Il y avait un chien qui me tournait autour comme s'il cherchait son lampadaire et je n'arrêtais pas de lui dire de s'en aller. Au bout du fil, ils ne comprenaient rien." Jean-Yves Le Drian rappelle Claude Guéant, refuse poliment mais fermement l'offre de Nicolas Sarkozy"*.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mercredi 13 Février 2013 à 10:09

Rencontre de Jean Yves Le Drian et Giampaolo Di Paola à Paris

Mise à jour : 11/02/2013 17:10

Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense et Giampaolo Di Paola ministre italien de la Défense se sont entretenus le 11 février à l'Hôtel de Brienne à l'occasion d'un déjeuner de travail précédé d'une entrevue en tête à tête.

Cette rencontre a été l'occasion, pour les deux hommes, d'échanger sur la situation internationale. Au-delà de la question syrienne, les ministres ont échangé sur le Mali. Un point a pu être fait sur le déroulement de l'opération Serval mais aussi et surtout sur le lancement imminent de la mission de l'Union européenne « EUTM Mali ».

Les deux ministres ont souligné que la mobilisation concrète des Européens était une étape majeure vers la construction d'une Europe de la défense qu'ils appellent tous deux à intensifier. La Libye a également constitué un point marquant des échanges entre les deux ministres, indiquant, là encore, que l'Union européenne a un rôle clef à jouer dans la gestion des frontières de ce pays.

Les ministres ont également abordé la préparation du Conseil européen de décembre 2013, consacré aux questions de défense, ce qui n'avait pas été le cas depuis 2008. Tous deux voient dans cette échéance, une opportunité majeure pour les Européens de se mobiliser de manière concrète sur des sujets capacitaires et industriels.

A cet égard, les ministres se félicitent de la dynamique impulsée lors du sommet franco-italien de Lyon du 3 décembre dernier. Ils feront prochainement un point d'étape, avec leurs chefs d'états-majors et directeurs nationaux d'armement, sur la feuille de route adoptée lors du sommet qui doit

permettre d'aborder les projets de coopérations à promouvoir, y compris dans un cadre européen, mais aussi les synergies industrielles à explorer entre les deux pays.

Louvois : l'armée de Terre pourrait revenir à l'ancien système de paiement des soldes

Le Contrôle général des armées préconise cette solution à titre transitoire.



Dans une note du 28 janvier au ministre de la Défense, dont nous avons eu connaissance, le chef du Contrôle général des armées Christian Piotre envisage sérieusement que l'armée de terre abandonne pour un temps le système Louvois de paiement des soldes, qui ne fonctionne toujours pas. Se basant sur une enquête de deux contrôleurs sur *"la fiabilisation de la solde"*, Christian Piotre souhaite que *"l'option qu'ils préconisent soit examinée avec sérieux"*.

"Le retour provisoire à un calcul de la solde de l'armée de terre par son ancien calculateur (PSIDI) est vivement recommandé" par les

deux rapporteurs. Cette décision se traduirait par un allègement de 130.000 du nombre d'administrés, Louvois n'en conservant que 60.000, ceux de la Marine et du Service de Santé - soit une baisse des deux tiers.

"Un assainissement de l'écosystème Louvois, en allégeant la charge du calculateur apparaît indispensable pour mettre fin à une situation non maîtrisée, dont tous les risques n'ont pas encore été révélés (...) A défaut du retrait momentané de l'armée de terre, la persistance des difficultés constatées actuellement pourrait perdurer plus de deux ans, sans que l'on ait la certitude de les résoudre".

Le retour de l'armée de terre à son ancien système *"apparaît réalisable"* puisque le calculateur PSIDI est toujours en fonctionnement puisqu'il assure *"efficacement"* le paiement de la solde de 95000 gendarmes. Selon les rapporteurs *"l'armée de terre se retrouverait dans la situation actuelle de l'armée de l'air qui utilise son système Orchestra avec son propre calculateur, via une reprise manuelle des trois quarts des données..."*

Ce retour en arrière pourrait se faire *"dans un délai de 10 à 14 mois"* pour *"une mise en production à partir du 1er janvier 2014, qui s'étendrait sur environ trois ans, jusqu'au rattachement du système d'information ressources humaines (SIRH) de l'armée de terre Concerto, au SIRH unique ministériel Source, au premier semestre 2017"*.

Si l'on lit entre les lignes, on comprend que le paiement des soldes va rester en chantier pendant encore plusieurs années... Et dire que le ministre de la Défense souhaitait qu'on en parle plus pour Noël dernier.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Lundi 11 Février 2013 à 15:03

Des économies sont possibles dans les achats de maintenance du ministère de la Défense

Une nouvelle fois, les cas de gaspillage de l'argent public ne manquent pas dans le dernier rapport annuel de la Cour des comptes, qui ayant décrit une situation pour le moins inquiétante des finances publiques, invite à faire la chasse aux dépenses inutiles. Faute de quoi, le gouvernement n'aura que "très peu de chances" de ramener le déficit à 3% du PIB en 2013.

Cela étant, pour ce qui concerne les forces armées, les magistrats de la rue Cambon se sont penchés sur les achats de maintenance du ministère de la Défense et ils y ont trouvé un "fort potentiel d'économies", à condition toutefois de pouvoir mettre en place les mesures nécessaires pour les réaliser, ce qui ne sera pas aussi facile que ça.

Trois organismes s'occupent de la maintenance des équipements au profit des forces armées, pour un budget total qui s'est élevé, en 2011, à un peu plus de 3 milliards d'euros.

Il s'agit de la Structure intégrée du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres (SIMMT), du Service du soutien de la flotte (SSF), qui assure la maîtrise d'ouvrage de l'entretien des bâtiments de la Marine nationale, et de la Structure intégrée de maintien en condition opérationnelle des matériels aéronautiques (SIMMAD).

Le problème est que, bien souvent, les contrats de maintenance sont passés auprès des industriels qui ont livré les matériels, sans qu'il y ait eu au préalable un appel d'offres. Et cela pour une raison simple : ils connaissent parfaitement les équipements qu'ils ont vendu et, souvent, ils sont aussi les seuls à être capables d'en assurer l'entretien. C'est, par exemple, le cas du porte-avions Charles de Gaulle, dont on voit mal un prestataire autre que DCNS être chargé des travaux réalisés lorsque le navire est indisponible périodique pour entretien et réparation (IPER).

Du coup, fort de cette position monopolistique, ces industriels, dont l'Etat est souvent actionnaire, attendent la publication du projet de loi de finance à l'automne pour fixer leurs tarifs. Ce qu'explique très bien la Cour des comptes.

"Le montant global annuel des crédits dont disposent les différents services pour les achats de maintenance est public dès le projet de loi de finances initiale comme sa ventilation entre les différents utilisateurs de matériel. Les fournisseurs, qui, par ailleurs, connaissent les matériels qu'ils ont livrés précédemment, savent, dès l'automne précédent, le montant dont disposera le service pour, par exemple, entretenir les aéronefs de l'armée de Terre. De ce fait, les crédits budgétaires sont perçus par les fournisseurs comme une sorte de droit de tirage qu'il s'agit de capter le mieux possible", ont écrit les magistrats de la rue Cambon.

Il faudrait donc remédier à ce problème rapidement car étant donné que le ministère de la Défense n'achète pas ces prestations avec le meilleur rapport qualité/prix possible, la situation risque de se détériorer davantage dans la mesure où, avec la croissance des coûts de maintenance des matériels aussi bien neufs qu'anciens, elle est porteuse "futurs impasses budgétaires et donc, à terme, de manque de disponibilité des équipements achetés."

Alors, comment faire? Si le problème semble, à première vue, insoluble, il y a néanmoins des solutions qui, selon la Cour des comptes, permettraient d'économiser 300 millions d'euros par an.

En premier lieu, il faudrait commencer par mieux évaluer le coût complet de l'acquisition et de la possession des matériels commandés, notamment en y associant les services de maintenance lors des négociations menées avec les industriels en vue d'un achat.

Autre recommandation : veiller à faire appliquer la circulaire du 10 octobre 1969 qui définit la notion de "marge raisonnable" pour les marchés négociés sans mise en concurrence.

Pour cela, il faudrait renforcer les effectifs de la Division des enquêtes de coût (BEDC) et la rattacher directement au Délégué général de l'armement (DGA). En outre, il s'agirait "modifier les dispositions législatives et réglementaires afin de renforcer les pouvoirs des enquêteurs (...) dans le cas de l'examen a priori de devis, afin que les acheteurs étatiques puissent apprécier le caractère raisonnable des marges des contrats conclus avec des fournisseurs en situation de monopole."

Enfin, considérant que le nombre d'acheteurs professionnels au sein des structures chargées de la maintenance des équipements est "inadapté aux enjeux financiers, techniques et opérationnels des marchés qu'elles doivent passer", la Cour des comptes préconise de l'augmenter par redéploiement d'effectifs.

Maintenance dans la défense : la cour des comptes prône des économies

Direct-Matin, Créé le 12 fév 2013 à 11:06 | Dernière mise à jour le 12 fév 2013 à 15:26 - Auteur AFP



Un convoi de l'armée française roule vers Gao au Mali, le 7 février 2013
[Pascal Guyot / AFP/Archives]

La Cour des comptes estime que des économies de l'ordre de 300 millions d'euros, soit 10% du total, peuvent être réalisées sur les achats de maintenance du ministère de la Défense, en exerçant notamment une pression plus forte sur les fournisseurs souvent en situation de

monopole.

Premier acheteur de l'Etat, le ministère de la Défense participe à l'effort engagé pour améliorer les méthodes des acheteurs institutionnels en s'inspirant notamment de celles du privé, note la Cour dans son rapport annuel.

Les magistrats ont analysé cette année ses "achats de maintenance", c'est-à-dire les actions d'entretien, de réparation, de révision, de contrôle des équipements militaires. Des achats réalisés le plus souvent "sans mise en concurrence", auprès d'industriels "en position de fournisseurs uniques".

La Cour estime que "des économies importantes" peuvent être obtenues en exerçant une pression plus forte sur ces fournisseurs relativement peu nombreux.

"Une économie de 10% par comparaison avec les coûts actuels, représentant de l'ordre de 300 millions d'euros, apparaît comme un objectif que le ministère de la Défense pourrait se fixer et que l'organisation actuelle ne permet pas d'atteindre", écrit la Cour. Les acheteurs de la Défense sont "trop peu nombreux" et le format des équipes "inadapté aux enjeux financiers, techniques et opérationnels des marchés", écrit-elle.

Faute de maîtriser ces dépenses, "les états-majors peuvent être amenés à revoir à la baisse leur activité opérationnelle ou l'étendue de la maintenance demandée afin de faire correspondre les marchés à l'enveloppe financière", note-t-elle.

La Cour suggère notamment "une mise sous contrainte des fournisseurs, dont les effets seraient équivalents à ceux d'une mise en concurrence réelle".

Elle pointe "des insuffisances dans l'organisation des achats" et recommande de "renforcer par redéploiement et professionnaliser les effectifs d'acheteurs".

Les magistrats préconisent également de "renforcer, au sein du ministère, les mécanismes de contrôle ou de contre-expertise sur l'action des services acheteurs afin d'éviter une concentration excessive des fonctions".

Le général Thorette a démissionné du Livre blanc sur la défense

L'ancien chef d'état-major de l'armée de terre était en charge de la réflexion sur les "capacités" militaires.

Le général Bernard Thorette, ancien chef d'état-major de l'armée de terre, a démissionné du Livre blanc de la défense, avant Noël. L'information était jusqu'à présent demeuré confidentielle, par sa volonté de ne pas trop l'ébruiter. Bernard Thorette n'était pas membre de la Commission nommée par le président de la République, mais il avait été invité, dès le mois de septembre, par Jean-Marie Guéhénno, président de la Commission, à codiriger avec lui le groupe de travail n°5 sur les "cohérences capacitaires", en clair le format des armées. C'est évidemment l'une des questions les plus sensibles du futur Livre blanc.

Or, courant décembre, le général Thorette découvre un document d'une quinzaine de pages, rédigé par Guéhénno, dont deux pages sont consacrées aux capacités. S'il n'en partage pas les conclusions, il reçoit d'abord comme une "gifle" et un "manque d'égards" le fait de ne pas y avoir été associé. Et remet alors sa démission à Jean-Marie Guéhénno.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Vendredi 8 Février 2013 à 11:52

Le Livre blanc est en retard et (un peu) en panne

Le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, qui aurait dû être terminé courant janvier, ne le sera pas avant la fin du mois de mars. Certes, les événements du Mali sont venus bouleverser le calendrier et la donne militaire. Mais cela n'explique pas tout. Il y a, à la fois, des problèmes de forme et de fond.

Sur la forme, une première version dite V1 a été rédigée en janvier. Reste à savoir qui doit écrire la nouvelle version V2 : Jean-Marie Guéhénno, président de la commission du Livre blanc, ou Francis Delon, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) ? Sachant que par ailleurs, Jean Claude Mallet, conseiller spécial du ministre de la défense, a produit des milliers de pages...

Ces questions de plume ne seraient qu'un détail s'il n'y avait un gros problème de fond. Tous les travaux de la commission ont abouti à la même conclusion : le monde n'est pas moins dangereux aujourd'hui qu'il ne l'était en 2007-08, lors de la rédaction du précédent livre blanc. Comment justifier dans ce cas que l'effort de défense consenti par la nation - en clair le montant financier de la future loi de programmation militaire - soit en baisse ? De cette contradiction, il est impossible de sortir. Quelle que soit la personne qui tienne la plume...

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Jeudi 14 Février 2013 à 17:04

CEMA : l'amiral Guillaud reçoit le général Soumaïla Bakayoko

Mise à jour : 14/02/2013 13:04

Le 6 février 2013, l'amiral Edouard Guillaud, chef d'état-major des Armées, a reçu le général Soumaïla Bakayoko, son homologue ivoirien et actuel président du comité des chefs d'état-major de la Communauté des Etats d'Afrique de l'ouest (CEDEAO).



Au cours de leur entretien, les deux CEMA ont abordé la question du Mali, en faisant un point sur la situation actuelle et sur les perspectives opérationnelles et logistiques de la mission internationale de soutien au Mali (MISMA). L'amiral Edouard Guillaud a félicité le général Bakayoko pour son action dans le contexte du déploiement des forces africaines au Mali. En qualité de président des CEMA de la CEDEAO, le général Bakayoko a en effet favorisé la synergie au sein des armées des Etats de l'Afrique de l'ouest impliquées dans la montée en puissance de la MISMA, et avec le

Tchad. Trois semaines après le début de l'opération Serval et l'arrivée des premiers contingents africains, plus de 4 000 militaires africains ont, en effet, rejoint le Mali.

Les deux autorités se sont également entretenues sur l'avancée de la réforme des forces de sécurité ivoiriennes, en particulier au travers des nombreuses actions de formations réalisées par les militaires de la force *Licorne* au profit de l'armée ivoirienne. Ces formations sont actuellement réalisées dans le cadre de la préparation des contingents ivoiriens destinés à rejoindre la MISMA. A ce titre, *Licorne* apporte son soutien à la montée en puissance du bataillon logistique de la MISMA par la formation de l'état-major et d'une partie du personnel qui les compose.

Déployée en Côte d'Ivoire depuis septembre 2002, la force *Licorne* participe de façon significative, depuis la fin de la crise postélectorale de 2011, à la reconstruction des capacités des forces armées ivoiriennes. Un partenariat est ainsi mis en œuvre avec quatre bataillons de combat et un bataillon de soutien à Abidjan. Cela se matérialise par l'organisation régulière de détachements d'instruction opérationnels au combat (DIO), d'actions de formation ou d'assistance technique, ainsi que d'actions civilo-militaire et de soutien logistique.

Depuis le 26 janvier 2012, la coopération militaire entre la France et la Côte d'Ivoire est encadrée par un nouvel accord de partenariat de défense. Cet accord approfondit la coopération entre les forces armées ivoiriennes et les forces armées françaises dans le domaine de la formation et de l'équipement avec, notamment la mise à disposition de coopérants militaires.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense

Pourquoi les paras restent utiles

Un entretien avec le général Paulet, commandant de la 11ème brigade parachutiste, sur les opérations aéroportées à la lumière du Mali



Le général Patrice Paulet, 52 ans, commande la 11^{ème} brigade parachutiste. « Repmen », il a effectué une grande partie de sa carrière au 2^{ème} REP de Calvi. Pour ce blog, il revient sur les opérations aéroportées (OAP) à la lumière des opérations au Mali.

250 paras largués sur Tombouctou ! On n'avait pas vu cela depuis longtemps. Cela confirme-t-il l'intérêt d'une technique qui remonte aux années 30 ?

On ne retient souvent des OAP que l'aérolargage, comme nous venons en effet d'en voir un à Tombouctou. Les aérolargages ne sont pourtant qu'un des deux modes de mise à terre des OAP, avec les posers d'assaut. Ces opérations peuvent également être complétées par des opérations héliportées. Si on peut poser un avion ou un hélicoptère, c'est mieux, car moins sensible à mettre en œuvre ! Mais parfois on ne peut pas... Et il faut passer alors par la portière. Les OAP, sous leurs deux formes, sont la spécificité de notre brigade para, qui est capable d'intervenir dans l'urgence et par la troisième dimension. Pour le reste, c'est une brigade interarmes comme l'armée de terre en compte d'autres. Il ne faut pas nous confondre avec les forces spéciales (FS), même si nous pouvons – comme d'autres – faciliter ou compléter leur engagement. Les FS opèrent dans un segment différent du nôtre.

Revenons à Tombouctou...

Oui, c'est une manœuvre rare en opérations. Chacun a en mémoire Kolwezi, en 1978, mais il y a eu également Birao (Centrafrique) en 2006. En 2004, le 8^{ème} RPIMa avait sauté sur le Kosovo en arrivant de France pour montrer notre capacité de réaction rapide. Et en novembre 2004, le REP devait sauter sur Abidjan pour sécuriser l'aéroport, mais au dernier moment nous avons pu faire un poser d'assaut. Ce qui est une solution préférable, car plus souple à mettre en œuvre. A Tombouctou, donc, le 28 janvier, les paras ont été largués de nuit à une altitude de moins de 300 mètres par cinq avions en provenance d'Abidjan. La veille, un poser d'assaut avait été conduit sur l'aéroport de Gao. Toujours à Tombouctou, nous avons réalisé une première depuis Dien Bien Phu : le largage de la Section d'aide à l'engagement parachutiste (SAEP) du 17^{ème} régiment du génie parachutiste. Ce sont les spécialistes de la remise en état des pistes sommaires : quatre véhicules – petit bulldozer, niveleuse, petit camion – ont été largués sur des palettes avec plusieurs coupoles (parachutes – ndlr). Ils ont remis en état 2000 mètres de piste pour permettre aux avions de se poser. Nous avons également déployé, à Abidjan, une base d'opérations aéroportées du 1^{er} régiment de train parachutiste. C'est de là que sont conditionnés tous les matériels lourds largués en livraison par air. Par ailleurs, nous avons déployé le PC aérolargable de la brigade qui est capable d'être opérationnel trois heures après un largage.

Cela doit faire des jaloux à l'étranger. Qui sait faire la même chose en Europe ?

Honnêtement, nous sommes les seuls à avoir conservé toute la palette des OAP. Beaucoup de pays possèdent des unités parachutistes et nous avons par exemple une coopération étroite avec la 16^{ème} brigade britannique. Hors d'Europe, Américains et Russes ont de fortes capacités aéroportées.

Votre brigade a des effectifs supérieurs aux autres. Pourquoi ?

Nous sommes en effet 7.500, y compris l'Ecole des TAP de Pau et notre centre de formation

initiale des jeunes engagés à Caylus. La Brigade se compose de huit régiments opérationnels, dont quatre d'infanterie. En plus du rythme de toutes les brigades interarmes de l'armée de terre, nous avons en effet un « contrat d'alerte permanent » spécifique TAP et deux compagnies parachutistes « captives » - que nous fournissons en Nouvelle-Calédonie et au Gabon. Le REP doit, en alternance avec le 2^{ème} REI, fournir une compagnie aux Emirats, dans le cadre de la Légion étrangère.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mardi 12 Février 2013 à 07:32

"A Tombouctou, 250 hommes largués de nuit à moins de 300 m d'altitude..."

Un entretien avec le général Paulet, commandant de la 11^{ème} brigade parachutiste, sur les opérations aéroportées.

Le général Patrice Paulet, 52 ans, commande la 11^{ème} brigade parachutiste. « Repmen », il a effectué une grande partie de sa carrière au 2^{ème} REP de Calvi. Pour ce blog, il revient sur les opérations aéroportées (OAP) à la lumière des opérations au Mali.



(Photo: l'OAP sur Tombouctou filmée par un drone Harfang - Ministère de la Défense)

250 paras largués sur Tombouctou ! On n'avait pas vu cela depuis longtemps. Cela confirme-t-il l'intérêt d'une technique qui remonte aux années 30 ?

On ne retient souvent des OAP que l'aérolargage, comme nous venons en effet d'en voir un à Tombouctou. Les aérolargages ne sont pourtant qu'un des deux modes de mise à terre

des OAP, avec les posers d'assaut. Ces opérations peuvent également être complétées par des opérations héliportées. Si on peut poser un avion ou un hélicoptère, c'est mieux, car moins sensible à mettre en œuvre ! Mais parfois on ne peut pas... Et il faut passer alors par la portière. Les OAP, sous leurs deux formes, sont la spécificité de notre brigade para, qui est capable d'intervenir dans l'urgence et par la troisième dimension. Pour le reste, c'est une brigade interarmes comme l'armée de terre en compte d'autres. Il ne faut pas nous confondre avec les forces spéciales (FS), même si nous pouvons – comme d'autres – faciliter ou compléter leur engagement. Les FS opèrent dans un segment différent du nôtre.

Revenons à Tombouctou...

Oui, c'est une manœuvre rare en opérations. Chacun a en mémoire Kolwezi, en 1978, mais il y a eu également Birao (Centrafrique) en 2006. En 2004, le 8^{ème} RPIMa avait sauté sur le Kosovo en arrivant de France pour montrer notre capacité de réaction rapide. Et en novembre 2004, le REP devait sauter sur Abidjan pour sécuriser l'aéroport, mais au dernier moment nous avons pu faire un poser d'assaut. Ce qui est une solution préférable, car plus souple à mettre en œuvre.

A Tombouctou, donc, le 28 janvier, les paras ont été largués de nuit à une altitude de moins de 300 mètres par cinq avions en provenance d'Abidjan. La veille, un poser d'assaut avait été conduit sur l'aéroport de Gao. Toujours à Tombouctou, nous avons réalisé une première depuis Dien Bien Phu : le largage de la Section d'aide à l'engagement parachutiste (SAEP) du 17^{ème} régiment du

génie parachutiste. Ce sont les spécialistes de la remise en état des pistes sommaires : quatre véhicules – petit bulldozer, niveleuse, petit camion – ont été largués sur des palettes avec plusieurs coupoles (parachutes – ndlr). Ils ont remis en état 2000 mètres de piste pour permettre aux avions de se poser. Nous avons également déployé, à Abidjan, une base d'opérations aéroportées du 1^{er} régiment de train parachutiste. C'est de là que sont conditionnés tous les matériels lourds largués en livraison par air. Par ailleurs, nous avons déployé le PC aérolargable de la brigade qui est capable d'être opérationnel trois heures après un largage.

Cela doit faire des jaloux à l'étranger. Qui sait faire la même chose en Europe ?

Honnêtement, nous sommes les seuls à avoir conservé toute la palette des OAP. Beaucoup de pays possèdent des unités parachutistes et nous avons par exemple une coopération étroite avec la 16^{ème} brigade britannique. Hors d'Europe, Américains et Russes ont de fortes capacités aéroportées.

Votre brigade a des effectifs supérieurs aux autres. Pourquoi ?

Nous sommes en effet 7.500, y compris l'Ecole des TAP de Pau et notre centre de formation initiale des jeunes engagés à Caylus. La Brigade se compose de huit régiments opérationnels, dont quatre d'infanterie. En plus du rythme de toutes les brigades interarmes de l'armée de terre, nous avons en effet un « contrat d'alerte permanent » spécifique TAP et deux compagnies parachutistes « captives » - que nous fournissons en Nouvelle-Calédonie et au Gabon. Le REP doit, en alternance avec le 2^{ème} REI, fournir une compagnie aux Emirats, dans le cadre de la Légion étrangère.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mardi 12 Février 2013 à 07:32

Pour le général (2S) Desportes, les forces françaises sont “en état de vulnérabilité” au Mali

Zone Militaire , 12 février 2013 – 12:44

Un mois après le lancement de l'opération Serval au Mali, le président François Hollande a dressé un bilan très positif de cette intervention au cours d'une conférence de presse donnée le 10 février, aux côtés de Goodluck Jonathan, son homologue nigérian, dont le pays assure le commandement de la MISMA (Mission internationale de soutien au Mali)

“L'essentiel du territoire malien a été libéré, aucune ville n'est occupée par un groupe terroriste, aucun des réseaux ou groupes qui jusque-là mettaient en péril la vie des Maliens n'est capable de mener une véritable offensive”, a ainsi déclaré le chef de l'Etat. Il y a “aujourd'hui plus de soldats africains (si l'on excepte l'armée malienne) que de soldats français au Mali”, a-t-il relevé.

Et d'ajouter : “Nos deux objectifs : la libération totale du territoire malien et le relais par la Misma, sont en voie d'être atteints.” En outre, le président Hollande a expliqué que “le devoir de la France est d'aller jusqu'au bout de son opération pour ne pas laisser un seul espace territorial du Mali sous le contrôle des terroristes.”

Seulement, les attaques lancées ces derniers jours, à Gao, par le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), l'un des trois groupes islamistes qui s'étaient assuré du contrôle du Nord-Mali en 2012, tendent à montrer que la situation est plus nuancée qu'il n'y paraît.

Désormais, l'on va entrer dans une nouvelle phase du conflit. Jusqu'à présent, les combattants islamistes ont refusé le combat à mesure que les forces françaises et africaines progressaient. Des groupes résiduels sont très probablement présent près des villes où ils s'étaient établis (l'exemple de Gao le montre) et le risque est de les voir s'engager dans des combats de guérillas. A cela s'ajoute leur grande mobilité, ce qui les rend difficilement détectables étant donné la surface de terrain qu'il y a à surveiller.

Pour le moment, les actions des islamistes, et donc en particulier celles du Mujao, ont eu surtout une dimension psychologique, le message étant que les troupes françaises et africaines ne contrôlent pas totalement la situation.

Ancien directeur du Collège interarmées de défense (CID, aujourd'hui devenu l'Ecole de Guerre), le général (2S) Vincent Desportes a estimé, lors d'une intervention devant l'Association des journalistes de défense, que les 4.000 militaires français actuellement déployés au Mali sont "en état de vulnérabilité" face aux potentielles actions de guérillas des islamistes, même s'ils sont en mesure de leur porter des "coups sévères."

"Nous sommes passés dans la phase d'affrontement des volontés. Le rapport de forces n'a plus beaucoup d'importance", a-t-il expliqué. "Le déploiement des forces françaises sur un territoire très étendu, c'est à dire sur des distances très importantes, peut se transformer en faiblesse", a-t-il ajouté. "Les islamistes tentent ainsi d'en tirer profit" car aussi bien les attentats suicides que les attaques ponctuelles peuvent être réalisés "avec un niveau de forces très réduit", a-t-il prévenu.

Qui plus est, a encore estimé le général Desportes, avec la faiblesse de l'armée malienne et les difficultés rencontrées par la MISMA pour se déployer font que "toutes les conditions sont remplies pour que la manœuvre de contournement des islamistes fonctionne."

La question touareg divise Paris et Bamako

Alors que l'opération Serval montre ses limites - Par : Djamel Bouatta



Le courant n'est plus fluide entre Paris et Bamako. Les djihadistes repoussés vers l'extrême nord du Mali, resurgit la question touareg, qui divise les deux capitales.

Le MNLA, mouvement indépendantiste des touareg, a annoncé l'arrestation de ses membres par l'armée malienne qui a repris la ville de Menaka d'où le MNLA avait chassé le Mujao dans la foulée de l'opération française dite Serval et déclenchée sous le couvert d'un appel des

autorités de Bamako et de résolutions internationales pour débarrasser le Nord-Mali de ses djihadistes. Cette question est au cœur de la grave crise malienne qui a failli provoquer son éclatement et embraser tout le Sahel.

Et voilà que l'on parle de nouveau de la manipulation de la cause touareg. Dans un communiqué, le mouvement indépendantiste touareg a accusé la France de lui "avoir tendu un piège" en livrant aux soldats maliens ses représentants, invités par elle pour discuter de la situation à Menaka, cette ville du nord-est du Mali, contrôlée par le MNLA depuis le départ des djihadistes. Dans son communiqué, le mouvement parle d'un "grave abus de confiance" de la part des militaires français qui travaillent pourtant avec le MNLA sur le terrain pour faire la chasse aux terroristes. De son côté, l'armée française est restée silencieuse, même sur la désapprobation par le MNLA de la

présence de l'armée malienne sur le territoire de l'Azawad. La position française est en effet ambiguë sur cette question touareg.

Pourtant, après l'entrée en guerre de la France au Mali et la prise des villes du Nord, des personnalités politiques françaises, Laurent Fabius et Elisabeth Guigou en tête, ont mis en avant les revendications du MNLA et l'autonomie du nord du pays. Le ministre français des Affaires étrangères n'a pas cessé de déclarer qu'"il revient aux autorités maliennes de préparer des élections et d'engager sans plus attendre des discussions avec les représentants légitimes des populations du Nord (élus locaux, société civile) et les groupes armés non terroristes qui reconnaissent l'intégrité territoriale du Mali", persuadé que "seul un dialogue Nord-Sud permettra de préparer le retour de l'Etat malien dans la région Nord". Elisabeth Guigou, députée, présidente de la commission de l'Assemblée nationale française des affaires étrangères, a déclaré à son tour, le 2 février, qu'"il faut qu'un plan d'autonomie pour le Nord-Mali soit mis en place parce que c'est demandé depuis très longtemps par les Touareg en particulier, mais pas seulement". Tout portait à croire que la classe politique française semble plutôt assez unanime sur la question, d'autant que le MNLA s'est dissocié d'Ansar Eddine, au lendemain de l'intervention française de janvier 2013, pour retourner ses armes contre les djihadistes et appeler à "une solution politique", déclarant que "beaucoup d'entre les Touareg se battent depuis des décennies, non pour imposer la charia, mais pour faire valoir leurs droits". "Nous avons affirmé notre détermination à garantir l'intégrité territoriale du Mali, et c'est un principe fondamental, dans le cadre de solutions de décentralisation poussée, voire d'autonomie", vient de rappeler le MNLA. A Bamako, l'argumentaire touareg est resté le même.

En outre, les Touareg, plaide la capitale malienne, ne sont même pas majoritaires en nombre, Peuls, Songhaï, Arabes, Bamanan étant complètement oubliés.

En sus, le MNLA est considéré comme équivoque depuis son alliance avec l'Aqmi et le Mujao et la naissance au sein même des Touareg d'une nébuleuse djihadiste, Ansar Eddine. L'idée que le MNLA combatte aujourd'hui ses ex-alliés n'est pas crédible, ni au sein de la classe politique de Bamako ni parmi les populations du sud du Mali. L'ONU redoute une spirale de violence catastrophique dans le nord du Mali. La haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Navi Pillay, a lancé un appel solennel à tous les protagonistes du conflit pour qu'ils "empêchent les représailles". Pour les autorités de transition maliennes, il n'y a pas réellement d'interlocuteurs touareg en ce moment, d'où leur refus d'organiser une table-ronde de conciliation. Pourtant, il faudra bien faire établir une véritable base de développement socioéconomique pour les populations du Nord afin d'instaurer le mieux-vivre entre elles et les populations du Sud.

Il est à relever que les différents accords inter maliens signés par la rébellion des années 1990, qui ont permis, entre autres, d'intégrer de nombreux Touareg et Arabes du Nord dans l'armée et dans l'administration depuis vingt ans, ne sont plus cités ! Pas même par les Azawadiens qui ont apparemment eux aussi évacué de leur esprit les accords d'Alger dont les compromis, acceptés par toutes les parties, favorisent le développement dans le Nord-Mali et, par ricochet, la paix et la sécurité dans la zone saharo-sahélienne.

Le MNLA appelle à l'ouverture de négociations avec Bamako

Par [Le Matin](#) | Il y a 5 heures 48 minutes |

Dans un communiqué signé de Bilal Ag Cherif, président du comité transitoire de l'Etat de l'Azawad, le MNLA rappelle les fondamentaux de son combat et invite Bamako au dialogue politique.



Bilal Ag Acherif, président du Comité transitoire de l'Etat de l'Azawad.

Le temps de la lutte armée contre Bamako est-il fini pour le MNLA ? Le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) est disposé au dialogue. Il l'affirme dans un communiqué en treize points dans lesquels il esquisse des pistes, des ouvertures d'abord pour Bamako

mais aussi la France pleinement engagée militairement et politiquement dans la résolution de la terrible crise que traverse le Mali. Même si c'est un mouvement armé, le MNLA se dit "pacifiste" et souligne qu'il a déjà appelé les autorités maliennes au dialogue dès le 5 octobre 2011. Une lettre restée sans suite manifestement. A ce titre, pour mener à bien le processus de négociation, le MNLA exige la désignation d'un négociateur neutre et "demande l'ouverture immédiate de négociations avec l'Etat malien visant à fixer les conditions d'exercice de l'autorité, de l'administration et du développement de l'Azawad". A la table des négociations, il invite plusieurs pays et organisations (ONU, UA, UE)

Par ailleurs, après avoir proclamé l'indépendance de l'Azawad, le MNLA fait une énième concession à Bamako puisqu'il "déclare ne pas remettre en cause les frontières internationalement reconnues du Mali tout en rappelant clairement l'existence de l'Azawad en tant qu'entité". Le sens à donner au terme entité n'est pas précisé. Est-une autonomie ou autre chose ?

Pragmatique et instruit par la dure réalité que vit la population de la région, le MNLA souligne "la pauvreté, l'abandon et le mépris dans lesquels les populations de l'Azawad. Aussi, il souhaite la mise en place et le fonctionnement des services de santé (dispensaires et hôpitaux), l'accès à l'eau potable et à l'électricité, la satisfaction des besoins urgents de la population en matière d'alimentation, la réouverture, le fonctionnement des établissements scolaires sur toute l'étendue du territoire de l'Azawad et la prise en charge des Etudiants en situation d'arrêt d'études".

Enfin, le MNLA qui veut privilégié une solution politique, avertit que "pour ne pas compromettre le processus de recherche de solution à la crise actuelle, le MNLA n'accepte aucune présence militaire malienne dans les zones sous son contrôle avant la fin des négociations". Les exactions commises par l'armée malienne au lendemain de l'opération Serval sont aussi évoquées dans ce communiqué. A ce titre, le mouvement "appuie la demande de Human Rights Watch de mise en place d'une commission d'enquête internationale indépendante".

En dernier point, les Touareg nient "toute responsabilité dans les évènements malheureux d'Aguelhoc en janvier 2012" où plusieurs dizaines de soldats maliens ont été froidement exécutés.

Pour prouver sa bonne foi, le MNLA plaide pour "la mise en place d'une commission d'enquête internationale destinée à établir les faits".

La balle est du côté de Bamako désormais. Le président Traoré répondra-t-il par l'affirmative à cet appel ? Mais si l'on croit le climat délétère qui règne dans la capitale malienne, avec notamment la crise au sein des officiers de l'armée et à moins d'une pression française sur les uns et les autres, il est difficile que cet appel trouve un écho favorable. A preuve ? L'avis de recherche lancé par les autorités maliennes contre l'état-major du MNLA et les appels à l'assassinat des membres du MNLA lancés dans la presse ces dernières semaines. Pas seulement, puisque quatre hauts responsables du MNLA ont été arrêtés à Kidal.

Yacine K.

Pour l'instant, l'opération Serval a coûté 70 millions d'euros

Zone Militaire, 7 février 2013 – 10:08

En matière d'opérations extérieures, l'on parle de surcoûts, c'est à dire que l'on prend en compte les dépenses qui n'auraient pas été faites si les forces françaises n'avaient pas été engagées, c'est à dire les frais de transport, le surplus de carburant, les soldes majorées, les munitions consommées, etc...

Selon la Loi de Finances 2013, il a été affecté 630 millions d'euros pour financer les opérations extérieures. Ce n'est qu'à la fin de l'année que l'on saura si cette provision aura été suffisante ou non. Généralement, elle ne l'est pas. Dans ce cas, la différence est comblée par une partie de la réserve de précaution interministérielle alors qu'auparavant, elle l'était par l'annulation de crédits d'équipements.

Pour le moment donc, il n'est pas aisé d'évaluer avec précision le coût de l'opération Serval au Mali. Cela étant, et selon les informations du Parisien, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, l'a chiffré à 70 millions d'euros lors d'une audition parlementaire à huis clos, le 6 février.

Actuellement, près de 4.000 militaires français ont été déployés au Mali, de même que des matériels lourds (VBCI, CAESAR, AMX-10 RC). Les effectifs et les équipements de l'opération Serval sont équivalents, à peu près, à ceux qui furent engagés en Afghanistan jusqu'en octobre 2012. Et il a fallu les acheminer en Afrique en très peu de temps, la montée en puissance du dispositif ayant été très rapide (moins d'un mois).

Ainsi, 10.000 tonnes de matériels ont été envoyés au Mali en moins de 15 jours, soit l'équivalent de ce qui a été désengagé d'Afghanistan en un an. Conséquence : les frais de transport ont atteint les 50 millions d'euros. Le reste des dépenses concerne notamment les soldes "opex", c'est à dire les primes versées aux soldats en opération (5 millions d'euros), et, bien évidemment, les munitions principalement utilisées par l'aviation française (avions et hélicoptères).

Pour le moment, l'opération Serval coûte donc en moyenne 2,7 millions d'euros par jour. Dans la durée, ce montant devrait par la suite baisser étant donné que les matériels nécessaires ont été acheminés au Mali et qu'il n'est pas question d'augmenter les effectifs des forces engagées.

Paris demande aux Nations unies de préparer l'envoi de casques bleus au Mali

Zone Militaire, 7 février 2013 – 16:29

Moins d'un mois après avoir lancé l'opération Serval contre les groupes jihadistes du Nord-Mali qui menaçaient Bamako, Paris pense déjà à la suite alors même qu'il reste encore beaucoup à faire sur le terrain. Comme la communication gouvernementale ne cesse de le répéter, "la France n'a pas vocation à rester au Mali" et c'est aux Africains d'assumer leurs responsabilités en matière de sécurité.

Quant à savoir quand le dispositif français au Mali commencera son désengagement, c'est le flou. Le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a parlé de la mi-mars. Son collègue à la Défense, Jean-Yves Le Drian, a indiqué que le retrait se ferait "en sifflet", c'est à dire progressivement et en fonction de la réalité du terrain.

En attendant, Paris a d'ores et déjà demandé au Conseil de sécurité des Nations unies, le 6 février, de préparer le déploiement d'une force de maintien de la paix au Mali et d'accélérer l'envoi d'observateurs des droits de l'homme dans les zones libérées par les forces françaises et africaines afin d'éviter qu'il y ait des exactions et des règlements de compte.

"La France, pour la première fois au Conseil, a évoqué la perspective de la création d'une opération de maintien de la paix (au Mali) sous casque bleu lorsque les conditions sécuritaires le permettront", a ainsi déclaré Gérard Araud, l'ambassadeur français auprès des Nations unies.

"Cette mission de l'ONU permettra la stabilisation du pays après la fin de l'offensive française et elle aidera les Maliens à refonder leur pays (...) à parvenir à un nouveau pacte national malien", a-t-il expliqué. "Ce ne sera pas une force hybride mais une force sous casque bleu avec une chaîne de commandement remontant au Conseil de sécurité", a encore précisé M. Araud.

Cette force des Nations unies devrait avoir pour ossature les troupes de la Mission internationale de soutien au Mali (MISMA), fournies par la Communauté économiques des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao). Elle "sera d'abord basée sur l'existant", a fait valoir Hervé Ladsous, le chef des opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Pour le moment, seulement un tiers des effectifs de la MISMA, soit 2.000 sur les 6.000 hommes promis, sont arrivés au Mali. La cause principale de ce retard est liée aux difficultés logistiques des pays contributeurs.

Cela étant, si l'accord du Conseil de sécurité de l'ONU ne devrait pas poser de problème particulier – il faudra une nouvelle résolution pour autoriser cette mission de maintien de la paix – il en va autrement des autorités de transition maliennes, lesquelles sont réticents à l'idée de voir des casques bleus sur leur sol.

"Il est normal qu'il y ait des questions et des objections à Bamako, nous devons avoir un dialogue avec les autorités maliennes", a expliqué Gérard Araud.

Mali : quand l'Onu se dit prête à agir...

Valeurs actuelles, 14 Février 2013 - **Par Frédéric Pons**



Entretien. La fin de l'opération française est maintenant programmée. Secrétaire général adjoint de l'Onu aux opérations de maintien de la paix, l'ambassadeur Hervé Ladsous évoque les défis que pose la stabilisation du pays.

Quinze opérations de maintien de la paix sont en cours à travers le monde, représentant plus de 100 000 personnels militaires (casques bleus) et civils. Parmi eux, 993 Français (dont 899 au Liban). Les cinq plus importantes

opérations sont au Darfour (25 200 hommes, budget annuel de 1,4 milliard de dollars), en République démocratique du Congo (23 600 hommes, 1,3 milliard de dollars), en Côte d'Ivoire (12 400 hommes, 575 000 dollars), au Liban (12 000 hommes, 524 000 dollars) et en Haïti (11 430 hommes, 648 400 dollars).

Dirigé depuis septembre 2011 par Hervé Ladsous, 62 ans, le département des opérations de maintien de la paix gère un budget de 7,33 milliards de dollars, avec des arriérés de 1,75 milliard dus par les États membres. Six pays assurent les trois quarts des contributions : États-Unis (27,24 %), Japon (12,53 %), Royaume- Uni (8,15 %), Allemagne (8,02 %), France (7,55 %), Italie (5 %).

Fils de sous-marinier qui commença dans la marine de guerre de la France libre, en 1943, et fut plus tard le premier commandant de la base de l'île Longue dans la rade de Brest, Hervé Ladsous est diplômé du prestigieux cadre d'Orient, qu'il préféra à l'Ena, et de Langues O (il est sinisant). Ancien porte-parole du Quai d'Orsay (2003-2006), directeur Asie-Océanie (2005 à 2006) puis ambassadeur en Chine (2006-2010), il était le directeur de cabinet de Michèle Alliot-Marie puis d'Alain Juppé, ministres des Affaires étrangères, dans la tourmente des "printemps arabes".

Membre de la société des Amis de l'Aveyron, ce diplomate expérimenté et chaleureux, réputé pour son sang-froid, répond à nos questions alors que la France vient d'annoncer le possible début d'allègement de l'opération Serval, le mois prochain, « *si les conditions le permettent* ».

Suivez-vous de près la situation au Mali et en Syrie ?

Nous gardons un oeil particulièrement attentif sur les développements dans ces deux pays où il est possible que le maintien de la paix soit appelé à jouer un rôle de premier plan.

Au Mali, plus précisément ?

Absolument, le Mali mobilise notre attention. D'abord parce que ce qui s'y passe constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales. Et parmi les outils dont dispose la communauté internationale pour y faire face, il y a le maintien de la paix. Plus important encore, vous aurez remarqué que nombre d'acteurs de la communauté internationale, parmi lesquels l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), se sont prononcés très clairement en faveur du déploiement d'une mission de maintien de la paix au Mali. Évidemment la décision de déployer appartient entièrement au Conseil de sécurité.

Vous y préparez-vous ?

Oui, nous nous y préparons. Une fois cette décision prise, si elle est prise, nous serons prêts. Il va de soi évidemment que le déploiement d'une mission de maintien de la paix doit s'effectuer dans un contexte où il y a une paix à maintenir.

Mais la multiplicité des crises ne limite-t-elle pas vos possibilités ?

Ces crises sont liées entre elles. Il y a la crise humanitaire, bien sûr, avec les famines récurrentes, mais aussi les crises sécuritaire et politique. La région est devenue un point de passage privilégié pour les trafiquants de drogue. C'est un espace où sévissent des preneurs d'otages. Plus préoccupant encore, ainsi qu'on le voit au Mali, des groupes terroristes, parfois les mêmes qui prennent des otages, menacent désormais d'en être les seuls maîtres. Cela nous ramène à un défi que nous connaissons bien : l'insuffisance de l'autorité de l'État dans de vastes régions livrées à des groupes armés et à des criminels.



Quelles sont les options possibles pour l'Onu ?

Nos experts examinent diverses possibilités, en coopération avec nos partenaires maliens, africains et internationaux. Mais avant tout, ce qui importe en premier, c'est la décision de déployer une mission de maintien de la paix au Mali et elle appartient au Conseil de sécurité.

La crise syrienne accroît-elle l'insécurité de la Finul au Liban ?

L'aggravation de la guerre civile en Syrie entraîne un risque réel de contagion, ce qui complique la tâche de nos missions, la Finul au Liban et la FNUOD au Golan. À plusieurs reprises ces derniers mois, nos casques bleus se sont retrouvés pris entre deux feux. Il est urgent qu'une solution soit trouvée.

Le retrait progressif d'Afghanistan doit-il entraîner un engagement supplémentaire de l'Onu dans ce pays ?

Il est possible que le retrait des troupes occidentales se traduise par un rôle accru de l'Onu et du DOMP [*Département des opérations de maintien de la paix*], mais il reviendra au Conseil de sécurité d'en décider. Mon département fera des propositions.

Quel est actuellement votre dossier prioritaire ?

Nos priorités sont multiples et le plus souvent concomitantes. Lorsqu'on est en charge de quinze opérations de maintien de la paix à travers le monde, chacune peut à tout moment prendre une tournure particulièrement urgente.

Mais au cours de ces douze derniers mois ?

Nous avons déployé dans une grande urgence des casques bleus en Syrie, à la demande du Conseil de sécurité. Nos collègues ont tenté, en vain, d'aider ce pays à éviter l'évolution dramatique qu'il connaît aujourd'hui. Dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), dans la province du Nord-Kivu, une nouvelle crise nous a mobilisés. Je pense également aux attaques armées, y compris contre les casques bleus, en Côte d'Ivoire ou au Darfour, et à la situation extrêmement préoccupante entre le Soudan et le Soudan du Sud, sur le point de reprendre les armes il y a trois mois. Dans tous ces cas, les missions que je dirige se sont fortement mobilisées.

Comment expliquez-vous les graves difficultés de la mission en RDC ?

Bien plus que des difficultés de cette mission, il devrait être d'abord question des difficultés du pays, et même de la région des Grands Lacs, à trouver des solutions durables. La Monusco (avant elle la Monuc) a largement contribué à améliorer la situation.

Comment l'a-t-elle fait ?

Cette mission a facilité, il y a une décennie, le départ d'une dizaine d'armées étrangères présentes dans le pays. C'est elle qui a grandement contribué, aux côtés de l'armée congolaise, à la lutte contre les groupes armés qui, jusqu'à la mutinerie du M23, étaient en net recul. C'est elle qui, au quotidien et depuis des années, protège des millions de civils en danger en patrouillant dans des zones quasiment inaccessibles en payant parfois le prix ultime. Notons encore le rôle crucial de nos casques bleus dans l'organisation d'élections démocratiques dans ce pays, scrutin que beaucoup ont qualifié d'historique.

La Monusco suffit-elle à la tâche ?

Elle ne peut pas tout faire toute seule. Elle ne peut pas mener la guerre à la place de l'armée de la RDC et ne peut pas se substituer à un nécessaire processus politique.

Le maintien de la paix n'est véritablement efficace que lorsqu'un processus politique est en marche. Bien entendu, la Monusco peut et doit adapter sa posture. C'est ce que nous faisons en ce moment en évaluant plusieurs axes possibles (*lire notre encadré ci-dessous*).

En Haïti, est-ce un échec ?

Depuis le déploiement de la Minustah, en 2004, le chemin parcouru est considérable. Dans un premier temps, la mission a contribué au retour de la stabilité dans le pays, à l'organisation d'élections démocratiques et à d'importantes réformes. Malheureusement le tremblement de terre du 12 janvier 2010 a marqué un coup d'arrêt à cette dynamique positive. Nous nous sommes davantage consacrés aux tâches humanitaires. La Minustah revient cependant à ses tâches essentielles de stabilisation : le renforcement de la police nationale haïtienne et le renforcement de l'État de droit.

Disposez-vous de suffisamment de moyens ?

Les mandats que nous recevons du Conseil de sécurité dictent nos besoins financiers et humains sur le terrain. Les discussions autour des ressources dont nous avons besoin sont permanentes. Nous les menons avec les pays contributeurs de troupes et-ou de moyens financiers, car le maintien de la paix est, avant tout, un partenariat. Je suis heureux de dire que tous les échanges avec nos partenaires sont des plus fructueux.

Au cours des dix dernières années, la multiplication des missions a entraîné une importante augmentation des budgets. Cette tendance s'inverse. C'est dans ce contexte que j'ai décidé un examen périodique et fréquent de nos missions afin de pouvoir les rendre plus flexibles, plus légères, en temps réel, tout en améliorant leur efficacité.

Sahel: des millions de dollars versés pour des otages, selon une ex-diplomate américaine

Le Nouvel Obs, Créé le 08-02-2013 à 08h15 - Mis à jour à 14h51



La France aurait payé une rançon d'environ 17 millions de dollars pour la libération de quatre otages français enlevés au Niger en 2010 et probablement détenus au nord du Mali, affirme une ancienne ambassadrice des Etats-Unis à Bamako dans un entretien exclusif à iTélé diffusé vendredi. (c) Afp

PARIS (AFP) - La France, comme d'autres pays européens, a versé des millions de dollars pour obtenir la libération d'otages au Sahel, a affirmé vendredi -en citant des "rumeurs" - une ex-ambassadrice américaine au Mali, Vicki J. Huddleston, confirmant des informations

connues depuis un an.

"La rumeur dit que les Français ont payé une rançon importante, peut-être jusqu'à 17 millions de dollars pour (des) otages enlevés dans une mine d'uranium au Niger" en 2010, a dit sur iTélé l'ex-diplomate, affectée à Bamako entre 2002 et 2005, soit à une autre période que celle de ces rapt.

Interrogé, le quai d'Orsay a indiqué n'avoir "pas de commentaires particuliers" et souligné que l'ex-diplomate indiquait elle-même se fonder sur des rumeurs.

Dans un livre au début de 2012, Serge Daniel, correspondant à Bamako de Radio France internationale et de l'Agence France-Presse, avait déjà évoqué des montants de rançons, de manière plus précise que l'ex-ambassadrice.

Deux sociétés françaises ont payé "13 millions d'euros" pour libérer des Français, l'Autriche a payé "3 millions d'euros", l'Espagne a payé "9 millions d'euros" par exemple, le Canada "3 à 5", a-t-il écrit dans son ouvrage "Aqmi, l'industrie de l'enlèvement", publié aux éditions Fayard.

Vicki J. Huddleston a ajouté que l'Algérie avait toujours "refusé catégoriquement de payer des rançons". "Comme mon propre pays, les Etats-Unis. Mais les gouvernements européens avaient le sentiment qu'ils ne pouvaient pas faire autrement", a-t-elle précisé.

Selon elle, toujours citant "la rumeur", le gouvernement allemand a déboursé "environ 5 millions de dollars" pour faire libérer des ressortissants au début des années 2000.

A la mi-2012, le président français Nicolas Sarkozy avait affirmé, à propos de deux otages en Afghanistan, que payer des rançons n'était pas un problème pour son gouvernement. Le nouvel exécutif socialiste de François Hollande a une approche différente, jugeant que des rançons nourrissent le terrorisme et la poursuite de la pratique des rapt, selon des sources concordantes.

La France compte aujourd'hui encore sept otages dans la bande sahélo-saharienne. Ils seraient détenus dans le nord du Mali, dans le massif des Ifoghas, vaste zone de montagnes et de grottes.

Otages au Sahel : pas de "questions financières" en jeu

"Nous sommes dans la recherche de contacts. Mais il n'y a pas de questions financières qui puissent être évoquées" pour obtenir la libération des otages français retenus au Sahel, a affirmé François Hollande, hier à Bruxelles, en précisant que son gouvernement faisait "tout pour libérer (nos) concitoyens".

Le président français répondait aux propos d'une ex-ambassadrice américaine au Mali. "La rumeur dit que les Français ont payé une rançon importante, peut-être jusqu'à 17 millions de dollars pour (des) otages enlevés dans une mine d'uranium au Niger" en 2010, avait déclaré Vicki J. Huddleston.

"Avant un otage français se négociait 30 millions d'euros".

Otages au Sahel : les révélations d'un ancien agent de la DGSE à "La Dépêche du Midi"

Alors que le sort des sept otages français au Mali reste plus que jamais en suspens, un ancien agent de la DGSE livre demain, dans une interview exclusive à "La Dépêche du Midi", les clés d'une affaire qui marque pour la France une rupture dans son approche des prises d'otages.

Alain Chouet, ancien chef du renseignement de sécurité de la DGSE et aujourd'hui expert reconnu en questions de défense, affirme que la France "pendant très longtemps a accepté de négocier avec les preneurs d'otages et faisait un certain nombre de concessions, soit politiques, soit financières." L'expert révèle "les dernières exigences pour les otages du Sahel : **trois otages, c'était 90 millions d'euros.**"

Un prix que la France, selon lui, n'est désormais plus prête à payer comme par le passé. "On dit en substance au terroristes : **"Sachez que si vous prenez un otage, il mourra peut-être, mais vous aussi"**, explique cet expert

Mali : déploiement des casques bleus avant juillet

Le Conseil de sécurité des Nations-Unies devrait parvenir dans un délai de deux à trois semaines à un accord sur le déploiement de casques bleus au Mali, selon *Lemonde.fr*. A en croire le



journal, le déploiement de la force onusienne devrait se faire avant les élections prévues au plus tard le 31 juillet. Les casques bleus déployés pourraient tourner au tour de six mille, mais leur nombre dépendra de celui de la Misma, censée compter huit mille soldats à terme. Le déploiement de cette force onusienne nécessite une résolution du Conseil de sécurité, mais aussi l'accord des autorités maliennes. Ces dernières se sont jusqu'ici montrées réticentes par crainte qu'un tel déploiement n'entérine une partition de fait du Mali, à l'image du Soudan

5 – Chroniques & libres propos

L'Europe de la défense : crise ou manque de volonté ?

Le Point.fr - Publié le 07/02/2013 à 19:27 - Modifié le 07/02/2013 à 19:50

L'Europe de la défense accuse la panne sèche. La France hésite, la Grande-Bretagne renâcle et l'Allemagne est toujours paralysée dès qu'on parle d'armée.



Le Parlement européen à Strasbourg. © Philippe Sautier / Sipa

C'est un serpent de mer. "L'[Europe](#) de la défense" est devenue un marronnier aussi bien politique que médiatique qui refait surface au gré des interventions militaires. Pendant la guerre en [Libye](#) de mars 2011 d'abord où la dynamique Cameron-Sarkozy a accéléré un processus militaire freiné par les fortes divergences entre des États membres. À l'occasion de l'intervention au nord du Mali ensuite où l'Europe s'est limitée à offrir un support logistique à la [France](#), seul État européen à l'origine du déploiement de troupes sur le terrain "faute d'une préparation diplomatique suffisante", précisait il y a quelques jours l'ex-ministre de la Défense Hervé Morin [sur Le Point.fr](#).

Malgré un soutien politique réaffirmé et sa proposition de former l'armée malienne, l'Europe n'a pas unanimement soutenu l'effort français. Pourtant, la création d'un sanctuaire terroriste dans la région du Sahel intéresse toute la communauté européenne, directement visée dans les nombreuses vidéos des groupes terroristes de la région. "Il est temps d'en finir avec la dispersion des initiatives", jugeait François Hollande lors de son passage devant le Parlement à Strasbourg, où il a plaidé pour une harmonisation des positions européennes dans les instances internationales, parce que "l'Europe doit parler d'une seule voix".

Une Europe qui fait du surplace

Plusieurs éléments peuvent expliquer l'engluement de "l'Europe de la défense". Le premier est économique. La crise a considérablement influé sur le montant des budgets de la défense des pays européens. À titre d'exemple, le budget du ministère de la Défense français a été amputé de près de 5 milliards d'euros sur la période 2009-2013. Une coupe malvenue au moment où l'armée française constate son retard en matière de robotique de guerre et tergiverse sur les solutions possibles, [rapporte Slate.fr](#). Dans le même temps, plusieurs États membres ont plaidé pour une

meilleure convergence des forces européennes, parmi lesquelles la France joue un rôle moteur, mais reste isolée dans sa conception.

La seconde raison du blocage est sans doute la plus importante : le manque de volonté politique. L'opinion européenne reste concentrée sur les effets néfastes de la mondialisation et fait peu de cas d'une avancée politique et militaire de l'Europe. L'autre partie du problème est également structurelle. Chaque tentative de relance de la France se heurte à l'Otan, plus développée et mieux considérée. Vingt et un États membres de l'UE en sont également membres. "L'existence de l'Otan a un effet direct sur les budgets militaires européens", rappelle le général Henri Bentégeat, ancien chef d'état-major des armées françaises, qui a dirigé le comité militaire de l'Union européenne entre 2006 et 2009. Dès lors, difficile de plaider pour un espace militaire resserré sur la seule Europe en dépit d'une domination américaine évidente sur l'Otan (50 % de l'apport financier et 75 % des ressources militaires). De toute manière, en l'état actuel, une "Europe de la défense" n'a, par définition, "pas vocation à la concurrencer", mais plutôt à la compléter. L'un des seuls partenaires pro-européens de la France dans ce domaine, c'est encore l'Allemagne. Problème, celle-ci fait preuve d'un comportement ambigu. Grosse contributrice de l'Otan, la première économie d'Europe se prononce en faveur d'une "Europe de la défense", mais limite son engagement dans les interventions extérieures. Allant même jusqu'à torpiller les rapprochements entre entrepreneurs militaires français et allemands, comme ce fut le cas avec l'arrêt de la fusion EADS-BAE [en octobre dernier](#). "L'Allemagne a un tropisme otanien très fort", estime Arnaud Danjean, député européen et président de la sous-commission Sécurité et Défense (Sede) au Parlement européen. "Ils ont les contraintes constitutionnelles que l'on connaît", souligne-t-il, avant de rappeler que l'Allemagne reste "très présente en Bosnie et au Kosovo".

Désillusions et outils déjà en place

Quelques rapprochements bilatéraux entre États membres ont tout de même eu lieu. À commencer par les accords de Lancaster House en 2010 entre la France et la Grande-Bretagne (qui représentent à elles deux 50 % de la capacité militaire totale de l'Europe) pour lesquels le cadre européen n'était pas mentionné dans le texte, comme c'était le cas au sommet de Saint-Malo en 1998. La coopération franco-britannique en matière de défense en est ressortie renforcée, avant de connaître un premier couac dans le domaine naval en mai 2012. Les Anglais ayant préféré, pour des raisons de coûts, un porte-avions à tremplin sur lequel les avions français ne peuvent se poser... Par ailleurs, la Grande-Bretagne, [qui s'interroge encore](#) sur son avenir européen, a refusé que ces accords avec la France soient intégrés dans les mécanismes de défense de l'UE et verrouille depuis de nombreuses années la création d'un quartier général militaire européen.

Pourtant, on ne peut pas dire que rien n'est en place. Presque toute la chaîne décisionnelle - copiée sur le modèle otanien - est en activité. Certes, les Britanniques, encore eux, bloquent le budget de l'Agence européenne de défense qui est seulement de 30 millions d'euros et les groupes tactiques de l'UE - 1 500 hommes environ - n'ont encore jamais été déployés faute de sollicitations, mais le comité militaire et le comité politique et de sécurité de l'UE sont opérationnels. Tous ces efforts notés, le verdict reste sans appel : "L'Europe de la défense" est à l'arrêt depuis plus de dix ans, [selon le rapport Védrine](#) remis à François Hollande en novembre 2012 : "Aucune grande opération n'a eu lieu depuis la création d'EADS en 1999." Le même document note que rien de tout ce qui a été accompli "n'a pu déclencher jusqu'ici de vraie dynamique", malgré "une vraie capacité globale de traitement des crises : économique, civile et

militaire". Pas la peine donc d'espérer une accélération du projet avant "au moins dix ans", pour les plus optimistes.

Quatre raisons de ne pas confondre les conflits du Mali et d'Afghanistan

Le Point.fr - Publié le 08/02/2013 à 11:46 - Modifié le 08/02/2013 à 16:18

Djihadistes, déserts, montagnes..., les deux guerres pourraient se ressembler à première vue. En réalité, d'importantes différences existent.



Photo d'illustration : des soldats maliens arrêtent un islamiste. © AFP ImageForum / AFP ImageForum

En comparaison avec George W Bush, de nombreux observateurs ont relevé ces derniers jours que le Mali pourrait bien être "l'[Afghanistan](#) de [François Hollande](#)". Des responsables politiques - français et étrangers - ont été tout aussi nombreux à évoquer le risque d'une "afghanisation" du conflit, c'est-à-dire un enlèvement des troupes face à un ennemi invisible, caché dans des grottes et fondu dans la population. Pourtant, de très grandes différences séparent ces deux guerres et changent suffisamment la donne pour qu'il soit risqué de les comparer. Environnement régional, répartition ethnique, population locale, mouvements rebelles..., Le Point.fr passe en revue ces quatre facteurs pour dissocier les deux conflits.

L'environnement régional

La porosité des frontières autour du Mali a incité de nombreux commentateurs à établir un parallèle avec l'Afghanistan. Ce dernier est voisin du [Pakistan](#) : les islamistes y ont bénéficié d'une véritable base arrière avec une protection d'Islamabad. Notamment dans les régions tribales et les zones montagneuses difficiles d'accès qui sont comparables au massif entre le Mali et l'Algérie. Pourtant, selon Philippe Hugon, chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris), "l'Algérie n'est pas le Pakistan du Mali". Même si cette dernière a souvent eu des relations ambiguës avec les islamistes, "la situation n'est pas comparable, parce que les deux pays n'ont pas le même niveau de soutien aux rebelles", selon Philippe Hugon. Les frontières ont été officiellement fermées, de même que l'État algérien affiche son soutien à l'opération française. Si le gouvernement d'Abdelaziz Bouteflika tient ses promesses, les djihadistes pourraient être asséchés en essence, pick-up et munitions.

La répartition ethnique

Déclenchée par le [Mouvement national de libération de l'Azawad \(MNLA\)](#), la guerre au Mali s'est ouverte sur des revendications territoriales. Les Touareg ont demandé l'indépendance du Mali du Nord, renommé par eux Azawad. En Afghanistan, les talibans s'appuient eux aussi sur une ethnie, les Pachtouns, pour leurs revendications nationalistes. La comparaison s'arrête là. Au Mali, les Touareg n'ont jamais exercé une réelle domination. "Les Songhaï et les Peuls sont ultramajoritaires dans le Nord-Mali", précise Francis Simonis, chercheur à l'Institut français des relations internationales (Ifri), avant d'ajouter : "Ces ethnies n'ont aucune velléité autonomiste. Ils demandent de l'aide au développement et davantage de soutien de Bamako." En Afghanistan, au contraire, le problème majeur de la guerre réside dans le fait que "les Pachtouns, majoritaires, ont

fondé l'Afghanistan et l'ont toujours dirigé", explique Karim Pakzad, chercheur à l'Iris. Et de préciser : "C'est une véritable guerre civile puisqu'aucune des autres ethnies n'accepte la domination talibane, donc pachtoune."

Le soutien de la population locale

En Afghanistan, les Pachtoune offrent un soutien indéfectible aux rebelles, c'est une donnée-clé de la guerre. "Les talibans ont une base énorme, ils n'ont jamais eu de problème pour recruter et n'en auront jamais, décrypte Karim Pakzad. Ils bénéficient même du soutien des 25 millions de Pachtoune du Pakistan." À l'opposé, les Maliens sont globalement opposés à la progression des groupes islamistes dans leur pays. C'est sûrement la différence la plus cruciale entre les deux conflits, celle qui invalide pratiquement toute comparaison. Selon Philippe Hugon, "les djihadistes sont pour l'essentiel des corps étrangers à la population locale. Il y a bien certains appuis, certaines alliances, mais elles ne représentent pas grand-chose."

L'unité des mouvements rebelles

Réunis - en apparence au moins - sous une seule bannière en Afghanistan, les mouvements rebelles sont divisés au nord du Mali. La dissension la plus récente et la plus visible est [la scission d'Ansar Dine en deux entités](#). Le Mouvement islamique de l'Azawad serait d'ailleurs plus enclin à négocier que la structure dont il est issu. Le mélange des genres entre les revendications des Touareg et les ambitions des islamistes pousse d'ailleurs les forces rebelles dans deux directions différentes. De quoi faciliter la tâche de potentiels négociateurs à venir. Pour autant, les montagnes et les grottes du massif des Ifoghas ne sont pas sans rappeler les théâtres d'opérations en Afghanistan. Et le risque d'enlèvement est bien réel, même si [le gouvernement estime que les troupes françaises devraient commencer à être rapatriées en mars](#).

Mali: Les cinq leçons de l'opération «Serval» de l'armée française

Slate, Publié le 06/02/2013, Mis à jour le 06/02/2013 à 12h35 – **par Eric Denécé et Etienne de l'Ancroz**

Comme l'a rappelé François Hollande à Tombouctou et Bamako, le samedi 2 février, la France restera le temps qu'il faudra au Mali. Mais au delà, ou plutôt en-deçà de cette volonté politique, il s'agit de tirer les premiers enseignements de l'opération «Serval», au moment même où la Commission du Livre blanc sur la défense et la sécurité s'apprête à remettre sa copie au président de la République.



- Une carte du Mali dans une base de l'armée française à Tombouctou le 3 février 2013. REUTERS/Benoît Tessier -

Après une année 2011 riche sur le plan opérationnel, l'année 2012 a été marquée par le désengagement d'Afghanistan. 2013, semble commencer avec un nouveau rythme. Engagée sous la pression d'une offensive terroriste qui visait la capitale du Mali, [la réaction militaire de la France](#) intervient au moment même où

la [Commission du Livre blanc pour la défense et la sécurité](#) s'apprête à rendre sa copie au président de la République.

Parallèlement, la France est également intervenue en Somalie. Dans son premier bilan comme dans leurs projections, la conduite de ces opérations permet déjà un premier retour d'expérience, «à chaud» comme disent les militaires, riche de cinq principaux enseignements.

1. Le premier constat générique n'est pas une grande découverte mais doit inlassablement être rappelé. Nécessité impérieuse liée à sa souveraineté et la défense de ses intérêts, notre pays doit continuer à disposer d'une force interarmées de réaction rapide dotée de moyens modernes et crédibles constituant une «capacité d'entrer en premier», comme disent les stratèges. Leur discours de la méthode reste imparable: «J'interviens en premier donc je suis!»... il n'est que voir les réactions internationales unanimes de soutien à la France.

2. Pour être crédible, c'est-à-dire réactive et polymorphe, sinon dissuasive, cette capacité doit pouvoir s'appuyer des segments de «projection de puissance». Une force de réaction rapide enracinée, inerte et hyper-territorialisée ne sert à rien. Les méfaits du syndrome «Ligne Maginot» ne sont plus à démontrer.

Les guerres d'aujourd'hui sont sans foi ni loi, sans ligne de front ni stabilité de perspective. Elles se caractérisent principalement par la «fluidité» et des mouvements «rhizomatiques» ne répondant surtout pas aux logiques cartésiennes d'arborescence mais à des progressions en «bubons» rappelant la propagation des pestes noires moyenâgeuses. Cette nouvelle biologie de la guerre dont les foyers sahélo-malien et somalien illustrent l'une des mutations majeures requiert le développement et l'entretien de capacités de projection de puissance à partir de la terre et à partir de la mer.

Forces et projections terre/mer forment désormais une indissociable unité organique. A ce titre, les points d'appui en Afrique ont été essentiels comme l'a été l'engagement discret d'un BPC (Bâtiment de projection et de commandement/porte-hélicoptères) au large de la Somalie. En 2011, les mêmes moyens avaient été aussi déployés devant la République de Côte d'Ivoire.

3. Aucune nation —pas même l'hyper-puissance américaine ni les émergents—, ne peut aujourd'hui anticiper, traiter et accompagner seule, les métastases de la biologie des guerres actuelles. L'opération «Serval» le confirme tout particulièrement: les objectifs politiques partagés d'une guerre moderne induisent quasi-géométriquement le «partage», en amont de plusieurs moyens de production de la puissance. Plus concrètement, cet «amont stratégique» génère des coûts financiers progressivement partagés et une mutualisation de la logistique: soutien, transports des hommes et du matériel. Il paraît évident et logique que l'Europe de la défense puisse ici prouver sa pertinence.

Pour Serval, si la France fournit les capacités de combat, plusieurs pays européens lui apportent désormais des moyens de transport, notamment dans le domaine aérien. A défaut d'une réelle mutualisation qu'offrira peut-être l'Airbus A400M, n'y a-t-il pas là, d'ores et déjà, une coopération opérationnelle de nature à optimiser les investissements des Européens dans leur défense?

4. L'«aval stratégique» des guerres modernes concerne les problématiques de la relève et de la stabilisation. Partageant des objectifs politiques communs donc la mutualisation de la logistique, la communauté internationale et ses coalitions ponctuelles doivent également assumer le suivi empêchant ainsi qu'une seule nation ne joue le rôle de gendarme du monde. Là encore «Serval» est emblématique. Voilà plus d'un an que la diplomatie française a initié une séquence onusienne de riposte aux crises sahéliennes (résolutions 2071 et 2085), confiant la gestion suivie

et consolidée des menaces aux forces régionales de la CEDEAO, avec le soutien de l'Union africaine et de l'Union européenne.

Après l'urgence, parfaitement assumé par les forces françaises qui ont pu empêcher la prise de Bamako par les factions terroristes sahéliennes, les armées africaines prendront le relais avec les soutiens logistiques et des dispositifs appropriés de formation. Comme le répète à l'envie le Président de la République, la France n'a pas vocation à rester au Mali, et la stabilisation sera bien l'affaire des troupes de l'ONU.

5. Enfin, l'opération «Serval» —qui devrait rassembler environ 2.500 hommes—, dans ses quatre précédents retours d'expérience converge sur un constat central et générique pour l'avenir des capacités françaises de défense. Elle démontre que l'heure n'est plus aux troupes nombreuses et mal équipées mais à des forces resserrées parfaitement dotées, entraînées et capables de réagir immédiatement. «Serval» confirme la pertinence d'un constat plus ancien. Au plus fort de l'implication française en Afghanistan et bien que des carences d'équipement aient cruellement été ressenties en début d'opération, les troupes au sol n'ont jamais dépassé 4.000 hommes.

L'Union africaine face à la crise du Mali: "Plus jamais ça!"

Propos recueillis par [Vincent Huguex](#), publié le 08/02/2013 à 11:35, mis à jour à 12:11

Thomas Boni Yayi, chef d'Etat du Bénin et président en exercice de l'Union africaine (UA) jusqu'au 27 janvier, date à laquelle il a transmis le témoin au Premier ministre éthiopien Hailemariam Desalegn, était ce jeudi à Paris. Pour L'Express, il dresse un diagnostic lucide de la performance des institutions africaines lors de la crise malienne.



MALI- Thomas Boni Yayi, chef d'Etat du Bénin et président en exercice de l'Union africaine (UA) jusqu'au 27 janvier salue la fermeté de la France. - [afp.com/Issouf Sanogo](#)

Vous avez salué à diverses reprises le "[leadership](#)" de la France sur le théâtre malien. Cette primauté ne serait-elle pas avant tout le révélateur de l'échec de l'Union africaine et de la Communauté des Etats

d'Afrique de l'Ouest (Cédéao)?

Le constat s'impose: nous avons mis du temps à réagir. Car nous avons cru à la bonne foi des rebelles armés. D'abord [le MNLA -Mouvement national de libération de l'Azawad-](#), qui est à l'origine de toute cette confusion, puis Aqmi, Ansar-Eddine et le Mujao. Nous avons voulu croire à la possibilité de dialoguer, de manière à restaurer l'ordre constitutionnel et à permettre au Mali de renouer avec sa tradition démocratique. Finalement, les faits nous ont donné tort. Une fois installés, ces terroristes-là ont déclaré la guerre à l'humanité.

En ce sens, vous avez parfaitement raison: il y a eu des difficultés pour forger un consensus au niveau de Bamako, mais aussi de la Cédéao appuyée par l'UA, comme de la communauté internationale. Même après le vote de [la résolution 2085 \[par le Conseil de sécurité de l'Onu\]](#), obtenir le principe de l'envoi d'une force internationale n'a pas été facile. Aux Nations unies, ça

discute énormément. C'est pourquoi je salue la fermeté de la France, son intervention appropriée et le professionnalisme de son armée.

Voilà plus de dix ans que l'on annonce la naissance d'une Force africaine en attente. La Cédéao a avalisé l'octroi -éphémère il est vrai- du statut d'ancien chef d'Etat [au capitaine putschiste Amadou Sanogo](#). Quels enseignements tirez-vous de tels errements?

C'est dans l'organisation du travail que nous avons à progresser. Lorsque le coup d'Etat a eu lieu [le 22 mars 2012], un médiateur a été nommé...

Lequel médiateur, en l'occurrence le président burkinabé Blaise Compaoré, a fait preuve d'une singulière mansuétude envers les rebelles comme envers Sanogo.

Disons qu'il s'est donné les instruments pour tenir un certain nombre de conciliabules. Mais le statut d'ancien chef d'Etat n'a pas été conféré au capitaine Sanogo par la Cédéao. Jamais. Nous avons réfuté cela. Nous l'avons même invité à rentrer à la caserne. Moi-même, j'ai demandé au président Goodluck [Jonathan du Nigeria](#) de créer les conditions pour qu'il cesse d'interférer dans la vie politique du Mali et de lui proposer l'asile à Abuja. Ce qu'il a fait. Hélas, Sanogo a refusé. Ce que nous avons déploré. C'est donc avec stupéfaction et tristesse que nous avons appris que le même capitaine fait irruption de temps en temps dans l'arène politique malienne, au point d'avoir orchestré la destitution du Premier ministre Cheick Modibo Diarra.

Pour le reste, il est vrai que nous avons tardé à agir et les terroristes nous ont trahi, déclarant la guerre au monde entier en projetant de prendre Mopti puis Bamako. A cet instant, nous n'avions pas, c'est exact, une force disponible. Elle a pourtant été créée, cette Force en attente. Chaque pays est autorisé à libérer un contingent pour la constituer. Une Force virtuelle? Soit. Soyons honnêtes: notre capacité à la mobiliser pose problème. C'est l'un des aspects de [l'état des lieux que j'ai laissé à la présidente de la commission de l'Union africaine](#) [allusion à la Sud-Africaine Nkosazana Dlamini-Zuma, patronne de l'exécutif permanent de l'UA]. Nous devons en tirer les leçons pour l'avenir. Plus jamais ça! La crise malienne doit nous conduire à nous réorganiser, de manière à afficher une certaine responsabilité dans la gestion des affaires de notre continent.

Comment tarir dans l'aire sahélienne le trafic de drogue, source de revenu essentielle des djihadistes?

Nous devons agir à trois niveaux. D'abord, au niveau de nos Etats, où il faut une meilleure gouvernance politique, économique et sociale, fondée sur la vertu et le sens des responsabilités. Avec un mécanisme de surveillance continental doté d'un mandat permettant de rappeler à l'ordre si besoin chacun de nous. Là où il y a saine gouvernance, il ne peut y avoir de narcotrafic ou de groupe ethnique marginalisé au point de prétendre proclamer sa république [allusion aux Touaregs du MNLA].

De même, il faut éviter de remettre en cause la laïcité et de faire de la religion un instrument de gestion des affaires de nos pays. Je fais référence ici à [Ansar-Eddin qui prétendait créer un Etat islamique fondé sur la charia](#). Attacher des enfants pour leur couper les bras ou les jambes, ce n'est pas l'islam. L'islam est une religion de tolérance, d'amitié, d'amour et de bon voisinage. Le Prophète n'a jamais exigé que l'on oblige tout citoyen à se convertir. Ensuite, il faut aussi une meilleure gouvernance à l'échelle de nos régions, en veillant au respect de l'intangibilité de nos frontières. Enfin, au niveau de l'UA, il importe de revoir l'édifice institutionnel, afin de renforcer notre unité et de parler d'une seule voix.

Un citoyen béninois, qui se fait appeler Abdullah, a remplacé fin 2012 un Nigérien à la tête d'une katiba -phalange combattante- du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de

l'Ouest (Mujao). Que vous inspire ce fait quant à l'essor de l'islamisme armé dans la sous-région?

Lorsque [j'ai appris cela sur RFI \(Radio France Internationale\)](#), j'ai été surpris. On savait qu'il y avait des éléments terroristes de l'Aqmi, venant d'un pays proche [l'Algérie] qui a vécu des moments difficiles et dont nous partageons les douleurs. C'est quand la crise a éclaté qu'ils ont commencé à recruter des jeunes des pays voisins, dont ce Béninois qui a gravi les échelons au point d'accéder à la tête d'une unité du Mujao.

On trouve dans les rangs des terroristes des Béninois, des Togolais, des Sénégalais, des Ivoiriens, mais aussi des Canadiens, des Français, des Japonais, des Coréens, des Chinois, venus de partout, d'Afghanistan, du Pakistan ou d'ailleurs. Voilà pourquoi il faut non seulement traiter la question du Mali, mais aussi intégrer la dimension saharo-sahélienne.

D'après nos renseignements, ces gars-là ont créé des cellules dormantes dans chacun de nos pays. Voilà pourquoi, en tant que président de l'Union africaine, j'ai tiré le signal d'alarme et fait le tour du continent et du monde entier, j'ai visité les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, alerté les partenaires du G-20 et du G-8. Je suis aussi venu voir le président [François Hollande](#), qui, quant à lui, m'a écouté religieusement.

MALI. "Le retrait sera imposé par la réalité du terrain"

Le Nouvel Obs, Créé le 06-02-2013 à 17h49 - Mis à jour le 07-02-2013 à 10h33 - Par [Sarah Diffal](#)

Laurent Fabius a indiqué que les troupes françaises se retireraient à partir de mars. "Une annonce d'ordre politique", selon le général Vincent Desportes.



Un convoi de véhicules de l'armée française patrouille entre Tombouctou et Douentza, le 4 février 2013. (AFP PHOTO / PASCAL GUYOT)

Le ministre des Affaires étrangères, [Laurent Fabius](#), annonce que les troupes françaises vont commencer à se retirer du [Mali](#) à partir du mois de mars. Ce délai est-il tenable compte-tenu [de la situation complexe sur le](#)

[terrain](#) ?

- C'est une annonce qui est avant tout d'ordre politique et non militaire. Elle vise, dans un premier temps, à indiquer à la [France](#) et à la classe politique de manière claire, qu'il n'y aura pas d'enlèvement et que les soldats français partiront. La deuxième cible est internationale. Il s'agit à la fois de la Cédéao, de l'Union Africaine (UA) et de l'ONU. De manière à les pousser à prendre leurs responsabilités en leur indiquant que la France ne resterait pas très longtemps et que c'est à eux de mettre en place les troupes et les moyens nécessaires. A l'UA et à la Cédéao d'accélérer la mise en place de l'équipement de la Misma, aux Nations unies de transformer, éventuellement, rapidement, la Misma en force onusienne.

Concrètement, le calendrier de retrait sera imposé par la réalité du terrain. Tout peut évoluer d'ici le mois de mars. La nature et le volume des retraits dépendront de l'évolution de la situation. Il faut noter que la France n'est pas dans la position qu'elle avait en Afghanistan, où elle pouvait repartir

avant les délais fixés. Là, le pays est la force principale et en tant que telle, elle est responsable de la sécurité et du bon déroulement des opérations de relève. Or, François Hollande a bien indiqué qu'il soutiendrait l'action de la Misma autant que nécessaire. Et que la France participerait à la restauration de l'intégrité territoriale. Il est tenu par cet engagement fait en public, à Bamako samedi dernier. Il est aussi tenu désormais par l'engagement politique qui a été fait hier matin à l'issue du Conseil des ministres. Il lui reste une marge de manœuvre d'une durée de deux mois.

Que se passera-t-il en mars ?

- François Hollande tiendra probablement son engagement. Mais quand il dit qu'il retirera des troupes, il parle des troupes qui ne seront plus utiles. Je pense, en particulier aux troupes lourdes, dont la projection a été déclenchée alors que nous étions au cœur de la première bataille, alors que Gao et Tombouctou n'avaient pas été repris et que nous ne connaissions pas le degré de résistance que nous opposeraient nos adversaires.

Autant, il a été légitime de prendre la décision d'envoyer ces forces au Mali, autant on risque de s'apercevoir assez rapidement qu'elles ne sont plus nécessaires. Les combats dans la zone de l'Adrar des Ifoghas, ne sera pas une bataille de blindés, mais plus vraisemblablement une bataille dans laquelle les forces spéciales et la destruction par les frappes aériennes seront prépondérants.

Comment va se dérouler le passage de relais entre l'armée française et une éventuelle force des Nations Unis ?

- Il s'agirait de transformer la Misma en force onusienne. Probable que, comme nous l'avons fait en Côte d'Ivoire, la France conservera une force de réaction rapide capable d'apporter des appuis particuliers. Mais pour le moment, la décision n'a pas encore été prise, les plans définitifs n'ont pas été arrêtés. Nous sommes encore dans une démarche diplomatique. Les planificateurs commencent à travailler sur cette hypothèse.

Un débat à l'Assemblée nationale est prévu le 27 février. Certaines voix dans l'opposition commencent, bien que timidement, à critiquer l'action du chef de l'Etat. Si la date du mois de mars n'est pas tenue, pourra-t-elle servir la droite ?

- On aura un débat mais comme d'habitude, on n'a pas trop à en attendre. En général, les débats de Défense à l'Assemblée nationale entérinent les positions prises par l'exécutif. En France, la tradition c'est l'union. Et puis nous ne sommes pas encore au 27 février, il reste 20 jours.

Premières mauvaises nouvelles du Mali...

Quatre semaines jour pour jour après le déclenchement de l'opération Serval, les mauvaises nouvelles s'accumulent sur plusieurs fronts. Toutes disent la même chose : il ne faut pas s'éterniser là-bas !

Première nouvelle : l'armée malienne, que la France et l'Europe essaie de remettre sur pied pour contrôler le pays ne trouve rien de mieux à faire que de se battre contre elle-même ! Ce matin des

soldats maliens ont attaqués un camp de "bérets rouges" locaux, à Bamako, faisant plusieurs blessés, pour d'obscurs motifs politiques.

Deuxième nouvelle : un attentat-suicide a eu lieu à Gao. Le djihadiste qui s'est fait sauter sur une moto a légèrement blessé un soldat malien sans causer plus de dégâts.

Troisième nouvelle : mercredi, quatre civils ont été tués par l'explosion d'une mine au passage de leur véhicule entre Douentza et Gao. Deux militaires maliens avaient déjà été tués de la même manière le 31 janvier.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Vendredi 8 Février 2013 à 13:29

Mali. Les forces françaises ne doivent pas baisser la garde

Le Télégramme, 09 février 2013 à 07h00 - par Jean Guisnel



Des soldats maliens ont arrêté, hier, des rebelles islamistes au nord de Gao, après l'attentat. Photo AFP

Démontrant sur le terrain malien leur savoir-faire, les forces armées françaises n'ont connu à ce stade que le succès. Mais l'ennemi peut se ressaisir en employant d'autres armes. Pour preuve, hier, un islamiste a commis le premier attentat-suicide recensé au Mali, à Gao, récemment reprise aux groupes armés.

Engagée depuis un mois au [Mali](#) dans la première [guerre](#) décidée par le président François Hollande, l'armée française n'a pas à se plaindre de la manière dont elle s'est déroulée. Elle n'a perdu qu'un seul homme, un pilote

d'hélicoptère tué le premier jour de l'engagement, et ne déplore, par ailleurs, dans ses rangs que quelques blessés légers. Tous les objectifs réclamés par le politique ont été atteints, l'armée de terre déroulant, comme à l'exercice, un savoir-faire militaire dont elle maîtrise tous les aspects. Hier encore, des forces spéciales ont été parachutées sur l'aéroport de Tessalit, l'une des dernières villes tenues par les rebelles islamistes. Elle se situe à proximité de la frontière [algérienne et du massif des Ifoghas, où des otages français pourraient être retenus.](#)

Sous d'autres cieux

Les forces armées françaises n'ont donc connu à ce stade que le succès dans cette [guerre](#) contre un ennemi incapable de lutter contre elle avec des moyens classiques ; c'est d'ailleurs pour cette raison qu'il a, pour une large part, refusé le combat. Jusqu'à présent. Car comme il fallait s'y attendre, les djihadistes se ressaisissent et commencent à utiliser les moyens non-conventionnels déjà vus sous d'autres cieux, en Irak et en Afghanistan notamment.

Pour la première fois, hier, un kamikaze s'est fait exploser à [Gao](#). Cet homme présenté comme un touareg est arrivé à moto devant un groupe de soldats maliens, avant d'actionner sa bombe. Il est mort sur le coup, l'explosion blessant légèrement un soldat. Le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) a revendiqué cette action.

Dans une action séparée, deux soldats maliens et quatre civils ont été tués par une mine, sans que l'on sache exactement de quel type d'engin il s'agissait. Les djihadistes avaient annoncé l'emploi de telles armes, souvent bricolées avec les moyens du bord, mais extrêmement efficaces au plan militaire. De tels équipements avaient contraint les soldats français en Afghanistan à développer des moyens techniques et des tactiques adaptés, mais pas toujours avec succès.

Le front international se fissure

Par ailleurs, le [Mali](#) a fait la preuve de son état déliquescence, lorsque des soldats proches du capitaine putschiste Sanogo ont attaqué à Bamako une caserne de parachutistes refusant de partir combattre dans le Nord. Enfin, le front international uni, qui soutenait la France ces derniers temps, s'est fissuré, hier, lorsqu'une diplomate américaine a rappelé que les Français avaient autrefois payé des rançons pour libérer des otages. François Hollande (lire notre encadré) a répondu que, dans la période actuelle, il n'y a pas de "questions financières qui puissent être évoquées".

Le Sahel de la victoire

FOB, Par: Ares 8 fév, 8:30

L'action des forces armées françaises au Mali est unanimement saluée. Saluée d'abord pour la cause défendue : la libération d'un territoire que l'obscurantisme religieux porté par un terrorisme prosélyte menaçait de recouvrir entièrement pour le plus grand malheur de la population. Saluée pour la réactivité, la rapidité et l'efficacité dont ont fait preuve les unités engagées au combat : la situation sécuritaire extrêmement alarmante, sinon désespérée début janvier, s'est totalement inversée en moins d'un mois. Saluée enfin pour avoir obtenu la victoire : victoire tactique, contre les terroristes qui n'ont finalement eu d'autre choix que de fuir ; victoire politique en permettant au gouvernement légitime malien de reprendre le contrôle de la partie nord de son propre pays.

Cette victoire militaire, dans une guerre dont aujourd'hui le politique n'hésite pas à prononcer le nom, mérite par conséquent d'être soulignée. Elle le mérite d'autant plus qu'à l'annonce du retrait d'Afghanistan, d'aucuns – sensibles aux habituels chants de sirène sur « la guerre à distance » et « la guerre zéro mort » – concluaient un peu rapidement à la fin des engagements terrestres. Or l'opération SERVAL, outre la chasse et les forces spéciales, c'est aussi (et d'abord !) 3 000 soldats engagés à terre servant plus de 200 engins de combat, allant de l'hélicoptère TIGRE au char AMX 10 RC, en passant par toute la gamme des équipements blindés à roues. La manœuvre aéroterrestre – sans doute moins connue du grand public et moins télévisuellement spectaculaire – est au cœur de la victoire qui se construit jour après jour à mesure que les forces amies, maliennes et africaines, progressent vers le nord. Cette dimension tellurique en matérialise les effets concrets : foules en liesse pour accueillir les « libérateurs », administrateurs réguliers de l'Etat malien qui reprennent possession de leurs locaux et de leurs prérogatives, réouverture de commerces.... Les unités terrestres, en stigmatisant l'avancée de la force, donnent son goût à la victoire.

En effet, si la combinaison intelligente des moyens a permis de prendre l'avantage sur l'adversaire, la conquête au sol, notamment la libération des villes – Gao et Tombouctou pour n'en citer que deux – s'est faite en occupant physiquement les points clefs du terrain. Voilà tout l'art de la manœuvre qui allie et enchaîne reconnaissance blindée offensive, hélitransport, poser d'assaut ou aéro largage pour contrôler l'espace dans lequel vivent les populations, en l'espèce tenir la boucle du fleuve Niger. Deuxième remarque, l'engagement de l'armée de Terre a drastiquement inversé le rapport de forces au sol ; aussi compétentes soient-elles, les forces spéciales ne peuvent aligner plus d'hommes qu'elles n'en ont par nature : aux petites équipes se sont substituées des compagnies de combat aux effectifs permettant de « saturer » l'adversaire. En conséquence – troisième remarque, libérées des positions initiales sur lesquelles elles étaient fixées, sinon au risque de laisser la voie libre vers Bamako, ces équipes ont pu être redéployées et utilisées à remplir les missions « spéciales » qui sont, comme leur nom l'indique, leur seule et

unique raison d'être. Enfin, avant toute autre considération, l'opération n'aurait même pas pu être possible sans la réactivité avec laquelle l'armée de Terre s'est engagée: les forces prépositionnées et le dispositif d'alerte Guépard en métropole ont démontré toute leur pertinence. Sans leur existence, la brèche n'aurait sans doute pas pu être comblée : brèche spatiale, au sens propre, sur le terrain pour tenir dans la durée les accès à la capitale malienne ; brèche temporelle, au sens figuré, entre la détérioration brutale de la situation et l'arrivée des premières unités africaines de la MISMA.

L'engagement ne peut-être qu'interarmées : aviateurs, marins (notamment les équipages d'Atlantique 2), soldats du soutien.... tous participent du même combat. L'éclairage médiatique est pourtant parfois sélectif et le champ de la caméra évacue nécessairement une part de réalité en cadrant son sujet : il est juste de rappeler que tous – les forces terrestres en font partie – méritent de goûter au sel de la victoire.

Mali, la France à la croisée des chemins

Le Point.fr - Publié le 09/02/2013 à 10:00 - Modifié le 09/02/2013 à 10:05

Jusqu'ici, tout va bien ! Mais dans le nord du pays, les islamistes préparent une contre-attaque qui pourrait retarder le retrait des troupes françaises.



Les spécialistes du déminage de la Légion étrangère, ici en Afghanistan en janvier 2011. © Joël Saget / AFP

La France a deux principaux écueils à éviter au Mali. Le premier, et cela a été mille fois répété depuis le 11 janvier, est le risque d'enlèvement. Manifestement, François Hollande en a pris la mesure. Le 6 février, Laurent Fabius, dans une interview, annonçait que la France commencerait à rapatrier certains de ses 4 000 hommes, avant le début du mois de mars. Mais il reste le second écueil, et c'est probablement le plus dangereux : ce serait de partir trop tôt. Les trois premières semaines de guerre ont presque ressemblé à une promenade de santé. Les troupes françaises au sol sont entrées dans des villes que les djihadistes avaient fuies.

Ces derniers jours, ils sont de retour. À Gao, ville tenue par le Mujao, les djihadistes, cachés aux alentours, tentent de se lancer dans la guérilla : pose de mines (des soldats maliens et des civils ont été tués), tirs de roquettes et premier attentat-suicide. "Filiale d'Aqmi", le Mujao regroupe des hommes venus de tout le Sahel. Ils ont reçu le renfort de combattants de Boko Haram, le mouvement djihadiste nigérian. Le Mujao est le seul, dans l'immédiat, qui a signé ses actes et sa reconversion dans la guérilla.

L'Algérie a fermé sa frontière avec le Mali

Aqmi et peut-être Ansar Dine, du Touareg islamiste Iyad Ag Ghali, vont probablement suivre. Combien sont-ils ? À peine un millier, semble-t-il, pour les combattants aguerris. Aujourd'hui, ils paraissent en partie dispersés. Si certains ont pu couper leur barbe et abandonner le treillis militaire pour se cacher dans des villages, c'est une solution de très court terme. Ils seront vite dénoncés par la population. D'autres essaient de fuir le Mali. Certains ont été repérés entrant au Soudan, d'autres ont été arrêtés à la frontière mauritanienne et, pour la première fois, deux djihadistes, un Algérien et un Malien, ont été interceptés à Tin Zaouaten, bourgade sur la frontière entre l'Algérie et le Mali.

Le fait est important : c'est dans le Sud algérien que les hommes d'Aqmi se ravitaillaient, très probablement avec des complicités locales. L'Algérie a décidé de jouer le jeu : elle a fermé sa

frontière avec le Mali (autant que faire se peut, sur une longueur de 1 400 kilomètres), a permis le survol de son territoire aux Rafale français, qui apparemment n'en ont pas profité (ils sont passés au-dessus du Maroc), a renforcé ses forces armées à Tamanrasset et au-delà, et maintenant intercepte les djihadistes. Ces dernières années, la présence d'Aqmi (dont les chefs sont algériens) au nord du Mali permettait à Alger de se débarrasser de ses islamistes au détriment de Bamako. Il est évident qu'Alger ne veut pas voir revenir sur son sol les salafistes d'Aqmi, qui viendraient renforcer les groupes armés qui sévissent encore en Kabylie.

Les islamistes se réorganisent

Aqmi et Ansar Dine devraient bientôt être pris en étau. Après Aguelhok, les militaires français et tchadiens sont désormais à Tessalit, une mini-base, très ancienne, au nord-ouest de l'Adrar des Ifoghas. Une piste en dur, longue de six kilomètres, y a été construite il y a plus de cinquante ans. Ces derniers temps, le camp était occupé par Ansar Dine. C'est la seule piste, à l'extrême nord du Mali, où il est possible de poser un gros porteur. En janvier, les Maliens ont proposé aux Français de s'y installer. Dans un passé récent, les États-Unis avaient demandé à y implanter une base pour surveiller le Sahel. Bamako avait refusé. Tessalit est un endroit stratégique pour prendre en tenaille l'Adrar des Ifoghas, où Aqmi s'est réfugiée et cache probablement les otages enlevés à Arlit au Niger et détenus par Abou Zeïd. Le dernier otage est aux mains du Mujao.

Est-ce en prévision d'une telle situation de siège qu'Aqmi a aménagé dans le massif du Tigharghar, au cœur des Ifoghas, des caches pour les armes, le ravitaillement, le carburant ? C'est probablement la raison pour laquelle un groupe armé s'est emparé, il y a quelques mois à Tombouctou, de gros engins de chantier appartenant à deux sociétés. Le matériel a rejoint le Grand Nord. C'est là qu'il faudra aller extraire les djihadistes, "à la fourchette à escargot" selon le mot d'un militaire français au Mali.

Mali : mais où sont donc les missiles sol-air portables ?

Des mois durant, tous les "experts" le claironnaient : au Sahel, les terroristes disposaient désormais de missiles sol-air portables (Manpads, en anglais) récupérés dans les stocks libyens. On allait voir ce qu'on allait voir... Et que voit-on ? Rien. Une nouvelle fois, les fantasmes ont pris le pas sur l'analyse sérieuse. Au terme de quatre semaines de guerre au Mali, qui ont vu l'emploi d'importants moyens aériens contre les djihadistes, l'état-major des armées reconnaît que *"à ce stade, il n'y a pas d'indice qui laisse penser que nos appareils ont été engagés"* par des Manpads... C'est évidemment une bonne nouvelle pour les opérationnels, mais une nettement moins bonne pour les "experts".

Les djihadistes possèdent-ils des systèmes de type Sam-7 ? On l'ignore. Ce que l'on sait en revanche c'est qu'ils n'ont pas tenté de s'en servir alors même qu'ils sont sérieusement frappés depuis les airs...

Ces systèmes Manpads sont - les vrais experts de l'artillerie le savent - très fragiles. D'abord, ils ne peuvent fonctionner qu'avec des batteries qui fournissent l'électricité permettant de refroidir les systèmes de visée pour "accrocher" le guidage infrarouge sur la source de chaleur de l'appareil visé. Ensuite, ils demandent à être soigneusement stockés et entretenus : on ne les brinqueballe pas à l'arrière d'une Toyota comme un vulgaire RPG-7, ou, si on le fait, on risque d'avoir une

mauvaise surprise au moment du tir.

Les aviateurs français prennent néanmoins de vraies précautions, au cas où... Perdre un avion ferait en effet très mauvais effet médiatique. Les appareils volent à distance de sécurité, au dessus de 3000 mètres. Car il faut également éviter les tirs, bien réels ceux là, de la petite artillerie montée sur les 4x4, type mitrailleuse de 14,5 mm. Par ailleurs, les avions sont équipés de leurres thermiques, qui permettent de détourner un missile de sa cible.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Dimanche 10 Février 2013 à 14:03

Sommet de l'organisation de la coopération islamique

L'Expression, Samedi 09 Février 2013

Soutien au dialogue inter-syrien et à l'unité du Mali

Sur le dossier du Mali au menu du sommet, les membres de l'OCI, jusqu'ici divisés sur l'intervention militaire française pour en chasser les islamistes radicaux, ont implicitement soutenu cette opération.

Le sommet des pays islamiques s'est prononcé jeudi, mais avec des réserves de l'Iran, pour un règlement de la crise syrienne par un dialogue entre l'opposition et des représentants du gouvernement, et apporté un soutien implicite à l'intervention militaire de la France au Mali. Dans son communiqué final, le sommet a plaidé pour «un dialogue sérieux entre la Coalition de l'opposition et des représentants du gouvernement qui croient au changement politique et qui n'ont pas été impliqués directement dans la répression». Ce dialogue devrait «ouvrir la voie à une transition qui permettra au peuple syrien de réaliser ses aspirations à un changement démocratique» dans le pays, ajoutent les dirigeants de 56 membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) après deux jours de discussions au Caire. Le sommet, tenu en l'absence de la Syrie suspendue de l'OCI en août, désigne le pouvoir de Damas comme «principal responsable des violences» qui ont fait, selon l'ONU, plus de 60.000 morts depuis mars 2011. L'Iran, dont la délégation était conduite par le président Mahmoud Ahmadinejad, a «émis des réserves sur un passage ou deux» du communiqué sur la Syrie, a indiqué le secrétaire général de l'OCI, Ekmeleddin Ihsanoglu, lors d'une conférence de presse. Pour leur part, l'Irak et le Liban ont émis des réserves sur ce texte, selon des sources proches des délégations. Une offre de dialogue avec des représentants du régime lancée par le chef de l'opposition, Ahmed Moaz al-Khatib, a suscité de violentes critiques dans son propre camp. Le régime n'a pas encore répondu publiquement à cette offre. Très remarqué à ce sommet, M.Ahmadinejad a répété que l'opposition devrait négocier avec Damas pour la tenue «d'élections libres et transparentes», soulignant que «c'est au peuple syrien de déterminer l'avenir de (son) pays». «Les aspirations des peuples au changement, à la liberté et à la justice ne se réalisent pas par la guerre», a-t-il encore ajouté à la télévision d'Etat égyptienne. Des consultations entre les chefs d'Etat d'Egypte, d'Iran et de

Turquie, membres d'un comité sur la Syrie, ont eu lieu mercredi en marge du sommet, mais ne semblent pas avoir infléchi la position de M.Ahmadinejad. Les ministres des Affaires étrangères des trois pays vont «donner corps à ce cadre général par des principes et des mesures, attendus dans les prochains jours», a indiqué M.Morsi, président du sommet. A l'instar des monarchies du Golfe, de l'Occident et de la Turquie, M.Morsi a maintes fois appelé au départ du président Assad, qui s'accroche au pouvoir. Sur le dossier du Mali au menu du sommet, les membres de l'OCI, jusqu'ici divisés sur l'intervention militaire française pour en chasser les islamistes radicaux, ont implicitement soutenu cette opération. Dans leur communiqué, ils affirment leur «soutien immuable aux efforts en cours pour le recouvrement par le Mali de son intégrité territoriale et de son autorité sur l'ensemble du territorial national». Ils ne citent pas explicitement l'intervention militaire de la France, que des pays membres de l'OCI, dont l'Egypte et le Qatar, avaient critiquée au moment de son lancement il y a près d'un mois. Ils demandent un rapide «déploiement de la Mission internationale de soutien au Mali» (Misma), autorisée par une résolution du Conseil de sécurité de l'Onu en décembre, et demandent aux Etats membres d'«apporter un appui logistique et financier à cette Mission».

Mokhtar Belmokhtar, sur la "Kill list" des Américain

Par [Le Matin](#) | 09/02/2013 15:46:00 - **Yacine K./AFP**

De hauts responsables militaires et des services de renseignement américains envisagent d'inscrire sur une liste secrète des personnes à "tuer" le nom Belmokhar.



Mokhtar Belmokhtar est inscrit sur la liste des personnes à éliminer des USA.

La cote de nuisance de Belmokhtar dit le Borgne est montée d'un cran depuis qu'il a revendiqué la prise d'otages de la base d'In Amenas. De hauts responsables militaires et des services de renseignement américains envisagent d'ajouter sur une liste secrète des personnes à "tuer" le nom de celui qu'on surnomme M. Marlboro, a révélé le Wall Street Journal samedi.

Ajouter son nom à cette liste impliquerait une expansion militaire importante des États-Unis dans le nord-ouest de l'Afrique, à travers une extension des frappes de drones et des opérations de contre-terrorisme, a ajouté le quotidien américain. Les Etats-Unis sont déjà en discussions très avancées sur la mise en place d'une base pour drones et unités de forces spéciales au Niger.

Capter ou tuer

Mokhtar Belmokhtar est un ex-chef d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) avec laquelle il est entré en dissidence en octobre dernier en formant sa propre unité combattante, les signataires par le sang. Selon certaines sources, il ne s'entend pas avec Abdelhamid Abou Zeid. Si celui-ci est un djihadiste, le Borgne demeure quoi qu'on dise un bandit de grand chemin. Un trafiquant qui mêle combat idéologique quand cela arrange ses affaires. Jusqu'à ce qu'il soit bousculé par l'arrivée du GSPC au sud, il menait ses différents trafics loin des regards et des services de sécurité dans l'immensité du Sahara, arrosant tout le monde.

Dans une de ses rares apparitions dans une vidéo, il a revendiqué l'attaque contre le site gazier d'In Amenas suivie d'une prise d'otages. Selon Alger, 37 étrangers de 8 nationalités différentes, dont trois Américains, et un Algérien y ont été tués par un commando de 32 hommes, dont 29 ont été tués et trois arrêtés. C'était le premier coup qu'il a monté depuis qu'il s'est affranchi d'Aqmi. Depuis cette brève revendication l'homme a lancé une ultime menace contre la France puis a disparu des radars, comme d'ailleurs tous les chefs du Mujao, d'Ansar Dine et d'Aqmi.

Les drones, la nouvelle arme à tuer

Les frappes contre les chefs d'Al Qaïda à l'aide de drones se sont multipliées depuis l'arrivée de Barak Obama à la Maison Blanche. John Brennan, partisan de l'emploi de drones contre les responsables d'Al-Qaïda, a été entendu par le Sénat en vue de sa possible nomination à la tête de la CIA. C'est l'homme de la "Kill List" des responsables d'Al-Qaïda à éliminer par les États-Unis. C'est dire que la méthode est toujours d'actualité.

En vrai, depuis les attentats du 11 septembre 2001, le gouvernement américain garde secrètes des listes de personnes à "capturer ou tuer", poursuit le Wall Street Journal. Le Pentagone et la CIA possèdent des listes séparées, sur lesquelles figurent les noms de leaders extrémistes tels que le chef d'Al-Qaïda, Ayman Al-Zaouahiri, le chef artificier d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa), le Saoudien Ibrahim Hassan al-Asiri, et, avant sa mort, Oussama Ben Laden.

Certaines des figures de l'internationale terroriste ont été déjà éliminés par ces petits avions. Le chef d'Al-Qaïda au Pakistan, Badar Mansoor, a été tué en février 2012 par un drone américain. Badar Mansoor a péri dans la nuit quand un drone au moins a tiré ses missiles sur son camp d'entraînement à Miranshah, la principale ville du district tribal du Waziristan du Nord, bastion des talibans pakistanais alliés à Al-Qaïda. En juin dernier c'est le numéro deux d'Al-Qaïda, Abou Yahia Al-Libi, qui a été liquidé également par un missile de drone dans le nord du Waziristan, zone tribale frontalière de l'Afghanistan. Al Libi était chargé des opérations d'Al-Qaida au Pakistan et d'entretenir les contacts avec les différentes branches de l'organisation, notamment Al-Qaida dans la péninsule Arabique (AQPA). "Il comptait parmi les chefs d'Al-Qaida les plus expérimentés et les plus doués et il a joué un rôle essentiel dans la préparation des attaques contre l'Occident", a dit

un autre responsable américain. L'inscription de Mokhtar Belmokhtar sur la "Kill list" vaut une mise à prix. Ses jours sont désormais comptés.

MALI. L'acte 2 de la guerre

Le Nouvel Obs, Créé le 11-02-2013 à 14h42 - Mis à jour à 16h22, Par [Jean-Paul Mari](#)

Les djihadistes commencent à utiliser les armes qu'ils connaissent : kamikazes, voitures-piégées ou suicides. Toute la panoplie des groupes islamistes armés.



Un soldat touareg de l'armée malienne à un checkpoint à Gao au Mali, vendredi 8 février 2013 (Jerome Delay/AP/SIPA).

L'affaire n'a pas été ébruitée. Nous sommes le 26 janvier, au cœur de la nuit, il est quatre heures du matin, la ville de Gao vient à peine de tomber. Une colonne d'une centaine de véhicules - 400 militaires [maliens](#), 100 français - progresse, formant un convoi qui s'étire sur dix kilomètres. À un kilomètre avant Gao, le premier véhicule blindé tombe dans un énorme cratère de trois mètres de diamètre et d'un mètre cinquante de profondeur. Sous le choc, le véhicule est disloqué, deux soldats français sont blessés, nez cassé, bras fracturé, trauma crânien.

Explication : la veille, les Forces spéciales se sont retrouvées face à un pick-up bourré d'explosifs conduit par deux kamikazes. Les Français ont ouvert le feu, le véhicule a explosé, les corps des deux islamistes "blastés", - disloqués par le souffle, gisent sur le bas-côté de la route. Il fait très noir, une équipe télé, qui accompagne le convoi, ne peut pas faire d'images. D'autant qu'immédiatement, à la radio, on entend la consigne "attention ! Restriction presse." Pas d'images, donc pas d'histoire. Le convoi reprend son chemin.

Constat. Il est double. Un, les Forces spéciales ont toujours été devant et elles savent tirer. On s'en doutait. Deux, plus important, face aux frappes aériennes qui les laissaient impuissants, puis face aux troupes au sol, plus vulnérables, les djihadistes ont commencé très tôt à utiliser les armes qu'ils connaissent : kamikazes, voitures-piégées ou suicides, mines, accrochages éclairs, bref toute la panoplie des groupes islamistes armés. Depuis, les événements qui se sont déroulés, toujours autour et dans Gao, confirment que "l'autre [guerre](#)", prévue, attendue, redoutée, logique et inévitable, a bel et bien commencé.

Scènes de guérilla urbaine

Le 6 février, une mine saute au passage d'un véhicule, toujours sur cette route entre Douentza et Gao, - apparemment "truffée" de mines selon les témoignages - faisant quatre morts, deux soldats et deux civils. Déjà, le 31 janvier, une mine avait explosé sur la route, au passage d'un véhicule militaire malien, tuant deux soldats. Autour de Gao, les premiers accrochages commencent, avec tirs de kalachnikov et de lance-roquette antichar, le minimum de l'arsenal de tout bon djihadiste dans la région. Le 8 février, un homme à moto habillé en uniforme de la gendarmerie malienne se fait exploser devant un barrage de soldats. Un seul mort, le kamikaze et un soldat blessé. Par chance, l'obus que transportait le djihadiste sur sa moto n'a pas explosé. Et deux jours après, on pouvait toujours voir la tête du kamikaze abandonnée sur le sol, un "homme à la peau claire", arabe ou touareg.

Le 10 février, enfin, la ville de Gao connaît de véritables scènes de guérilla urbaine. Un kamikaze se fait sauter à un poste de contrôle de l'armée malienne à l'entrée de la ville, pour ouvrir la voie à un commando de plusieurs dizaines d'hommes qui s'infiltrèrent, prend le contrôle - symbolique - de l'ancien centre de la police islamique.

Les combats vont durer cinq heures. Et les islamistes sèment la panique dans tout le centre-ville. Des reporters décrivent des hommes en noir, ceinture de grenades autour de la taille, sautant de maison en maison dans les ruelles de la ville. Il faudra l'intervention des hélicoptères de l'armée française pour déloger le commando et rétablir l'ordre dans une ville secouée, privée un temps d'électricité et inquiète de la possibilité de terroristes rescapés, infiltrés dans la cité et bénéficiant de complicités pour attendre l'heure d'un nouveau mauvais coup.

Cette "autre guerre" qui se dessine

Bilan des pertes : combien de morts djihadistes, militaires maliens, civils ? On ne sait pas. Des témoins parlent du corps d'un civil, victime d'une balle perdue. Pour le reste... On a d'ailleurs beaucoup de mal à obtenir des bilans depuis le début de cette guerre. Une "vraie guerre", a dit [Jean-Yves le Drian](#), qui a parlé de "plusieurs centaines de morts" chez les islamistes. Cela reste vague. Les militaires maliens ne donnent pas leurs pertes, voire les nient. Personne ne semble compter les victimes civiles. Et il est impossible de vérifier les pertes chez les djihadistes dont les corps sont invisibles. Un flou qui risque, à la longue, de peser sur la crédibilité des opérations et de semer le doute.

Bilan militaire : il est clair. L'Acte II de la guerre a commencé. Et les islamistes exultent déjà d'avoir pu reprendre l'initiative : "Nous avons réussi à créer une nouvelle zone de conflit, à organiser des attaques de convois et des kamikazes", a déclaré le porte-parole du Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), Abu Walid Sahraoui. "Nous appelons les citoyens à ne pas se déplacer sur les routes nationales parce qu'il y a danger de champs de mines".

C'est bien le profil de cette "autre guerre" qui se dessine. Et c'est elle que les Français, les Maliens et les soldats de la coalition africaine, doivent maintenant affronter. Avec un point d'orgue sur Gao, à 1200 kilomètres de Bamako, autrefois écrasé par le Mujao. Peut-être parce que les djihadistes du Mujao n'ont pas participé en masse aux offensives d'Ansar Dine et d'Aqmi vers le Sud. Ils seraient à la fois moins désorganisés et plus désireux de montrer que leur capacité de nuisance est intacte.

Quel futur ?

Bilan politique : après l'euphorie de la victoire, les habitants des "villes libérées" voient, sidérés, des islamistes les menacer à nouveau, sur les routes, dans les champs, les faubourgs et même au cœur de leur cité. Encore quelques actions de ce type et on imagine la suite. La multiplication des barrages et des fouilles, les points névralgiques qui se couvrent de sacs de sable, la difficulté et le danger à se déplacer, les coupures de courant, l'insécurité, le doute et la peur revenue avec les premières réflexions des habitants : "Notre armée nationale et la puissante armée française sont là... Et cela n'empêche pas les terroristes de frapper. Rien ne change !" Puis après le doute, la peur, la colère et les divisions. C'est exactement ce que veulent les groupes islamistes armés.

Le futur ? On connaît les données de cette bataille. Les islamistes du Mujao et d'Aqmi ont pour eux une solide expérience du combat, un petit arsenal, la volonté des fanatiques de vouloir mourir

en martyr et un désert immense qui entoure les routes qui relient Sévaré à Gao, Tombouctou à Kidal, jusqu'à la frontière algérienne. Ils n'hésiteront pas à frapper les civils des villes "impies" qui ont fêté avec force leur défaite et leur départ, se feront exploser devant un barrage, sur un marché, dans un hôpital s'il le faut.

Les "cœurs et les esprits" sont acquis.

Face à eux, des milliers de soldats conventionnels, l'action des Forces spéciales, le renseignement recueilli du ciel, une force aérienne française et... surtout, l'essentiel, une population en majorité hostile aux djihadistes. Les "cœurs et les esprits" sont acquis. Tant mieux ! Il faut les garder du bon côté. Cela passe par une explication à la population sur la forme du conflit à venir, la mise en place de réseaux d'informations locaux, d'informateurs, de milliers d'oreilles hostiles aux terroristes et prêtes à renseigner sur leurs déplacements, leurs activités, leurs complicités.

Oui, la population est l'enjeu principal de cette nouvelle guerre. Et il faudra y penser en essayant de convaincre les Arabes et les Touaregs, - aujourd'hui montrés du doigt, décriés, accusés, pourchassés - que cette intervention n'est pas un blanc-seing donné à Bamako pour se débarrasser d'eux, mais bien une action militaire destinée à les libérer des fanatiques d'Aqmi ou du Mujao, à ramener le calme et la sécurité dans leur région, et à trouver une solution politique pour soigner les plaies qui n'en finissent plus de faire saigner le Nord-Mali.

La France, le MNLA et le dialogue au Nord-Mali (mise en garde d'un expert français)

Par **Malijet** - Date: il ya 13 heures 1 minute - **Jean-Pierre OLIVIER de SARDAN**

Directeur de recherche émérite au CNRS, directeur d'études à l'EHESS, Chercheur au LASDEL, Niamey, Niger



Malijet vient de recevoir la contribution d'un expert français établi en Afrique et qui met en garde l'Etat français dans ses rapports avec le MNLA. Son message va au contre courant d'autres "spécialistes français" tels que Pierre Boilley qui semble se muer en porte parole du MNLA en France.

La France risque de perdre tous les bénéfices de son intervention au Mali, qui a entraîné pourtant une approbation quasi unanime, au Mali, au Niger et dans toute l'Afrique, si elle

s'engage, comme elle semble parfois le faire, dans un soutien aux indépendantistes touaregs du MNLA (maladresses ? intoxication ? complaisance ?).

Alors que, de façon générale, les sentiments « anti-français » sont assez prompts à s'exprimer dans les pays africains, pour des raisons multiples (les comptes de la colonisation jamais complètement réglés, les nombreux refus injustifiés et méprisants de visas, la Françafrique, l'arrogance de certains experts, la récente guerre en Lybie...), c'est un enthousiasme quasi

unanime qu'ont suscité la rapidité et l'efficacité de la réponse française à la défaite de l'armée malienne à Konna et la décision de libérer le Nord Mali. Quel basculement !

Mais, du jour au lendemain, divers signes malheureux font fortement vaciller ce capital de sympathie.

Alors que les troupes françaises avaient pris jusque-là grand soin, et à juste raison, de se faire toujours accompagner par des troupes maliennes pour libérer les villes, voilà qu'elles sont entrées seules à Kidal. Elles semblaient ainsi cautionner le refus du MNLA de laisser l'armée malienne entrer à Kidal et reconnaissaient en quelque sorte la légitimité de rebelles indépendantistes arrivés la veille dans la ville et qui prétendaient en exclure l'Etat malien !

Qui est le MNLA : un groupe de rebelles indépendantistes touaregs qui a été à l'origine de l'horreur qu'a vécu le Nord- Mali depuis presque un an.

Ils ont tout d'abord profité de la guerre en Lybie, et fait croire aux Français qu'en laissant partir vers le Mali avec leurs armes les éléments touaregs de l'armée de Khaddafi ils feraient d'une pierre deux coups : (a) ils n'auraient plus face à eux en Lybie des guerriers bien formés, et (b) ces mêmes guerriers allaient déloger AQMI des montagnes au Nord de Kidal.

On connaît la suite, hélas : le MNLA a lancé l'insurrection au Nord, en s'alliant au contraire avec les jihadistes. Il a même proclamé une dérisoire République de l'Azawak. Le MNLA a aussi été directement responsable de nombreuses exactions dans la vallée du fleuve Niger. Mais ses alliés ont vite pris le dessus. Le projet jihadiste d'Ansar Eddine, du Mujao et d'AQMI n'avait que faire du projet indépendantiste du MNLA. Le MNLA a vu beaucoup de ses éléments rejoindre Ansar Eddine. Il a été complètement marginalisé militairement et politiquement, chassé de ses bases de Ménaka et de Kidal. Par deux fois il a tenté de se remettre dans le jeu... en négociant avec les jihadistes (et a même accepté en une occasion la charia !), mais en vain.

Et voilà que ce petit groupe, voyant les succès de l'intervention française, se proclame tout à coup résistant de la première heure aux jihadistes (oubliant ses nombreuses compromissions avec eux), et, apprenant que les jihadistes ont quitté Kidal, se précipite pour occuper la ville avant l'arrivée des troupes maliennes et françaises ! Et entend, contre l'Etat malien, y dicter sa loi ! Diverses déclarations venant de France accroissent le malaise. On présente le MNLA comme « représentant du peuple touareg », voire des « populations du Nord ». C'est totalement faux : le MNLA ne représente que lui-même, et la grande majorité des Touaregs ne le suivent pas. Quant aux populations du Nord, elles sont multi-culturelles (il y a aussi les Songoï, les Peuls, les Arabes, les Bozos, et d'autres encore), et les Touaregs sont minoritaires. On présente le MNLA (pourtant mis en déroute par les jihadistes en quelques brèves batailles) comme seul capable de débusquer les jihadistes des montagnes et des grottes, alors que les troupes maliennes comptent de nombreux militaires touaregs en leurs rangs, et que les Tchadiens et les Nigériens connaissent bien ce genre de terrain ! On présente le MNLA comme un rempart contre les règlements de

comptes ou un partenaire privilégié de la réconciliation, alors qu'il est au contraire un facteur profond de déstabilisation et de confusion.

Depuis longtemps la France est accusée, dans les opinions publiques au Sahel, d'une grande complaisance vis-à-vis des groupes indépendantistes touaregs. Certains pensent qu'elle veut toujours ressusciter un vieux projet colonial d'Etat saharien à sa botte, par exemple pour contrôler les ressources du Nord Mali et du Nord Niger. Je ne partage pas ce soupçon, et je crois qu'il s'agit surtout de l'efficacité du lobby pro-indépendantiste en France et d'un manque de connaissances de la classe politique française sur le Sahel. Mais l'attitude actuelle de la France est décryptée en Afrique sur ce fond de méfiance, qu'elle ravive à chaque faux-pas.

On ne peut céder au chantage et au bluff d'un groupe rebelle totalement déconsidéré au Mali ou au Niger.

Certes il faut absolument éviter toute vendetta contre les Touaregs ou les Arabes, tout le monde en est conscient : mais le MNLA n'est pas une solution, c'est une partie du problème, car, par ses rododromades et ses provocations, il ne fait au contraire que renforcer cette assimilation abusive entre « rebelle » (qu'il soit indépendantiste ou jihadiste) et « Touareg », qu'il faut justement briser. Certes il faut absolument engager un dialogue politique sur la reconstruction du Nord, mais ce doit être avec *tous* les représentants du Nord : élus, société civile, chefferies, mouvements divers issus de communautés diverses (et, parmi eux, le MNLA, bien sûr, s'il accepte de déposer les armes et de renoncer à toute revendication d'indépendance).

Enfin, il ne faut pas oublier que, au-delà des jihadistes, c'est le narco-trafic qu'il faut éliminer au Nord-Mali. Or, outre les généraux de l'ancien régime d'ATT, les responsables jihadistes comme les responsables indépendantistes y ont été profondément mêlés.

6 – Opex & Zones de conflits

Afghanistan : La mise en garde du général Allen pour l'après 2014

Zone Militaire, 7 février 2013 – 17:57

Eclaboussé par l'affaire Petraeus en étant mis en cause pour avoir entretenu une volumineuse correspondance "déplacée" avec une femme mariée, le général John Allen a finalement été blanchi par le Pentagone le mois dernier, ce qui lui permettra de remplacer l'amiral James Stavridis en tant que Supreme Allied Commander Europe (SACEUR). Mais avant, l'officier doit quitter son poste de commandant de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), déployées en Afghanistan sous l'autorité de l'Otan. Cela devrait être fait le 10 février prochain.

Lors de son temps de commandement, le général Allen a dû composer avec le retrait d'une partie des troupes de la coalition et gérer plusieurs affaires sensibles ainsi que des relations difficiles entre l'administration Obama et le président Karzaï et tout en assurant la montée en puissance des forces de sécurité afghanes. Au début de cette année, ces dernières comptent 352.000 hommes,

ce qui est conforme aux objectifs affichés jusque-là, malgré les difficultés rencontrées pour le recrutement et les risques d'infiltrations d'insurgés dans leurs rangs.

Seulement, après 2014 et le retrait de l'ISAF, le format des forces afghanes devrait être ramené à 228.500 hommes, conformément aux plans de l'Otan et en fonction de l'aide financière internationale accordée à Kaboul. Ce à quoi le général Allen a opposé une mise en garde dans un entretien accordé au quotidien Le Monde (édition du 6 février).

“Ce qui compte à nos yeux pour la période post-2014, c'est la garantie de stabilité et de sécurité au gouvernement qui sera aux commandes du pays après notre départ. C'est le point essentiel” a-t-il affirmé, avant d'avancer que “cela plaide pour, aujourd'hui, pour le maintien de ces 352.000” hommes “plus longtemps que prévu initialement.

Et de préciser que “cette réflexion vient de se dégager”, le “but étant de permettre au gouvernement de redémarrer le pays.” Est-ce une manière de sous-entendre ainsi que le régime afghan est plus fragile qu'il est officiellement admis? Le général Allen a répondu à cette question par une pirouette. “Je ne sais pas à quoi ressembleront les prochaines années et aucun d'entre nous ne le sait” a-t-il dit. “Mais nous ne devons pas artificiellement contribuer à la déstabilisation du pays”, a-t-il ajouter. Et pour l'officier américain, “une trop brutale réduction des forces afghanes aurait cet effet.”

Seulement, le maintien de ces effectifs pendant encore plusieurs années – il est question de 2017, voire 2018 – a un coût, évalué à un “peu moins de 2 milliards de dollars” par le général Allen, lesquels viendraient s'ajouter aux 4,1 milliards déjà consentis par l'Otan. “Si nous considérons (...) qu'il est du plus haut intérêt de préserver la stabilité et la sécurité de l'Afghanistan, que représente cette somme pour trois années supplémentaires”, a demandé le prochain SACEUR. Ce serait un “message fort adressé au Pakistan et aux taliban : l'Afghanistan sera en mesure de se défendre”, a-t-il encore avancé.

Quant à la question du maintien de forces américaines en Afghanistan après 2014, elle ne pourra être réglée qu'à la condition que si une immunité juridique leur est accordée par Kaboul. Ce qui n'est pas encore le cas actuellement. Mais le général Allen connaît l'histoire, et en particulier celle concernant l'expérience afghane de l'Armée rouge. “Tant que les conseillers soviétiques sont restés aux côtés des autorités afghanes et tant que le soutien financier de Moscou a été maintenu, le régime (ndlr, du président Najibullah) a tenu. Quand les conseillers sont partis et l'aide coupée, tout s'est écroulé” a-t-il rappelé.

Afghanistan : le général américain Dunford a pris la tête de l'ISAF

Le Monde.fr avec AFP | 10.02.2013 à 09h25 • Mis à jour le 10.02.2013 à 15h15



Le général américain [Joseph Dunford](#) a pris ses fonctions, dimanche 10 février, à la tête de la coalition en [Afghanistan](#) (ISAF), succédant au général John Allen, au moment où les forces [armées](#) occidentales préparent leur retrait d'ici à la fin 2014.

Lire notre interview de John Allen dans notre édition abonnés : [L'Afghanistan sera en mesure de se défendre](#)

Joseph Dunford devrait en principe être le dernier commandant des Etats-Unis dans le cadre de ce conflit qui aura duré onze ans. John Allen, nommé au poste de commandant suprême de l'[OTAN](#), a assuré que la coalition était "sur le chemin de la victoire".

"FIGHTING JOE"

Dunford avait gagné le surnom de "Fighting Joe" lors de la guerre en [Irak](#), mais il n'a jusqu'à présent jamais servi en Afghanistan. Né à Boston en 1955, le général a gravi tous les échelons des Marines, cette force d'élite de l'[armée](#) américaine qui a été engagée sur plus de 300 théâtres d'opérations depuis sa création. Après [avoir](#) occupé différents postes opérationnels, il en est devenu le numéro deux en octobre 2010.

Quelque 67 000 Américains sont actuellement déployés en Afghanistan aux côtés de 37 000 militaires de la coalition et 337 000 soldats et policiers afghans.

Le président Obama annonce le retrait d'Afghanistan de 34.000 soldats américains

Zone Militaire, 13 février 2013 – 11:06

Après avoir décidé de faire rentrer aux Etats-Unis, l'an passé, les 33.000 militaires américains envoyés en Afghanistan en 2009 pour appliquer la stratégie de contre-insurrection définie par le général Stanley McChrystal, alors à l'époque chef de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), le président Obama a décidé d'aller encore plus loin.

Lors de son discours annuel sur l'état de l'Union, le chef de la Maison Blanche a en effet annoncé le retrait de 34.000 soldats américains supplémentaires, "au cours de l'année à venir". Et d'ajouter que "le retrait continuera" et qu'à la fin 2014, "notre guerre en Afghanistan sera terminée."

Comme il avait été indiqué le mois dernier, lors de la visite faite à Washington par le président Afghan Hamid Karzaï, la nature de la mission des forces américaines engagées en Afghanistan va changer dans quelques semaines.

"Ce printemps, nos forces passeront à un rôle de soutien, avec les forces afghanes en première ligne", a ainsi rappelé le président Obama, conformément à la stratégie définie par l'Otan, consistant à transférer progressivement la responsabilité de la sécurité aux 350.000 soldats et policiers afghans.

Actuellement, 68.000 militaires américains sont présents en Afganistan. Leur nombre sera donc diminué par deux d'ici février 2014 au plus tard, l'idée étant de maintenir cet effectif le plus longtemps possible, c'est à dire jusqu'à la fin de la traditionnelle offensive de printemps des insurgés afghans.

Cela étant, ce retrait n'ira pas sans virer au casse-tête logistique. Ainsi, le 11 février, un premier convoi de matériels a pris le chemin du retour en passant par le Pakistan, plus précisément via le port de Karachi. "C'était un ballon d'essai. Nous testions l'usage de cette route. Les Etats-Unis et l'ISAF devront transporter d'énormes quantités de matériel hors d'Afghanistan. Nous devons pour cela utiliser tous les chemins possibles", a expliqué un officier américain. Les autres options possibles sont la voie aérienne et la route du Nord, via les pays d'Asie centrale et la Russie.

Enfin, il restera encore à régler les modalités de l'après 2014. L'ancien chef de l'ISAF, le général John Allen, a mis en garde contre une déflation trop rapide des effectifs des forces de sécurité afghanes qui serait due à un manque de moyens financiers. Par ailleurs, la question d'une présence résiduelle de troupes américaines pour assurer des missions de formation et de contre-terrorisme, n'a toujours pas été tranchée, faute d'un accord avec Kaboul sur l'immunité judiciaire susceptible de leur être accordée.

L'homme qui a tué Ben Laden témoigne

Le Point.fr - Publié le 11/02/2013 à 23:16 - Modifié le 12/02/2013 à 12:06

Le soldat qui a tiré sur le chef d'al-Qaida au Pakistan en mai 2011 raconte ses souvenirs dans un magazine.



Un membre de la Navy Seal en entraînement en 2010 © Sipa / sipa

C'est dans un long entretien au magazine Esquire réalisé sous le couvert de l'anonymat pour préserver son devoir de réserve et la sécurité de sa famille que le Navy Seals raconte comment il a vu [Oussama Ben](#)

[Laden](#) rendre son dernier souffle après lui avoir logé trois balles dans la tête. Ce commando d'élite de la désormais fameuse Team 6 des Navy Seals raconte le raid mené en plein coeur du [Pakistan](#), mais aussi sa situation personnelle surprenante.

Pas d'assurance maladie ni de retraite

À 35 ans, après 16 ans dans la marine, qu'il a rejointe à 19 ans après qu'une fille lui avait "fendu le coeur", il se retrouve aujourd'hui sans retraite ni assurance-maladie, parce qu'il n'a pas passé les 20 ans nécessaires sous les drapeaux pour bénéficier d'une protection sociale à vie. Père de famille, il vit toujours avec sa femme, dont il est pourtant séparé.

Ce vétéran aux multiples déploiements, qui a longtemps passé plus de 300 jours par an en mission et tué à lui seul une trentaine d'"ennemis combattants" selon la terminologie officielle, a quitté l'armée à l'été 2012 et est maintenant consultant, payé à la pige.

"C'est lui, boum, c'est fait"

Le moment-clé de la mission d'une vie est décrit avec précision et sobriété. Quand il entre dans la chambre de Ben Laden, tout va très vite : "C'était comme un instantané d'une cible d'entraînement. C'est lui, sans aucun doute. (...) C'est automatique, la mémoire musculaire. C'est lui, boum, c'est fait." Il est le premier à entrer dans la pièce du troisième étage de la résidence. Le chef d'[al-Qaida](#) est dans le noir, ne voit rien, tandis que lui est équipé de lunettes de vision nocturne.

"Il y avait Ben Laden là, debout. Il avait ses mains sur les épaules d'une femme, la poussant devant, pas exactement vers moi, mais dans la direction du vacarme du couloir. C'était sa plus jeune femme, Amal." Il tire deux balles, puis une autre, dans la tête de l'homme le plus recherché au monde. "Il était mort. Il ne bougeait pas. Sa langue pendait. Je l'ai vu prendre ses dernières inspirations, juste une respiration réflexe", détaille l'opérateur, qui se dit "stupéfait" par la grande taille de Ben Laden. Tuer Ben Laden, un ordre "implicite". Il confirme qu'il n'était pas question de

le faire prisonnier, expliquant que "tout le monde le voulait mort mais personne ne voulait dire : Hey, vous allez tuer ce mec. C'était juste implicite."

Objectif : Ben Laden et le Pakistan

Pour lui, la mission a commencé le 1er avril quand avec ses collègues du "Red squadron", il est informé d'une mission à venir. "Lors du briefing le premier jour, ils nous ont en fait menti et ont été très vagues. Ils ont mentionné des câbles sous-marins et le tremblement de terre au Japon ou quelque chose du genre", rapporte-t-il.

Lui penche pour la Libye, où l'Otan est en guerre contre Muammar Kadhafi, et à une mission pour sécuriser des armes de destruction massive. Ce n'est que quelques jours plus tard qu'il apprendra l'objectif. Ce sera Ben Laden et le Pakistan. S'ensuivent de nombreux briefings, notamment par l'agent de la CIA, "Maya", une femme "formidable", campée par Jessica Chastain dans le film Zero Dark Thirty, qu'il a vu et auquel il n'a trouvé que quelques défauts "mineurs".

Ils s'entraînent sur des répliques de la résidence en Caroline du Nord puis au Nevada avant de s'envoler pour Jalalabad, dans l'est de l'Afghanistan.

"Bienvenue en Afghanistan"

Le soir de l'opération, après 90 minutes de vol assis sur des chaises de camping à bord des hélicoptères furtifs, l'opération, "loin d'être la plus dangereuse de sa carrière", se déroule comme des centaines d'autres. Lors du vol retour, il entend dans l'interphone : "Vous n'auriez sans doute jamais pensé qu'on vous dise ça, mais bienvenue en Afghanistan." Au cours de la mission, il n'aura tiré que trois balles. Il donnera son chargeur à Maya.

La France a “traité” les derniers commanditaires de l’embuscade d’Uzbeen

Zone Militaire, 13 février 2013 – 12:21

Les 18 et 19 août 2008, 10 militaires français perdaient la vie lors d'une embuscade tendue par les insurgés afghans dans la vallée d'Uzbeen, située dans le district de Surobi, près de Kaboul.

Cette attaque contre les troupes françaises, alors essentiellement composées par des hommes du 8e Régiment Parachutiste d'Infanterie de Marine (RPIMa), a été revendiquée par plusieurs groupes jihadistes, dont le Hezb-e-Islami de Gulbuddin Hekmatyar. Mais visiblement, ce dernier n'aurait pas été le seul à avoir pris part à cette embuscade.

Cela étant, les commanditaires de cette attaque ont été par la suite traqués. Ainsi, en septembre dernier, l'on apprenait que le mollah Hazrat avait été tué lors d'une frappe de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), déployée en Afghanistan sous l'autorité de l'Otan, dans le district d'Alisheng (province de Laghman). Or, selon la coalition, ce chef insurgé aurait "préparé et dirigé l'attaque du 18 août d'Uzbeen."

Mais [lors d'une audition](#) d'Ange Mancini, le coordonnateur national du renseignement, devant la commission "Défense" de l'Assemblée nationale, l'on en a appris un peu plus grâce à l'intervention du député Philippe Folliot (UDI), par ailleurs membre du conseil municipal de Castres, où est implanté le 8e RPIMa, et secrétaire de la commission d'enquête sur le

fonctionnement des services de renseignement français dans le suivi et la surveillance des mouvements radicaux armés.

Ainsi, d'après le parlementaire, une opération menée avant la fin de la mission de combat des troupes françaises en Afghanistan aurait permis de neutraliser les responsables de l'embuscade d'Uzbeen, dont on ignore s'ils étaient restés sur le territoire afghan ou bien repliés au Pakistan voisin.

“Au mois d'octobre dernier, la France a ‘traité’ les derniers commanditaires de l'embuscade de la vallée d'Uzbeen : nos ennemis doivent savoir que jamais la France ne fera preuve de la moindre faiblesse face à ceux qui attendent à la vie de nos soldats, et de nos ressortissants”, a-t-il déclaré.

Des propos agréés par le coordonnateur national du renseignement. “Vous avez raison, il est bon que ceux qui, partout dans le monde, pourraient être concernés sachent que la France réagira toujours à une agression contre l'État ou ses ressortissants” a en effet répondu Ange Mancini. “Je n'évoque pas ici l'opération récemment menée en Somalie puisque vous allez auditionner le directeur général de la DGSE : je veux juste dire qu'il s'agissait, selon moi, d'une très belle opération”, a-t-il ajouté, sans plus de précisions.

Afghanistan : Les insurgés étendent à nouveau leur emprise dans la province de Kapisa

Zone Militaire, 11 février 2013 – 18:20

Quelques semaines après la fin de mission de combat des forces françaises, la province de Kapisa, où elles étaient déployées, connaît actuellement une recrudescence des actions commises par les insurgés afghans.

A l'annonce du retrait des militaires français, un fonctionnaire provincial avait fait part au quotidien Le Monde de ses craintes. “J'ai bien peur que nos forces afghanes ne soient pas capables de défendre la province après le départ des Français. Nos unités ne sont pas assez nombreuses ni assez formées. Je suis très inquiet de ce qui va se passer maintenant”, avait-il confié, en juin 2012.

Pour continuer d'assurer l'encadrement des forces afghanes affectées en Kapisa, 200 militaires américains avaient pris le relais de leurs homologues français. Et manifestement, cela n'est pas suffisant, d'autant plus que cette province, de par sa proximité avec Kaboul et le Pakistan, est stratégique.

Ainsi, le 25 janvier dernier, un attentat suicide contre un convoi de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) a été commis dans le district de Tagab, faisant 4 tués parmi les civils.

Et selon le gouverneur de la province, Mehrabuddin Safi, interrogé par la chaîne d'informations afghane [TOLOnews](#), la situation tend à se dégrader de plus en plus. “Les insurgés et les terroristes se sont regroupés en particuliers dans les districts de Tagab et d'Alasaï et créent des problèmes pour les habitants”, a-t-il affirmé le 10 février.

Toujours selon lui, il s'agirait de membres du réseau Haqqani, venus du Pakistan, et de militants du Hezb-e-Islami du seigneur de guerre Gulbuddin Hekmatyar, qui, proche d'al-Qaïda, avait revendiqué la meutrière embuscade d'Uzbeen contre les forces françaises (10 tués).

Pour Mehrabuddin Safi, les forces de sécurité afghanes présentes dans la province ne sont pas assez équipées en plus d'être en sous-effectifs. Et de plaider pour qu'elles soient renforcées pour "libérer ces secteurs des terroristes".

A noter : Le général Joseph Dunford, alias "Fighting Joe", a officiellement pris le commandement de l'ISAF le 10 février. Son prédécesseur, le général John Allen, est quant à lui pressenti pour devenir le prochain commandant suprême des forces alliées en Europe (Saceur).

En Afghanistan, le Tigre a beaucoup tiré

En trois ans et demi d'une présence sur le théâtre afghan - présence qui s'est achevée début février - **les hélicoptères de combat Tigre ont effectué 2600 missions pour 4215 heures de vol**. Selon les chiffres de l'état-major des armées, **ils ont tiré pas moins de 19.000 obus de 30 mm et 420 roquettes de 68 mm**.

Au total, la flotte de Tigre de [l'aviation légère de l'armée de terre](#) (39 appareils à ce jour) a réalisé 20.000 heures de vol, dont environ un quart en Opex pour des missions de combat, essentiellement en Afghanistan, mais également en Libye, en Somalie et au Mali.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Dimanche 10 Février 2013 à 19:13

La Syrie inquiète plus les services anti-terroristes que le Mali

Zone Militaire, 9 février 2013 – 11:52

Le 5 février, 4 personnes ont été interpellées dans le cadre d'une enquête concernant une filière jihadites à destination du Sahel et ouverte à la suite de l'arrestation, en août dernier, à Niamey d'un certain Cédric Lobo, un franco-congolais qui comptait rejoindre Tombouctou. Expulsé vers la France, cet homme de 27 ans fait actuellement l'objet d'une mise en examen pour "association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste".

La prise de contrôle du Nord-Mali par des groupes islamistes aurait pu motiver des candidats au jihad, notamment français, à se rendre dans cette partie du monde. Au moins 4 dossiers concernant des filières de recrutement maliennes ont été ouverts par les juges antiterroristes en France.

Et il est estimé qu'environ une dizaine de ressortissants français auraient rejoint le Sahel pour combattre aux côtés des jihadistes. Une quinzaine d'autres ont été arrêtés avant leur départ. Cependant, si ce phénomène est relativement limité, il n'en va pas de même pour une autre zone de conflit où les islamistes jouent un rôle important, c'est à dire en Syrie.

D'après L'Express, qui s'appuie sur des sources appartenant aux services de renseignement, environ 80 militants islamistes auraient quitté la France, depuis mars 2011, pour la Syrie et se battre contre le régime de Bachar el-Assad.

"L'ampleur de ces mouvements comparée à la poignée de candidats au jihad au Mali, la facilité de franchissement des frontières turque et libanaise, la prise en charge des jihadistes étrangers par des réseaux très structurés, ainsi que l'environnement urbain du conflit constituent des signaux inquiétants" pour ces services, écrit l'hebdomadaire.

Par ailleurs, la présence d'éléments jihadistes particulièrement actifs en Syrie a conduit le président américain, Barack Obama, à refuser une recommandation faite par le département d'Etat et la CIA d'armer les rebelles opposés aux forces de Bachar el-Assad.

“A l'évidence, il y avait un certain nombre de facteurs qui ont fini par conduire au final à la décision du président d'un recours à une aide non meurtrière”, a affirmé le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, lequel a appuyé le choix de Barack Obama.

Pour la Maison Blanche, il n'est pas question de laisser les Etats-Unis être entraînés dans le conflit syrien et de voir des armes américaines tomber entre de mauvaises mains.

Mali : combien de morts chez les djihadistes ?

Sans doute pas plus de 200, même si les estimations sont très difficiles.



Jerome Delay/AP/SIPA

L'armée française aurait fait "*plusieurs centaines*" de morts dans les rangs djihadistes, affirmait mardi soir le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian sur BFMTV... avant d'être un peu plus prudent le lendemain matin sur Europe 1 lorsqu'il évoquait des "*pertes significatives*". Car, rien n'est plus difficile que d'estimer les pertes chez son ennemi. C'est une vieille loi de toutes les guerres. Ainsi, les

spécialistes débattent toujours du nombre exact d'avions allemands abattus par les Français en mai-juin 40. Et, aussi incroyable que cela puisse paraître, on ignore combien de militaires américains sont morts sur Omaha Beach le 6 juin 44 (1). Alors, savoir exactement le nombre de djihadistes tués depuis le 11 janvier...

Ce que les militaires français connaissent avec précision, c'est le nombre de tirs et de frappes effectués. Et le nombre de cibles atteintes. Ensuite, c'est plus vague : combien d'hommes sur la Toyota détruite ? Neuf ? Douze ? Combien d'ennemis dans une maison tapée par une bombe guidée ? Cinq ? Dix ? Le nombre de munitions tirées et de cibles ont été touchées, OK, mais le reste relève de la spéculation ou des probabilités. Les gens du métier le savent parfaitement. Alors combien de morts dans le camp d'en face ? Si le ministre parle de "*plusieurs centaines*", c'est qu'il a sans doute de bonnes raisons pour le faire. Reste à savoir où commence et se termine "*plusieurs*" ?

Il semble que les pertes ennemies soient de l'ordre de 200 morts. Un chiffre qu'il faut comparer au nombre de combattants djihadistes engagés dans les opérations, qui est estimé à 2500. Si les pertes avaient été comparables côté français, nous aurons aujourd'hui à déplorer environ 300 morts... Alors que nous n'en avons perdu qu'un seul - le premier jour. Et que les rares blessés se sont, pour l'essentiel, fait mal en arrivant un peu brutalement au sol lors de l'opération aéroportée.

La traque des combattants ennemis se poursuit toujours au nord, dans le secteur de Kidal et de l'Adrar des Ifoghas. Les coups sont essentiellement portés par l'aviation et les hélicoptères de combat. Au sol, plus d'un millier de soldats tchadiens, commandés par le fils du président Déby - qui sont des combattants sérieux. Ils opèrent en lien avec les forces spéciales françaises. Les

touaregs (non islamistes) du MNLA fournissent également un appui. Les djihadistes se sont dispersés dans ce secteur montagneux, mais la pression ne se relâche pas. La zone, immense, est surveillée par divers moyens de renseignements, dont les drones français qui viennent de Niamey.

(1) Les seuls chiffres disponibles portent sur les pertes (morts, blessés, disparus et prisonniers) et s'étendent sur les premiers jours du Débarquement.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mercredi 6 Février 2013 à 16:16

Mali : un chemin de croix pour les français

Direct Matin, Créé le 09 fév 2013 à 11:48 | Dernière mise à jour le 09 fév 2013 à 11:56, Auteur AFP



Un convoi de soldats français en direction de Gao le 7 février 2013

[Pascal Guyot / AFP]

Ils étaient quelque 800 soldats français dans 250 véhicules à parcourir jeudi les 400 kilomètres séparant les villes de Douentza et Gao, dans le nord du Mali. Un chemin de croix : 13 heures de route, de multiples pannes mécaniques et la

crainte des mines, dont l'une sera d'ailleurs trouvée.

Venu de Dakar au Sénégal, à 2.500 km de Bamako, le convoi de chars, de blindés lourds et légers, de 4X4 et de camions de ravitaillement avait quitté la capitale malienne mardi matin.

Après un premier bivouac à Sévaré (630 km au nord-est de Bamako, centre) et un second près de Douentza (800 km au nord-est de Bamako), il était reparti jeudi vers 05H00 du matin pour sa destination finale, Gao, via 400 km d'infâme bitume constellé de nids-de-poule.

C'est notamment dans ces trous que les islamistes liés à Al-Qaïda, incapables de soutenir un combat frontal, pilonnés par l'aviation française depuis le début de l'intervention militaire le 11 janvier pour stopper leur progression vers le sud, cachent la nuit leurs mines, souvent des engins artisanaux, selon des sources militaires.

Les soldats en découvrent quotidiennement depuis une dizaine de jours, un phénomène qui rappelle la stratégie des insurgés afghans et qui a déjà fait plusieurs morts, dont quatre civils mercredi.

Après à peine une heure et demie de route, un premier char est arrêté, le capot moteur démonté. Ses passagers fument une cigarette d'un air morne dans la chaleur accablante, entourés de superbes montagnes verticales rappelant des décors de western.

Un soldat français monte la garde lors du passage de son convoi, près de Gao, le 7 février 2013
[Pascal Guyot / AFP]

Véhicules de 30 ans

"C'est comme faire le Paris-Dakar avec des véhicules blindés qui ont 30 ans", explique un soldat français. A la demande de l'armée, tous



les militaires ayant parlé à l'AFP ont requis l'anonymat.

Dès qu'un véhicule est immobilisé, d'autres se positionnent autour, leurs canons tournés vers la brousse aride de sable et d'arbres rachitiques, et des soldats se déploient pour sécuriser la zone.

"On est face à un ennemi asymétrique", très affaibli, qui a désormais opté pour la guérilla mais possède néanmoins "quelques missiles antichars, voire antiaériens", commente un officier.

Les pannes se multiplient, les conditions (chaleur, sable, chaussée défoncée) n'arrangent rien. Et les grosses machines ne sont pas climatisées: "à l'intérieur, ça monte à 50 à 60 degrés", rigole un sous-officier.

Près de Gossi, après 230 km de route, tout le convoi s'immobilise. Une heure passe.



Un soldat français patrouille près d'un blindé, en direction de Gao le 7 février 2013
[Pascal Guyot / AFP]

"On a trouvé un IED" (Improvised explosive device), indique un soldat utilisant l'acronyme inventé par l'armée américaine pour désigner les mines artisanales en Irak et en Afghanistan.

Impossible de déterminer par la suite le type d'engin découvert : l'information est cloisonnée par mesure de sécurité.

Gossi est une bourgade misérable. La population est massée au bord de la route, acclamant les soldats dans la poussière: "Mali, Mali !", ou encore "Mali, France!".

Une sympathie envers les vainqueurs du jour qui n'est pas unanime : des villages de brousse sont favorables aux combattants islamistes, confient militaires français et maliens.

Les premiers véhicules arriveront vers 18H00 à Gao, la grande ville du nord malien (1.200 km au nord-est de Bamako) reprise le 26 janvier aux groupes islamistes armés, et clé d'accès aux agglomérations du désert, Kidal et Tessalit, loin au nord, vers la frontière algérienne.

Les derniers éléments, certains remorqués car la mécanique n'a pu être réparée, se gareront dans l'aéroport où sont basés les Français à 03H00 vendredi.

Quelques heures plus tard, un jeune Touareg se fait sauter à un poste de contrôle à l'entrée de Gao, blessant légèrement un militaire malien.

Serval : Deux CAESAR sont à Gao



Zone Militaire, 6 février 2013 – 20:35

L'on en sait un peu plus sur le sous-groupement tactique interarmes (S/GTIA) qui était parti il y a quelques jours de Niamey, au Niger, pour arriver à Gao, la ville du Nord-Mali reprise aux djihadistes le 26 janvier dernier.

Ainsi, ce S/GTIA, fort de 200 hommes, a quitté la capitale nigérienne le 31 janvier pour parcourir en 24 heures les 400 km qui le séparaient de Gao. Constitué à partir d'une ossature du 1er Régiment d'Infanterie de Marine (RIMa), doté de chars AMX-10RC, il avait été mis en place dès la zone de regroupement et d'attente (ZRA) de Miramas avant d'embarquer à bord d'avions gros porteurs pour rejoindre le Niger.

Outre les AMX-10RC du 1er RIMa, ce S/GTIA compte également une unité d'infanterie sur Véhicules de l'Avant-Blindé (VAB), un appui génie et surtout un groupe d'artillerie doté deux Camions équipés d'un système d'artillerie (CAESAR). L'éventualité d'un déploiement de ce matériel avait été évoquée mais pas encore officiellement confirmée.

Le CAESAR a déjà été déployé en Afghanistan et au Liban. Conçu par Nexter, il est équipé d'un canon de 155 mm dont la mise en batterie peut se faire en moins d'une minute pour réaliser des tirs d'une portée supérieure à 40 km. Il peut en outre atteindre une vitesse de 90 km/h pour une autonomie de 600 km.

Serval : 4 Maliens tués par l'explosion d'une mine (MàJ)

Zone Militaire, 7 février 2013 – 21:16

Selon un officier de la gendarmerie malienne, dont les propos ont été rapportés par l'AFP et confirmé par une source militaire française, 4 soldats maliens ont été tués, le 6 février, par l'explosion d'une mine alors qu'ils circulaient à bord d'un véhicule sur la toure reliant Douentza à Gao. (MàJ : Il semblerait que ce soit des civils qui en ont été victimes et non des militaires...)

Le 31 janvier dernier, sur cette même route de 400 km, au moins deux soldats maliens avaient perdu la vie dans les mêmes conditions (un autre bilan avait fait état de 4 tués et de 5 blessés). Reste à savoir si ces mines ont été posées lors de la fuite des jihadistes devant l'avancée des forces françaises engagées au Mali dans le cadre de l'opération Serval ou bien si elles l'ont été après.

En tout cas, le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), l'un des trois groupes jihadistes établis au Nord-Mali et qui contrôlait la ville de Gao, reprise le 26 janvier dernier, a affirmé avoir "réussi à créer une nouvelle zone de conflit."

Dans un communiqué envoyé à l'AFP, le porte-parole du Mujao, Abu Walid Sahraoui, a appelé les "les citoyens à ne pas se déplacer sur les routes nationales parce qu'il y a danger de champs de mines" tout en "exhortant au jihad contre les régimes infidèles, pour établir la charia et libérer les musulmans." Le même groupe jihadiste a également revendiqué des tirs dans le secteur de Gao, lesquels avaient été confirmés par Jean-Yves Le Drian, le ministre de la Défense, sur les ondes d'Europe1, le 6 février.

En attendant, toujours dans le secteur de Gao, les sapeurs du 6e Régiment du Génie (RG) d'Angers et leurs homologues nigériens ont détruit, le 5 février, 200 munitions (obus de 85 mm et de 122 mm, roquettes, etc) trouvées dans un dépôt repéré lors d'une patrouille de reconnaissance.

L'avancée des troupes françaises et les frappes réalisées par l'aviation française – au moins 160 pour ce qui concerne les appareils de l'armée de l'Air – ont eu pour conséquence d'éparpiller les jihadistes, ce qui explique leur présence "résiduelle" dans certains secteurs et donc le risque

d'actions hostiles contre les troupes françaises et africaines. En outre, leur mobilité, grâce à leurs pick-up, les rend difficile à repérer, d'autant plus que le territoire à surveiller est immense.

Cela étant, le degré de motivation de ces combattants islamistes est aussi une donnée à prendre en compte. En revanche, il faut s'attendre à des attaques de la part des plus ultras d'entre eux, pour la plupart repliés dans l'Adrar des Ifoghas, vers Kidal, le bastion touareg.

Mali : violents affrontements entre soldats maliens

Le Point.fr - Publié le 08/02/2013 à 11:15 - Modifié le 08/02/2013 à 13:10

Cette attaque, qui illustre les divisions au sein de l'armée, a eu lieu alors qu'un islamiste a commis le premier attentat-suicide de l'histoire du Mali.



Des soldats maliens photographiés le 1er avril, dans le camp militaire de Kati. © Issouf Sanogo / AFP

Des soldats maliens ont attaqué vendredi à Bamako un camp de militaires proches de l'ex-président Amadou Toumani Touré, au moment où un islamiste a commis le premier attentat-suicide de l'histoire du Mali, à Gao, ville du nord récemment reprise aux djihadistes.

Plusieurs personnes ont été blessées dans l'attaque du camp des "Bérets rouges", proches du président renversé l'an dernier, par des soldats des autres corps de l'armée malienne, a appris l'AFP de source militaire et auprès de témoins. Cette attaque, qui illustre les profondes divisions au sein de l'armée malienne, laminée par les groupes islamistes armés et les rebelles touareg en 2012, est apparemment motivée par le refus des "Bérets rouges" de quitter leur camp dans la capitale et d'être réaffectés dans d'autres unités pour aller combattre les islamistes dans le Nord. "Depuis 6 heures (locales, 7 heures à Paris), des militaires lourdement armés, tous corps confondus, ont attaqué le camp. En ce moment même, ils sont en train de tirer sur nos femmes et nos enfants", a déclaré Yaya Bouaré, un "Béret rouge" se trouvant dans le camp attaqué. "Il y a plusieurs blessés dans le camp", a-t-il ajouté. Ses propos ont été confirmés par des habitants près du camp. En début de semaine, le général Tahirou Dembélé, chef d'état-major, avait déclaré à la télévision nationale vouloir envoyer les "Bérets rouges" combattre aux côtés des soldats français les groupes islamistes armés qui avaient occupé le nord du pays en 2012.

Bien que cette unité d'élite n'ait pas été officiellement dissoute, le général Dembélé avait déclaré avoir décidé d'en "réaffecter" ses membres ailleurs au sein de l'armée. Il avait précisé avoir appelé le commandant de la force française au Mali pour "l'informer". "Tous nos partenaires ont trouvé cela très juste, car sans discipline il n'y a pas d'armée. Ils trouvent d'ailleurs qu'on a même mis trop de temps pour gérer cette situation", avait-il assuré. Fin avril 2012, les "Bérets rouges" avaient vainement tenté de reprendre le pouvoir après le coup d'État du 21 mars contre le président Toumani Touré, mené par les hommes du capitaine Amadou Haya Sanogo, membres d'un autre corps d'armée, "les Bérets verts". Les combats entre les deux unités avaient fait une vingtaine de morts.

Attaques de convois et kamikazes

Parallèlement, un homme s'est fait exploser vendredi à Gao, à 1 200 kilomètres au nord-est de Bamako dans un attentat-suicide visant des militaires maliens. Plus grande ville du Nord du Mali,

Gao a été reprise le 26 janvier aux groupes islamistes armés qui l'occupaient depuis des mois et y avaient multiplié les exactions. "Il est arrivé à notre niveau à moto, c'était un Tamachek (Touareg), et le temps de l'approcher, il a fait exploser sa ceinture", a déclaré l'adjudant Mamadou Keita de l'armée malienne, ajoutant : "Il est mort sur le coup et chez nous, il y a un blessé léger."

Cet attentat survient au lendemain d'une déclaration du porte-parole d'un groupe islamiste du nord du Mali, le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), qui a revendiqué la pose de mines, mais aussi des attaques de convois militaires et l'utilisation "de kamikazes" dans cette région. "Le Mujao est derrière l'explosion de deux voitures de l'armée malienne entre Gao et Hombori" (nord), a affirmé ce porte-parole, Abu Walid Sahraoui, affirmant que son groupe avait "réussi à créer une nouvelle zone de conflit, à organiser des attaques de convois et à organiser des kamikazes".

Quatre civils maliens ont été tués mercredi par une mine au passage de leur véhicule entre Douentza et Gao, dans le nord du Mali. Le 31 janvier, deux soldats maliens avaient déjà été tués dans une explosion similaire, sur la même route. De leur côté, les soldats français et tchadiens ont poursuivi leur progression dans l'extrême nord-est du Mali, dernier fief des groupes islamistes armés, prenant jeudi soir le contrôle d'Aguelhok, à 160 kilomètres au nord de Kidal, près de la frontière algérienne.

Les régions d'Aguelhok et de Tessalit, à 200 kilomètres au nord de Kidal, sont la cible depuis plusieurs jours d'intenses frappes aériennes françaises, visant des dépôts logistiques et des centres d'entraînement des islamistes. Elle se situe dans le massif des Ifoghas, vaste zone de montagnes et de grottes où, selon des experts et des sources de sécurité, une bonne partie des chefs et des combattants islamistes se sont réfugiés. C'est aussi dans cette région que les sept otages français au Sahel seraient détenus. Les forces françaises ont repris le week-end dernier le contrôle de l'aéroport de Kidal, à 1 500 kilomètres de Bamako, ancien bastion islamiste, où quelque 1 800 soldats tchadiens sont entrés depuis pour sécuriser la ville.

Les premiers instructeurs de l'EUTM Mali sont arrivés à Bamako

Zone Militaire, 8 février 2013 – 18:43



Les 70 premiers militaires de la mission européenne destinée à former les soldats maliens (EUTM Mali) sont arrivés ce 8 février à Bamako, avec à leur tête le colonel Bruno Heluin, ancien chef de corps du 2e Régiment d'Infanterie de Marine (RIMa) et actuel numéro deux de la 9e Brigade d'Infanterie de Marine (BIMa).

"Nous sommes venus pour permettre à l'armée malienne de tenir l'ensemble du territoire national et pour que le Mali dispose d'une bonne armée, apte à s'engager", a rappelé l'officier.

malienne

Récemment, le supérieur du colonel Heluin, le général François Lecointre, qui commande l'EUTM Mali, a expliqué l'étendue du travail qui attend les instructeurs européens. "Dans les faits, il existe un réel besoin de recréer l'armée malienne, en état de délabrement avancé. Les soldats sont mal formés, mal payés et sous-équipés, manquant notamment d'armements, d'équipements de locomotion et de transmission", a-t-il avancé.

En outre, une des principales difficultés sera de refaire l'unité de l'armée malienne. Comme par hasard, l'arrivée des premiers instructeurs européens a coïncidé avec l'attaque du camp des Bérêts rouges fidèles à l'ancien président Touré par les forces à l'origine du putsch qui avait renversé ce dernier le 22 mars 2012.

Cette mission européenne, qui comptera 500 personnels, devra d'abord commencer par la formation de la chaîne de commandement de l'armée malienne. Puis, l'instruction du premier bataillon malien de 650 hommes pourrait débuter d'ici la fin mars/début avril. L'accent sera en outre mis sur le droit humanitaire international et la protection des population.

La France est le principal pays contributeur de l'EUTM Mali, dont le mandat est de 15 mois éventuellement renouvelables. Au total, 16 pays de l'Union européenne ont annoncé leur participation, de même que la Norvège. Le quartier général de la mission sera à Bamako tandis que le centre de formation sera établi à Koulikoro, à 200 km de la capitale.



EUTM Mali: un premier contingent déployé à Bamako sous les ordres du colonel Heluin

Ligne de Défense, 09.02.2013

Le premier contingent de 70 militaires de la mission EUTM Mali (*European Union Training Mission*, mission de formation de l'Union européenne) est arrivé vendredi à Bamako (photos: Sébastien Rieussec). On notera sur la photo ci-dessus la dominante camouflée française. Ce n'est pas un cocociro, juste le constat que l'on attend toujours que les 27 annoncent officiellement leurs contributions respectives. Certains l'ont fait et ont détaillé leur apport à EUTM Mali: les Roumains (10 soldats), les Tchèques (30+20), la Bulgarie (4)... Pour d'autres, c'est moins clair; et pour quelques-uns, dont les Belges, on attend toujours que l'horizon s'éclaircisse et que le vent de sable malien tombe enfin...



De Tora à Bamako. Le général Lecointre, patron d'EUTM Mali (*European Union Training Mission*), a confié une partie de la mission à l'un de ses camarades, le colonel Bruno Heluin (à gauche sur la photo). L'ancien patron du 2e RIMa et du BG Richelieu d'Afghanistan, désormais numéro deux de la brigade d'infanterie de marine, est arrivé vendredi. "Nous sommes venus pour permettre à l'armée malienne de tenir l'ensemble du territoire national et pour que le Mali dispose d'une bonne armée, apte à

s'engager", a déclaré le colonel français Bruno Heluin. C'est du sobre, du politiquement correct, mais l'oeil pétillant du colonel (ok, je n'étais pas sur place, mais les photos sont parlantes) témoignent qu'il n'est pas dupe. Atterrir à Bamako et apprendre que les troupes maliennes s'étripent allègrement aurait pu en faire verdier quelques-uns, pas lui visiblement. Certes, sa mission (lire ci-dessous) n'est pas de former les survivants des FAM, mais d'organiser l'encadrement supérieur, là où on trouve toujours du monde...

Petit rappel. L'EUTM, dont le quartier général est à Bamako, comprend deux missions distinctes.

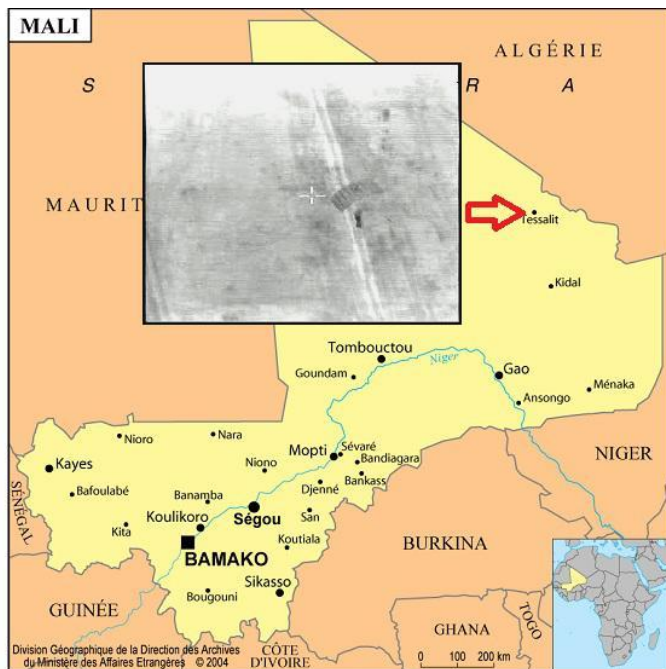
- La mission de conseil et de réorganisation de la chaîne de commandement de l'armée

mobilise une vingtaine d'experts européens basés à Bamako. Elle est aux ordres du colonel Heluin.

- La mission principale, spécialisée dans la formation, est installée sur la base militaire de Koulikoro, à 200 km de la capitale. Elle mobilisera plus de 400 militaires, dont 170 formateurs assistés par une force de protection (en partie française). Les instructeurs formeront quatre bataillons de 650 soldats à tour de rôle. La formation devrait durer deux mois avec une forte dimension opérationnelle et des cours de droit international humanitaire et sur la protection des civils.

Serval : Les forces spéciales françaises ont pris le contrôle de l'aéroport de Tessalit

Zone Militaire, 8 février 2013 – 17:38



Après Gao, Tombouctou et Gao, le mode opératoire est désormais bien rôdé. En effet, des militaires appartenant aux forces spéciales français ont été parachutés, au cours de la nuit du 7 au 8 février, sur l'aéroport de Tessalit, une ville située à l'extrême nord-est du Mali, dans la région de Kidal.

Une fois l'aéroport sécurisé, une cinquantaine de soldats du 1er Régiment de Chasseurs Parachutistes (RCP) y ont été acheminés à bord d'avions de l'escadron 3/61 Poitou, une des unités du Commandement des Opérations Spéciales (COS), afin de renforcer le dispositif français et permettre de lancer les premières patrouilles dans Tessalit.

Dans le même temps, le S/GTIA (sous-groupement tactique interarmes) Blindé du 1er RIMa (Régiment d'Infanterie de Marine), est parti de Gao et a parcouru 500 km pour rejoindre, dans la matinée du 8 février, les éléments parachutés au cours de la nuit. Des soldats tchadiens sont également attendus sur place (s'ils ne sont pas déjà arrivés).

Ce mouvement vers Tessalit a été effectué avec des hélicoptères en appui et le concours des avions de l'armée de l'Air, lesquels ont effectué une trentaine de sorties et réalisé une douzaine de frappes aériennes avant l'arrivée des forces spéciales.

Nord du Mali : les Français chassent AQMI de Tessalit

El Watan, le 09.02.13 | 10h00, par Zine Cherfaoui

Des soldats français et tchadiens sont arrivés jeudi 8 février à Aguelhok, dans l'extrême nord-est du Mali, dans la région de Kidal, qui constitue le dernier fief des groupes islamistes armés.

Objectif n°1 : prendre Tessalit avant de poursuivre la traque des éléments d'Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Désormais, c'est chose faite. Après une opération de ses forces spéciales, l'armée française contrôle en effet, depuis hier, cette localité. Une «opération aéro-terrestre a eu lieu durant la nuit ; des éléments français des forces spéciales ont été parachutés sur l'aéroport de Tessalit», a déclaré à la presse le porte-parole de l'état-major de l'armée française, le colonel Thierry Burkhard avant de confirmer le contrôle de Tessalit.

Les régions d'Aguelhok et de Tessalit, distantes de Kidal d'environ 200 km, sont la cible depuis plusieurs jours d'intenses frappes aériennes françaises, visant des dépôts logistiques et des centres d'entraînement des groupes islamistes. Aguelhok, qui se trouve à moins de 300 km de la frontière algérienne, avait été le théâtre, en janvier 2012, du massacre d'une centaine de soldats et de civils maliens, peu après la prise de la ville par des rebelles touareg et des islamistes armés.

Elle se situe dans le massif des Ifoghas, vaste zone de montagnes et de grottes où, selon des experts et des sources de sécurité, une bonne partie des chefs et des combattants des groupes islamistes se sont réfugiés. Parmi eux se trouveraient Abou Zeïd, un des émirs les plus radicaux d'AQMI, et Iyad Ag Ghaly, chef d'Ançar Eddine, un ex-rebelle touareg malien des années 1990, originaire de Kidal, qui connaît parfaitement la région.

C'est dans cette région difficile d'accès et presque aussi vaste que la Tunisie que les sept otages français au Sahel seraient détenus. Et l'un des prochains objectifs des troupes franco-tchadiennes sera justement de les libérer et de neutraliser leurs ravisseurs. Pour le moment, aucun combat n'a été signalé dans la région. Un porte-parole du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) a toutefois assuré, jeudi, avoir ouvert un nouveau front face aux soldats français, maliens et africains en minant massivement les routes qu'ils doivent emprunter.

«Nous avons réussi à créer une nouvelle zone de conflit, à organiser des attaques de convois et organiser des kamikazes», a déclaré dans un communiqué Abou Walid Sahraoui. «Nous appelons les citoyens à ne pas se déplacer sur les routes nationales parce qu'il y a danger de champs de mines», a-t-il souligné, tout en «exhortant au djihad contre les régimes infidèles pour établir la charia et libérer les musulmans».

Libérer les otages et traquer AQMI

Le Mujao, l'un des groupes islamistes armés qui ont contrôlé le nord du Mali pendant plus de neuf mois, multipliant les exactions, a ainsi revendiqué deux récentes explosions de mines qui ont frappé des véhicules de civils et de soldats maliens. Les militaires français ont fait part, à plusieurs reprises, de leur vigilance à l'égard d'éventuelles mines ou bombes artisanales que les islamistes auraient pu dissimuler avant de prendre la fuite. En particulier, le trajet entre Douentza et Gao (environ 400 km) est dangereux en raison des mines qui y ont été dissimulées. Le 31 janvier, deux soldats maliens avaient déjà été tués dans une explosion, sur la même route.

Connaissant parfaitement le modus operandi d'AQMI, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a lui aussi souligné, jeudi à New York, les risques d'une guérilla au Mali tout en se réjouissant du succès de l'offensive militaire française. «Les opérations militaires ont jusqu'ici été efficaces et réussies», a-t-il estimé devant quelques journalistes, soulignant que «les djihadistes,

les groupes armés et les éléments terroristes ont semble-t-il fui». «Mais notre préoccupation est qu'ils pourraient revenir. Ils ripostent dans certaines zones (...) et cela pourrait affecter les pays de la région», a-t-il ajouté.

En tout cas, le secrétaire général de l'ONU a eu raison d'appeler à la vigilance. La preuve : un kamikaze s'est fait exploser, hier, à Gao, dans le nord-est du Mali. Il est mort sur le coup près de soldats maliens dont l'un a été légèrement blessé. En dehors de cet événement, la situation reste calme et surtout maîtrisée dans la majorité des villes reconquises par les forces franco-maliennes. Seule la capitale, Bamako, a fait hier exception.

Plusieurs personnes ont été blessées dans l'attaque du camp des Bérets rouges, proches d'Amadou Toumani Touré, président renversé l'an dernier par des soldats des autres corps de l'armée malienne. Cette attaque, qui illustre les divisions au sein de l'armée malienne, laminée par les groupes islamistes armés et les rebelles touareg en 2012, semble motivée par le refus des Bérets rouges de quitter leur camp à Bamako et d'être réaffectés dans d'autres unités pour aller combattre les islamistes dans le Nord. Elle s'est produite le jour où étaient attendus dans la capitale les premiers conseillers européens chargés de restructurer l'armée malienne.

La justice malienne lance des mandats d'arrêt contre des chefs de groupes armés

Zone Militaire, 9 février 2013 – 9:39

Cela ne facilitera sans doute pas la tâche des forces françaises dans la région de Kidal, bastion touareg. En effet, la justice malienne a lancé des mandats d'arrêt, le 8 février, contre plusieurs responsables de groupes armés, dont le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA, touareg), à l'origine de l'offensive ayant pour conséquence la prise de contrôle du Nord-Mali par les jihadistes.

“Des poursuites ont été engagées contre plusieurs responsables des mouvements criminels suivants : MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad, rébellion touareg), Ansar Dine (islamiste), Mujao (Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest), des narco-trafiquants, et tous font l'objet de mandats d'arrêt à exécuter tant sur le plan national qu'international”, a précisé Daniel Tessogué, le procureur général près la Cour d'appel de Bamako, dans un communiqué lu à la télévision publique ORTM.

“Les faits qui leur sont reprochés sont, entre autres: terrorisme, sédition, crimes portant atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat, à l'intégrité du territoire national par la guerre, l'emploi illégal de la force armée, la dévastation et le pillage publics, crimes et délits à caractère racial, régionaliste et religieux, trafic international de drogue”, a-t-il précisé.

Au total, 26 personnes sont concernées par ces mandats d'arrêt, dont Bilal Ag Achérif, le secrétaire général du MNLA, Iyad Ag Ghaly, le chef d'Ansar Dine, Oumar Ould Hamaha et Sidi Mohamed Ould Boumama, d'al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) ainsi que Chérif Ould Attaher, membre du Mujao.

Et dans cette liste figure également Alhabasse Ag Intalla, cité comme appartenant à Ansar Dine. Or, ce dernier est devenu, depuis 24 janvier, le chef du Mouvement islamique de l'Azawad (MIA), né d'une scission avec le groupe jihadiste dirigé par Iyad Ag Ghaly.

Aussi bien le MNLA que le MIA ont affirmé vouloir collaborer avec les forces de l'opération Serval à Kidal tout en refusant la présence de soldats maliens dans leur bastion.

Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, avait admis, le 5 février, que les militaires français avaient des "relations fonctionnelles" avec le groupe touareg. Et d'ajouter : "A partir du moment où le MNLA déclarera – il semble qu'il le fasse – qu'il n'est ni terroriste, ni scissionniste, et qu'il veut rentrer dans le dialogue interne au Mali qu'il faut engager, il sera à la table" des discussions.

Le 35e RAP également déployé au Mali

La Dépêche du Midi, PUBLIE LE 09/02/2013 03:48 - MODIFIE LE 09/02/2013 A 07:22



Une partie du détachement du 35e RAP devant l'aéroport de Tombouctou. Pour garantir l'anonymat des soldats, l'armée floute les visages des hommes engagés en théâtre./Photo 35e RAP.

Depuis le 23 janvier dernier, un détachement du 35e régiment d'artillerie parachutiste est projeté au Mali pour renforcer le dispositif des

forces françaises engagées dans l'opération Serval.

Les militaires bigourdans jouent un rôle prépondérant dans l'offensive des forces françaises au nord du Mali. Depuis le début de l'intervention, une centaine d'hommes du 1er RHP qui étaient déployés en Côte d'Ivoire ont traversé la frontière.

Depuis plus de deux semaines, ils ont été rejoints par un détachement de soldats du 35e RAP. Dans un premier temps, après une période de stationnement sur la base de Toulouse, un détachement de liaison, observation, coordination, a été projeté en Côte d'Ivoire. Leur vocation est d'appuyer les troupes amies par des tirs d'artillerie. C'est à partir d'Abidjan que ces équipes du 35e RAP ont été déployées au cours d'opérations aéroportées au Mali.

Du 27 au 29 janvier, les éléments du 35e RAP faisaient partie des unités de la 11e brigade parachutiste mises à terre par parachutage et «poser d'assaut» dans les environs de Gao et Tombouctou (Mali), à l'instar du 2e régiment étranger de parachutistes, du 17e régiment du génie parachutiste et du 1er régiment de chasseurs parachutistes.

Alors que certaines équipes du 35e RAP s'appliquent à renseigner et à appuyer par des moyens d'artillerie terrestres (sol-sol) ou aériens (air-sol) les troupes engagées sur place, d'autres concourent quant à elles à la conception et à la coordination des opérations. Difficile de déterminer précisément le nombre de soldats tarbais du 35e RAP engagés en Afrique de l'Ouest, l'état-major entretenant la plus grande discrétion autour de l'opération Serval. Andy Barréjot

Force opérationnelle aérienne – Mali : déjà 1 million de livres de matériel transporté



Personnel de l'ARC fièrement une bannière annonçant l'avion de transport géant a transporté plus d'un million de livres de l'équipement depuis Air force opérationnelle Mali a commencé à la mi-Janvier (Photo : sergent Matthew McGregor, F.C.)

La force opérationnelle aérienne, envoyée par le Canada pour soutenir l'opération Serval du gouvernement français au Mali, a franchi le cap du million de livres (près de 454 000 kg) de matériel transporté lors du 19e jour des opérations souligne l'Aviation royale

canadienne dans un article paru sur son site.

La Force Mali en est aujourd'hui, vendredi 8 février, à son 23 e jour des opérations.

Le CC-177 Globemaster III canadien, mis à la disposition des autorités françaises, est arrivé à la Base aérienne 125 d'Istres-le-Tubé situé en Provence dans le sud de la France le 16 janvier dernier et a débuté les militaires canadiens débutaient leurs opérations de transport vers l'aéroport de Bamako au Mali le 17 janvier.

Les chargements, nous rappelle l'article de l'ARC, » varient selon les besoins de l'armée française allant du matériel médical aux véhicules blindés en passant par le transport des troupes. »

Environ 40 membres de l'Aviation royale canadienne composent le contingent qui assure le chargement, l'entretien et les vols et, « avec seulement deux équipages et une équipe au sol qui, ensemble, se relaient 24 heures sur 24 afin de maintenir un pont aérien continu, la force opérationnelle a réalisé plus d'une quinzaine aller-retour en sol malien totalisant environ 180 heures de vol et 134 400 km parcourus »

Chaque livraison aérienne nécessite de 16 à 20 heures de travail ce qui inclut le chargement, le parcours de 4 000 km entre la France et le Mali, le déchargement et le vol de retour.

Un contingent de C-177 américain, qui s'est joint à la mission, opère aussi à partir de la même base aérienne que le Canada.

À la suite de l'annonce du prolongement de la mission canadienne les militaires canadiens continueront d'assurer des vols quotidiens en soutien à l'intervention militaire française au Mali jusqu'au 15 février.

Le CC-177 GLOBEMASTER III par CF Combat Camera

La situation dégénère au Mali

L'Expression, Samedi 09 Février 2013

Affrontements entre soldats maliens à Bamako



La situation de plus en plus confuse se complique au Mali où des soldats maliens en sont venus aux mains

Plusieurs personnes ont été blessées dans l'attaque du camp des «Bérets rouges», proches du président renversé, par des soldats des autres corps de l'armée malienne, selon des sources militaires et des témoins

Des soldats maliens ont attaqué hier à Bamako un camp de militaires proches de l'ex-président Amadou Toumani Touré, au moment où un islamiste a commis le premier attentat suicide de l'histoire du Mali, à Gao, ville du nord récemment reprise aux jihadistes. Plusieurs personnes ont été blessées dans l'attaque du camp des «Bérets rouges», proches du président renversé l'an dernier, par des soldats des autres corps de l'armée malienne, selon des sources militaires et des témoins. Cette attaque, qui illustre les profondes divisions au sein de l'armée malienne, laminée par les groupes islamistes armés et les rebelles touareg en 2012, est apparemment motivée par le refus des «Bérets rouges» de quitter leur camp dans la capitale et d'être réaffectés dans d'autres unités pour aller combattre les islamistes dans le Nord. «Depuis 06h00 (locales et GMT), des militaires lourdement armés, tous corps confondus, ont attaqué le camp. En ce moment même, ils sont en train de tirer sur nos femmes et nos enfants» a déclaré Yaya Bouaré, un «Béret rouge» se trouvant dans le camp attaqué. «Il y a plusieurs blessés dans le camp», a-t-il ajouté. Ses propos ont été confirmés par des habitants près du camp. En début de semaine, le général Tahirou Dembélé, chef d'état-major, avait déclaré à la télévision nationale vouloir envoyer les «Bérets rouges» combattre aux côtés des soldats français les groupes islamistes armés qui avaient occupé le nord du pays en 2012. Bien que cette unité d'élite n'ait pas été officiellement dissoute, le général Dembélé avait déclaré avoir décidé d'en «réaffecter» ses membres ailleurs au sein de l'armée. Il avait précisé avoir appelé le commandant de la force française au Mali pour «l'informer». «Tous nos partenaires ont trouvé cela très juste car sans discipline il n'y pas d'armée. Ils trouvent d'ailleurs qu'on a même mis trop de temps pour gérer cette situation», avait-t-il assuré. Fin avril 2012, les «Bérets rouges» avaient vainement tenté de reprendre le pouvoir après le coup d'Etat du 21 mars contre le président Toumani Touré, mené par les hommes du capitaine Amadou Haya Sanogo, membres d'un autre corps d'armée, «les Bérets verts». Les combats entre les deux unités avaient fait une vingtaine de morts. Parallèlement, un homme s'est fait exploser hier à Gao, à 1200 km au nord-est de Bamako dans un attentat suicide visant des militaires maliens. Plus grande ville du Nord du Mali, Gao a été reprise le 26 janvier aux groupes islamistes armés qui l'occupaient depuis des mois et y avaient multiplié les exactions. «Il est arrivé à notre niveau à moto, c'était un Tamashek (Touareg), et le temps de l'approcher, il a fait exploser sa ceinture», a déclaré l'adjudant Mamadou Keita de l'armée malienne, ajoutant: «il est mort sur le coup et chez nous, il y a un blessé léger». Cet attentat survient au lendemain d'une déclaration du porte-parole d'un groupe islamiste du nord du Mali, le Mouvement pour l'unicité et

le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), qui a revendiqué la pose de mines, mais aussi des attaques de convois militaires et l'utilisation «de kamikazes» dans cette région. «Le Mujao est derrière l'explosion de deux voitures de l'armée malienne entre Gao et Hombori» (nord), a affirmé ce porte-parole, Abu Walid Sahraoui, affirmant que son groupe avait «réussi à créer une nouvelle zone de conflit, à organiser des attaques de convois et organiser des kamikazes». De leur côté, des soldats français et tchadiens ont poursuivi leur progression dans l'extrême nord-est du Mali, dernier fief des groupes islamistes armés, prenant jeudi soir le contrôle d'Aguelhok, à 160 km au nord de Kidal, près de la frontière algérienne. Les forces françaises ont repris le week-end dernier le contrôle de l'aéroport de Kidal, à 1500 km de Bamako, ancien bastion islamiste, où quelque 1800 soldats tchadiens sont entrés depuis pour sécuriser la ville.

Mali: l'armée renforce la sécurité à Gao après un premier attentat suicide

Libération, 9 février 2013 à 22:50



Des soldats français sécurisent un hélicoptère à Gao, dans le nord du Mali, le 9 février 2013 (Photo Pascal Guyot. AFP)

Patrouilles doublées, renforcement des contrôles: les soldats maliens ont redoublé de vigilance samedi à Gao, dans le nord du Mali, après l'arrestation de deux jeunes portant des ceintures d'explosifs et au lendemain du premier attentat suicide recensé dans le pays.

Dans la ville emblématique de Tombouctou (Nord), les corps de plusieurs personnes, dont ceux de trois commerçants arabes récemment arrêtés par l'armée malienne, ont été découverts

ensevelis dans le désert, selon l'agence d'informations en ligne mauritanienne ANI.

La découverte macabre a été faite vendredi, à moins de 2 km de l'entrée nord de Tombouctou, à 900 km au nord-est de Bamako, selon ANI, qui cite des témoins oculaires. Il n'était pas possible dans l'immédiat de confirmer cette information sur place, mais des habitants joints par l'AFP ont fait état de rumeurs sur des corps découverts dans le désert.

Tombouctou, ville emblématique du Nord du Mali, a été reprise le 28 janvier, sans combats, par les soldats français et maliens à Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) et Ansar Dine (Défenseurs de l'islam), qui ont occupé Tombouctou pendant des mois, y commettant de nombreuses exactions.

Les groupes islamistes armés, qui ont refusé le choc frontal avec les soldats français et maliens, semblent avoir opté pour un recours aux attentats suicides et à la pose de mines sur les routes.

Deux jeunes portant des ceintures bourrées d'explosifs ont ainsi été arrêtés samedi matin à 20 kilomètres au nord de Gao, au lendemain du premier attentat suicide au Mali, survenu dans cette même ville située à 1.200 km au nord-est de Bamako et récemment reprise aux groupes islamistes armés.

"Nous avons arrêté tôt aujourd'hui deux jeunes, un Arabe et un Touareg. Ils avaient une ceinture d'explosifs et ils étaient sur le dos de deux ânes", a déclaré à l'AFP Oumar Maïga, le fils du chef du village local.

Les deux jeunes ont été arrêtés sur la route menant à Bourem et à Kidal, à 20 km de l'entrée nord de Gao, où un homme s'est fait exploser vendredi dans un attentat suicide visant des militaires maliens, blessant légèrement l'un d'entre eux.

L'attentat a été revendiqué par le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), l'un des groupes armés qui occupait depuis des mois le nord du Mali, y multipliant les exactions.

Jeudi, le Mujao avait dit avoir créé "une nouvelle zone de conflit", promettant d'attaquer des convois, de poser des mines et "d'organiser des kamikazes".

Plus grande ville du nord du Mali, Gao a été reprise le 26 janvier par les soldats français et maliens aux islamistes. Mais depuis vendredi, la ville semble en état de siège: aussitôt après l'attentat suicide, soldats et gendarmes maliens se sont affairés à renforcer les postes aux entrées de la ville, a constaté un journaliste de l'AFP.

Sacs de sable empilés autour des postes de contrôle, arbres rasés pour améliorer la visibilité, mitrailleuses lourdes en batterie, patrouilles continues de soldats nigériens et maliens dans leurs pick-ups camouflés: les mesures traduisent l'inquiétude des militaires, qui prennent très au sérieux les menaces de nouvelles attaques.

"Dialogue et négociation"

"Dès qu'on sort de plus de quelques kilomètres de Gao, c'est dangereux, on peut se faire tirer dessus", a confié à l'AFP un officier malien. Selon des sources militaires, française et maliennes, plusieurs des villages entourant Gao sont acquis à la cause des islamistes.

Des mines ont été découvertes sur les routes alentours: quatre civils maliens ont été tués mercredi par une mine au passage de leur véhicule entre Douentza (centre) et Gao. Le 31 janvier, deux soldats maliens avaient déjà été tués dans une explosion similaire, sur la même route.

Dans la capitale malienne, le calme était revenu samedi après les affrontements survenus la veille dans l'attaque par des militaires du camp d'une ancienne unité d'élite de l'armée malienne, les Bérets rouges, qui ont fait deux morts, des adolescents, et 13 blessés, suscitant la colère du chef d'état malien.

Cette attaque, qui illustre les divisions au sein de l'armée malienne laminée par les groupes islamistes armés et les rebelles touareg en 2012, a été motivée par le refus des Bérets rouges de quitter leur camp à Bamako et d'être réaffectés dans d'autres unités pour aller combattre les islamistes dans le Nord.

Les commandos parachutistes des Bérets rouges étaient un corps d'élite de l'armée malienne jusqu'au coup d'Etat ayant renversé, le 22 mars 2012, le président Amadou Toumani Touré, un ancien de cette unité.

Fin avril 2012, les Bérets rouges avaient vainement tenté de reprendre le pouvoir après le coup d'Etat mené par les hommes du capitaine Amadou Haya Sanogo, membres d'un autre corps d'armée, les Bérets verts.

Les islamistes dissidents du Mouvement Islamique de l'Azawad (MIA) ont "fermement condamné" samedi les mandats d'arrêts rendus publics la veille par le parquet de Bamako, qui visent 26 personnes, dont les principaux responsables des groupes islamistes armés et des rebelles

touareg du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), accusés notamment de "terrorisme" et de "sédition".

"Bien sûr, nous continuons à privilégier le dialogue et la négociation mais encore faut-il avoir quelqu'un avec qui négocier", a souligné le mouvement, qui assure contrôler avec le MNLA la ville de Kidal, à 1.500 km au nord-est de Bamako, où des soldats français et tchadiens sont aussi déployés.

Mali : soldats maliens et islamistes combattent dans les rues de Gao

Le Point.fr - Publié le 10/02/2013 à 15:20 - Modifié le 10/02/2013 à 21:00

Selon un journaliste de l'AFP sur place, des échanges de tirs ont lieu ce dimanche dans les rues de la ville reprise récemment aux islamistes.



Dans les rues de Gao le 8 février. La ville du Nord est le théâtre de combats et d'attentats-suicides. © Pascal Guyot / AFP

Des combats opposant soldats maliens et islamistes ont éclaté dimanche après-midi dans le centre de Gao, la plus grande ville du nord du Mali, récemment reprise par les militaires français et maliens aux groupes islamistes

armés, a constaté un journaliste de l'[AFP](#). Les échanges de tirs entre soldats et islamistes se déroulaient dans le centre de la ville, près du commissariat central. Ces affrontements surviennent [après un attentat-suicide visant dans la nuit de samedi à dimanche un poste de contrôle à l'entrée de Gao, le deuxième en deux jours](#).

"Déloger" le Mujao

La fusillade, nourrie puis intermittente, a vidé les rues de Gao, contraignant les habitants à se terrer dans leurs maisons pour éviter les balles des fusils d'assaut kalachnikov et des mitrailleuses lourdes de calibre 14,5 mm. "Des éléments du Mujao se sont infiltrés en ville et nous sommes en train de les déloger", a déclaré à l'AFP une source malienne de sécurité, en référence au Mouvement pour l'unicité et le jihad en [Afrique](#) de l'Ouest, l'un des groupes armés qui occupaient depuis des mois le nord du Mali, y multipliant les exactions.

L'attentat de vendredi avait été revendiqué par le Mujao, qui avait menacé d'attaquer des convois, de poser des mines et d'utiliser des "kamikazes". "Nous nous engageons à augmenter les attaques contre la [France](#) et ses alliés. Nous demandons à la population de se tenir loin des zones militaires pour éviter les explosions", a mis en garde samedi le porte-parole du Mujao, Abou Walid Sahraoui.

Le Mali jamais frappé auparavant

Gao, la plus grande ville du Nord malien, située à 1 200 kilomètres de Bamako, avait été reprise le 26 janvier par les armées française et malienne aux groupes islamistes armés liés à al-Qaïda, dont le Mujao.

Le Mali n'avait jamais été frappé par des attentats-suicides jusqu'à ces derniers jours. Mais les islamistes, chassés des villes du Nord qu'ils contrôlaient depuis des mois par les frappes

aériennes françaises et la progression terrestre de militaires français et maliens, ont visiblement décidé de recourir à cette tactique, ainsi qu'à la pose de mines sur les routes.

"C'est un kamikaze qui s'est fait exploser", a déclaré dimanche un soldat malien sur les lieux de l'attentat, à proximité d'un poste de contrôle à l'entrée nord de Gao, déjà visé par un attentat-suicide

Mali : Gao sous le feu des combats

Le Point.fr - Publié le 11/02/2013 à 06:48 - Modifié le 11/02/2013 à 07:10

La grande ville du nord du Mali a été la cible d'une explosion lundi matin, alors que les affrontements se poursuivent entre soldats maliens et islamistes.



Des soldats maliens, dimanche, dans la ville de Gao. © Pascal Guyot / AFP

Une explosion a retenti vers 4 heures locales (5 heures à Paris) lundi à Gao, la grande ville du nord du Mali, cible d'attaques répétées des islamistes depuis vendredi, a constaté un journaliste de l'[AFP](#). L'explosion a été confirmée

au reporter par des soldats maliens qui ont estimé qu'elle semblait venir du nord de la ville, "peut-être du check-point sur la route de Bouren" qui avait été attaqué vendredi matin par un kamikaze islamiste, puis de nouveau samedi soir, également par un kamikaze.

Par ailleurs, des combats ayant duré plusieurs heures dimanche se sont interrompus à la tombée de la nuit, les forces françaises et maliennes ayant a priori éliminé le groupe islamiste qui les harcelait dans le centre de Gao. Des sources françaises et maliennes ont toutefois confié leur crainte de la poursuite de la présence de francs-tireurs dans la ville. Les [échanges de tirs entre soldats maliens et islamistes](#) avaient éclaté en début d'après-midi dimanche au coeur de Gao, près du commissariat central, qui était le siège de la police islamique quand les jihadistes occupaient Gao.

"Beaucoup d'islamistes" tués

"Après des échanges de tirs nourris, l'armée française est intervenue", a-t-il ajouté, affirmant avoir vu un cadavre, "probablement un civil tué par une balle perdue". Une source de sécurité a évalué à "plusieurs dizaines" le nombre d'assaillants, et selon un officier de l'armée malienne, "beaucoup d'islamistes" auraient été tués lors de ces combats, mais des journalistes de l'AFP sur place n'étaient pas encore en mesure de vérifier cette information.

L'attaque a été revendiquée par le Mouvement pour l'unicité et le jihad en [Afrique](#) de l'Ouest (Mujao), l'un des groupes armés qui occupaient depuis des mois Gao et le nord du Mali, y multipliant les exactions. Les islamistes armés, pilonnés par des frappes aériennes françaises, chassés presque sans combats des villes du nord du Mali qu'ils occupaient depuis près de dix mois, multiplient depuis plusieurs jours les actions : attentats-suicides, pose de mines le long des routes et désormais opérations armées en pleine ville.

Mali : les Français assurent mener des raids chirurgicaux

Libération, Mis à jour le 10/02/2013 à 19:00 | publié le 10/02/2013 à 17:27 - Par  David Baché



Deux appareils de l'armée de l'air participant au dispositif aérien de la mission «Serval». Crédits photo : Anthony Jeuland/AP

Les pilotes qui participent au dispositif aérien français de la mission «Serval» assurent n'avoir constaté aucun dommage collatéral.

Bamako

«Ce sont des avions qui ont volé hier, aujourd'hui et qui revoleront demain. Ils sont en alerte, prêts à décoller à tout moment.» Le

lieutenant-colonel Stéphane - en mission, les militaires ne donnent pas leur nom - est chef d'escadron. Il commande le détachement Mirage 2000D de Bamako, composé de six Mirage. Deux autres Mirage et six rafales, stationnés à N'Djamena, ainsi que des avions ravitailleurs et de renseignement, forment le dispositif aérien français de la mission «[Serval](#)».

Il a pour mission d'appuyer les soldats déployés au sol ou de frapper les positions ennemies - «c'est ce qu'on appelle de l'interdiction», précise le lieutenant-colonel Stéphane. Et c'est précisément l'objectif des nombreux raids menés depuis plus d'une semaine autour de la ville de Kidal, dans le nord-est du Mali: «On cherche à affaiblir le dispositif ennemi, explique le chef d'escadron, on vise les camps terroristes et leur logistique.»

Le lieutenant-colonel Stéphane est là depuis le début. Il a participé à la toute première opération sur la ville de Konna. «Nous étions quatre Mirage 2000D, raconte-t-il. Nous avons frappé un poste de commandement, des bases logistiques. Il y a aussi eu des frappes sur des colonnes de pick-up en mouvement.» Le commandant Jean-Christophe en était aussi. Pilote de chasse et chef d'escadrille (un escadron est composé de trois escadrilles), il se présente pour rire comme «le Poulidor de l'escadron» parce qu'il était de la première mission, à Konna, mais de la deuxième patrouille. Comme à Benghazi en Libye.

Interrogés sur leur sentiment au moment de participer à la première opération aérienne au Mali, à celle qui marque historiquement l'entrée en guerre de la France, les deux hommes ont la même réponse: [l'opération est légale](#). «Il y a des textes, notamment au niveau de l'ONU, qui nous donnent toute légitimité. C'est le gouvernement malien qui nous a appelés à l'aide.» Une fois le message essentiel délivré, et c'est évidemment le jeu de ces opérations de communication auprès des journalistes, sont également évoqués «la fierté de pouvoir sauver des vies», «l'honneur d'accomplir son travail» ou encore «le stress positif de la pression».

Polémique sur des dommages collatéraux

L'association de défense des droits de l'homme [Amnesty International](#) a mis en cause l'armée française précisément sur son intervention dans la ville de Konna. Elle demande une enquête sur la mort de cinq civils et l'existence de possibles dommages collatéraux. «Lorsqu'on part en mission, on a des systèmes d'enregistrement vidéo, explique le lieutenant-colonel Stéphane. Je

sais très bien que les bombes qui ont été larguées l'ont été exactement sur les objectifs assignés. On a détruit le dépôt de carburant, le dépôt de munitions ou le poste de commandement, mais pas la maison qui était à cinquante mètres.»

Chaque Mirage 2000D est équipé, dans cette configuration, de deux bombes de près de 300 kilos, à faisceau laser de guidage. Des bombes dont le rayon d'action est d'environ 250 mètres, selon le commandant Jean-Christophe, qui précise que l'impact peut varier en fonction d'une multitude de paramètres. Là encore, «c'est une information sensible». «Ce serait une ineptie de dire que le risque zéro n'existe pas, admet-il, mais dans notre esprit il n'y a aucun doute, car les études d'impact sont faites avec cette préoccupation, quelques heures avant les frappes, puis au moment des frappes. Jusqu'à présent, nous n'avons aucun dommage collatéral à constater.»

Lui aussi a participé aux bombardements sur la zone de [Kidal](#), mais il sera impossible d'en savoir davantage, «ni sur les zones survolées ni sur les différentes phases de l'opération.»

Serval : L'armée de l'Air utilise des bombes Mk 82 “Airburst” pour la première fois en opération

Zone Militaire, 10 février 2013 – 13:30



Sur [plusieurs photographies](#) publiées par l'ECPAD au sujet de l'opération Serval, l'on peut remarquer qu'un Mirage F1CR du 2/33 Savoie ayant décollé de N'Djamena emporte des bombes Mark 82 “Airburst” de 250 kg, chacune dotées d'un capteur de proximité (ou proximètre). Les clichés ont été pris le 4 février depuis la loge du “boomer” d'un avion ravitailleur.

Ces munitions sont censées exploser à quelques mètres du sol et non à l'impact, afin de provoquer le plus de dégâts possible. Aussi, il n'est pas question de les utiliser en appui de troupes au sol ou quand il s'agit d'éviter les dommages collatéraux.

Jusqu'à l'intervention militaire au Mali, l'armée de l'Air n'avait jamais utilisé de Mk 82 “Airburst” au cours d'une opération, selon Air&Cosmos. Dans son dernier numéro, l'hebdomadaire spécialisé précise qu'une première mission avec ce type de munition avait dû “être annulée début février”, sans donner plus d'indications.

Serval : plus de 50 aéronefs, un ATO pour tous

Afin de rendre plus lisible la manoeuvre aérienne, l'armée a fait entrer tout le monde, étrangers compris, dans un ATO (air task order, ordre d'opérations aériennes) unique. L'armée de terre française, qui évoluait différemment pendant Harmattan, est elle aussi entrée dans l'ATO produit par l'armée de l'air.

La gestion quotidienne de ces moyens induit également un passage sous TACON du JFACC-AFCO, basé à N'Djamena. Les aéronefs de soutien américains -tankers et C-17- sont donc placés sous le contrôle opérationnel d'un JFACC français, c'est évidemment une grande première, qui traduit le niveau de confiance des forces américaines dans notre force aérienne.

Cette confiance s'est construite au fur et à mesure des engagements, mais aussi par l'effet produit, en 2011, par le comportement des moyens aériens français en Libye, qui semble avoir étonné plus d'un aviateur américain.

Seule exception (somme toute compréhensible) à ce TACON français, les moyens ISR américains restent sous contrôle américain, même si les Français peuvent avoir accès à l'imagerie récoltée (comme les... Américains). Totale, et là aussi c'est une grande première, sous cette forme en tout cas.

Publié par mamouth leader à [2/14/2013 08:10:00 PM](#)

Contre-attaque surprise des djihadistes à Gao



Le Figaro, Mis à jour le 11/02/2013 à 09:59 | publié le 10/02/2013 à 20:02 - Par [Thierry Oberlé](#),

À Gao, dimanche matin, des marsouins de la 1re compagnie du 2e Rima sécurisent la zone où deux attentats suicides ont été perpétrés en moins de 48 heures. Crédits photo : PASCAL GUYOT/AFP

INFOGRAPHIE - Après deux attentats suicides, les islamistes ont lancé dimanche un assaut coordonné sur la ville du Nord.

Le centre de Gao est de nouveau en proie à la guerre. Surgis d'on ne sait où, des combattants

islamistes ont lancé dimanche un assaut coordonné en plusieurs points de cette ville importante du Nord, notamment sur la place centrale et contre un commissariat.

En début d'après-midi, des tireurs en embuscade sur les toits attaquent un hôtel de police. Les balles fusent dans la rue, mais l'armée tient ses positions. La population affolée prend la fuite. Des tirs nourris d'armes automatiques sont échangés pendant plusieurs heures entre les assaillants et l'armée malienne.

Des membres du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) se sont infiltrés en ville pour une attaque coordonnée. Un «taliban» en tenue noire est abattu après une traque. Les combats touchent la place de la Charia, baptisée ainsi par les anciens maîtres de la cité. Ils paraissent plus confus que ceux du quartier du commissariat, mais ils restent intenses.

En fin d'après-midi, l'armée française, qui compte 900 hommes et d'importants moyens aériens sur place, fait intervenir une colonne blindée pour exfiltrer une cinquantaine de journalistes coincés au milieu des combats sur la place de la Charia. La colonne est prise à son tour sous les tirs et bloquée de longues minutes. Pour dégager la voie au cortège dans les rues étroites, les soldats français ouvrent le feu. Il y aurait au moins deux blessés, dans les rangs maliens ou français. Jusqu'à la tombée de la nuit des opérations franco-maliennes se déroulent avant que Gao ne plonge dans le noir.

«Les terroristes ont faim»



Prélude à cette riposte surprise des islamistes, deux attentats suicides ont été perpétrés en moins de 48 heures en périphérie de la ville. Des attaques d'abord perçues comme l'amorce d'une nouvelle stratégie de harcèlement par les djihadistes chassés de Gao le 26 janvier dernier.

Dimanche matin, une colonne de blindés français avait «sécurisé» la zone des attentats. Les marsouins de la 1^{re} compagnie du 2^e RIMa estimaient avoir, en jargon militaire, «dépollué» les lieux. De leur côté, les forces maliennes avaient dressé des barrages dans le centre-ville. «Un terroriste a sauté un muret et s'est précipité vers les soldats en criant "Allaho Akhbar", racontait un officier malien sur place. Ces gens cherchent à s'infiltrer, mais ils n'y parviennent pas.»

À la lumière des événements qui ont suivi, on peut se demander si les anciens «propriétaires» de la ville n'ont pas simplement fait diversion avec ces attentats suicides, pour s'infiltrer dans la ville avant de lancer leur assaut. «Les terroristes tentent d'entrer dans Gao car ils n'ont plus rien à manger quatre semaines après leur départ. Ils ont faim», croyait savoir dimanche un habitant.

Chaque jour et chaque nuit, la ville est survolée par les Mirage 2000. L'aéroport accueille sur son tarmac des hélicoptères de combat - des Puma, des Alouette et des Tigre. Gao est la plaque tournante des frappes françaises dans le Nord, où sont retranchés certains éléments du Mujao, d'Ansar Dine et d'Aqmi. Avant l'attaque, des voyageurs affirmaient avoir croisé des combattants entre Tombouctou et Gao, et jusqu'aux portes de Gao. «Il y a des poches résiduelles, près de Bourem notamment. Notre mission à venir est complexe car il va falloir rayonner autour de nos bases. Cette fois on est entré dans le dur», expliquait dimanche un officier français.

Les membres du Mujao avaient, depuis le début de l'opération «Serval», choisi la stratégie de l'évitement. C'en est fini, à l'évidence. Une nouvelle phase de la guerre pourrait s'amorcer, où les forces franco-maliennes n'auraient plus toujours l'initiative. En témoignent les restes du kamikaze, qui reposent en vrac sur une brouette, devant un petit pont protégé par des grands sacs de sucre et des branchages.

Après Tombouctou, des sapeurs du 17^e RGP ont sauté sur Tessalit

Zone Militaire, 11 février 2013 – 11:00



Près de 10 jours après [avoir été parachutés](#) sur Tombouctou pour remettre en état l'aéroport de cette ville, des sapeurs du [17^e Régiment du Génie Parachutiste](#) (RGP) de Montauban ont remis ça, cette fois à Tessalit, une localité reprise par les forces spéciales françaises au cours de la nuit du 7 au 8 février.

Cette nouvelle opération aéroportée a eu lieu vers 6 heures du matin, le 9 février. Au moins 10 sapeurs avec leurs équipements (tracto-chargeur TC910, groupe électrogène, etc...) ont ainsi été largués au-dessus de l'aéroport de Tessalit afin d'en réhabiliter la piste en y enlevant les buttes de terre qui entravaient cette dernière.

Les hommes du 17e RGP étaient partis quelques heures plus tôt d'Abidjan, où ont été prépositionnées les troupes aéroportées françaises susceptibles d'intervenir au Nord-Mali dans le cadre de l'opération Serval. D'ailleurs, après avoir participé à la prise de Tombouctou il y a deux semaines, les légionnaires du 2e Régiment Etranger Parachutiste se tiennent aussi en alerte dans la capitale ivoirienne.

Outre le parachutage des sapeurs du 17e RGP, cette opération aéroportée a permis également d'envoyer à Tessalit 14 tonnes de matériels et de vivres, acheminés par 2 C-160 Transall et un 1 C-130 Hercules.

Actuellement, Tessalit et ses abords sont sécurisés par des éléments des forces spéciales, 2 sections du 1er Régiment de Chasseurs Parachutistes (RCP) et le S/GTIA (sous groupement tactique interarmes) 31, principalement armé par le 1er RIMa et doté d'AMX-10 RC ainsi que de deux CAESAR (Camion équipé d'un système d'artillerie).

Mali: la ville de Ménaka sous contrôle de l'armée

7 / 7, 12/02/13 - 17h50 Source: belga.be



© reuters.

La ville malienne de Ménaka (Nord), à 80 km de la frontière nigérienne, qui était depuis le 5 février sous le contrôle des rebelles touareg du MNLA, a été reprise par l'armée malienne, sans combats, a-t-on appris mardi de source militaire malienne.

"Nous controlons Ménaka depuis 48 heures.

Actuellement, ce sont l'armée malienne et l'armée française qui sont à Ménaka. Le MNLA n'est plus là", a déclaré le colonel malien Alaji Ag Gamou.

Les rebelles touareg du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA, l'Azawad étant le nom touareg de la région du Nord du Mali) étaient entrés le 5 février à Ménaka, abandonnée par les soldats nigériens qui avaient repris le contrôle de cette ville occupée pendant des mois par des groupes islamistes armés.

"On ne peut pas dire qu'il y a eu vraiment de combat. Le MNLA a compris qu'il fallait partir", a ajouté le colonel Ag Gamou

Alaji Ag Gamou est un colonel de l'armée malienne, d'origine touareg, qui s'était replié avec plusieurs centaines de soldats au Niger, après avoir été défait en mars 2012 par des groupes armés, dont le MNLA et des mouvements islamistes.

Ces groupes islamistes avaient ensuite chassé le MNLA du nord du Mali.

Le MNLA a dénoncé récemment l'arrestation ces derniers jours de quatre de ses membres à Ménaka.

"En conséquence, le MNLA informe que dans les prochains jours il engagera ses troupes dans une lutte sans merci contre l'armée malienne sur l'ensemble du territoire de l'Azawad, sans

exclure les villes déjà occupées tel Gao et Tombouctou, où l'armée malienne continue de perpétuer des crimes contre les populations Azawadiennes au vu et au su de l'armée française", avait dénoncé le MNLA.

Le MNLA, qui revendique le contrôle de Kidal, dans l'extrême nord-est malien, assure travailler en "coordination" avec les soldats français présents dans cette région, dernier fief des groupes islamistes armés.

"Ne pas laisser un seul espace territorial du Mali sous le contrôle des terroristes"

Ligne de Défense, 11.02.2013



"Le devoir de la France est d'aller jusqu'au bout de son opération pour ne pas laisser un seul espace territorial du Mali sous le contrôle des terroristes", a déclaré François Hollande lors d'un point presse à l'issue de sa rencontre avec le président du Nigeria, Jonathan Goodluck.

"Donc nous devons poursuivre non plus la libération d'un territoire mais (sa) sécurisation", a précisé le Président.

Les événements du week-end à Gao (deux kamikazes et un commando d'islamistes dans le centre de Gao) laissent penser que la "sécurisation" risque de prendre du temps.

Les infos qui remontent de Gao, ce lundi, ne vont guère dans le sens d'une pacification totale puisque des rafales et coups de feu sporadiques ont été entendues tout au long de la journée. Sentinelles trop nerveuses, escarmouches avec des islamistes qui n'ont pas encore été neutralisés?

Une détonation, cet après-midi, était l'œuvre d'une équipe EOD (*explosive ordnance disposal*, équipe de neutralisation des explosifs) qui a pétardé des charges qui se trouvaient dans un bâtiment touché par un *Tigre* hier après-midi. Ajoutons l'évacuation du marché central, des ratissages (avec des Maliens un peu sur les dents, photo AFP ci-dessus) qui se poursuivent et on aura une idée de l'ambiance.

«L'Algérie doit mettre en place une nouvelle dynamique de coopération avec le MNLA tout le long des frontières»

Le temps d'Algérie, 11-02-2013 - Entretien réalisé par Mounir Abi

Hama Ag Sid Ahmed, porte-parole du conseil transitoire de l'état de l'azawad, au temps d'Algérie :

Le Temps d'Algérie : Le mouvement national de libération de l' azawad (MNLA) est entré

dans plusieurs villes dont Kidal et Ménaka. Comment avez-vous trouvé les habitants de ces villes du point de vue conditions sociales ?

Hama Ag Sid Ahmed : On a remarqué que les citoyens qui sont restés à Kidal étaient très fatigués et il n'y avait pas réellement d'activités dans cette ville. La vie est presque «morte».

Il n'y avait pas d'alimentation en eau ni en électricité, rien ne fonctionnait dans cette ville. L'entrée du MNLA (mouvement national de libération de l'Azawad) dans la ville de Kidal a été accueillie par une manifestation de joie des femmes et de jeunes. Il y a eu des larmes de joie de certaines femmes touaregs et des tirs en l'air un peu partout dans la ville.

Pour ces derniers, c'est une bouffée d'oxygène. Alors, plusieurs unités du MNLA prennent position et cernent toutes les entrées de la capitale de l'Adrar des Iforas. Elle est sous contrôle effective du MNLA. Quant à la ville de Ménaka, c'est différent. L'unité du MNLA se trouvant dans la zone est restée à 15 km de Ménaka et la ville est occupée par quelques unités d'élite et de militaires français depuis le 9 février. A Ménaka, la population a commencé à quitter la ville de peur des représailles de l'armée malienne.

Des informations font état de l'arrestation par le MNLA d'un «responsable d'Ançar Eddine» et d'un «responsable du Mujao». Confirmez-vous ces informations et dans quelles conditions ces arrestations ont-elles eu lieu ?

Oui, deux cadres de ces groupes ont été arrêtés à Inhalil (près de la frontière algérienne). Celui d'Anser Eddine était une sorte de commissaire de police et l'autre un caissier local du Mujao. Ils possédaient deux voitures tout-terrains mais n'étaient pas équipés. Ils ont été transférés à Kidal et c'est là que se trouve le premier responsable chargé de la sécurité du MNLA. Il s'agit de vérifier correctement leur identité et les faits qui leur sont reprochés.

Des touaregs de l'Azawad disent que Moussa Mohamed, arrêté à Kidal et présenté comme étant un responsable d'Ançar Eddine n'est pas du tout lié aux djihadistes sévissant dans la région. S'agit-il d'une erreur ?

Il s'agit de celui-là même qui s'est fait arrêter à Inhalil.

Le MNLA coopère-t-il actuellement avec les forces françaises au Mali ? Quelle serait cette forme de coopération ?

Il y a coopération entre le MNLA et certaines forces spéciales françaises présentes dans la région dans la lutte contre les groupes terroristes pour éviter des amalgames et que ceux qui ne sont pas terroristes soient pas ciblés comme terroristes. Le MNLA a une mission très délicate sur le terrain.

Le MNLA coopère-t-il également avec l'armée malienne dans cette offensive ?

Il ne peut y avoir ni coopération ni unité mixte entre l'armée malienne et le MNLA, puisqu'aucun accord politique ne lie les touaregs au pouvoir de Bamako. Les cicatrices ne sont pas encore refermées et il ne faut pas oublier que toutes les zones occupées par l'armée malienne à Tombouctou, à Gao, où il y a des populations qui ne sont pas noires sont interpellées, exécutées et souvent ensevelies dans les dunes de sable devant leurs familles sans aucun jugement, aucune vérification des faits qui leur sont reprochés.

De exactions auraient été commises par l'armée malienne contre des civils, selon des ONG internationales. Comment avez-vous reçu les informations de ces actes dénoncés par des

ONG ?

Bien entendu, il y a des exactions et des exécutions sommaires contre une appartenance ethnique par des militaires maliens et par des miliciens formés par ces derniers depuis quelques jours à Tombouctou et dans la ville de Gao. Plusieurs personnes ont été ensevelies dans les dunes. Il y a une vraie chasse à «la peau blanche». Après les représailles des groupes terroristes, viennent celles des militaires maliens et de leurs miliciens. La région sombrera encore longtemps dans le chaos.

Quelle est la position du MNLA vis-à-vis de l'attaque terroriste perpétrée au complexe gazier de Tiguentourine en Algérie?

Le MNLA avait condamné avec la plus grande fermeté l'attaque des groupes terroristes à In Amenas. Le pouvoir politique algérien et l'ANP doivent mettre en place une nouvelle dynamique de coopération avec les unités opérationnelles du MNLA tout le long des frontières Mali-Algérie pour prévenir, surveiller les entrées et sorties des groupes terroristes en territoire algérien. Le MNLA peut jouer un rôle significatif.

Où se trouveraient cachés, selon vous, les chefs terroristes d'Aqmi et du Mujao ?

Certains pensent qu'ils sont entre les frontières Niger-Mali, Algérie-Mali et enfin Mauritanie-Mali. D'autres sont partis vers la Libye. Une bonne partie des groupes est toujours présente à Gao, à Tombouctou et à Tessalit.

Mali : al-Qaida dans la péninsule arabe appelle au djihad

Le Point.fr - Publié le 12/02/2013 à 08:20 - AFP

La branche de l'organisation basée au Yémen estime que l'intervention française est une "déclaration de guerre contre l'islam et les musulmans".

La branche d'[al-Qaida](#) basée au [Yémen](#) appelle au djihad (guerre sainte) contre l'intervention française au Mali, a rapporté mardi le centre américain de surveillance des sites islamistes SITE. "La croisade contre l'islam" menée par la [France](#) au Mali "n'est en aucun cas justifiée" et il s'agit "d'une déclaration de guerre contre l'islam et les musulmans", affirme dans un communiqué al-Qaida dans la Péninsule arabique (Aqpa). Basée au Yémen, l'Aqpa est issue d'une fusion des branches saoudienne et yéménite du réseau. "Soutenir les musulmans au Mali est un devoir pour tout musulman capable de le faire", affirme le communiqué, précisant que les musulmans peuvent "payer de leur vie ou contribuer financièrement" au djihad. Le communiqué, publié par le comité de la Charia (loi islamique) d'Aqpa, estime cependant que "le djihad est plus obligatoire pour les musulmans les plus proches" du théâtre des combats, "pour ceux dont la France a utilisé le territoire pour lancer" son opération, et "pour les musulmans vivant dans les pays qui aident la France dans cette croisade".

Entamée le 11 janvier pour stopper une offensive djihadiste vers le Sud et la capitale malienne, Bamako, l'opération de l'armée française, en appui de l'armée malienne, a permis en deux semaines de reprendre Gao, Tombouctou et Kidal, les grandes villes occupées pendant près de dix mois par les groupes liés à al-Qaida. L'avancée des soldats français et maliens s'est faite sans presque aucune résistance, les djihadistes semblant avoir fui pour se retrancher dans des zones désertiques, notamment dans le massif des Ifoghas, dans la région de Kidal, à 1 500 km au nord-est de Bamako, près de l'Algérie. Mais depuis quelques jours, les islamistes ont montré

qu'ils n'avaient pas tous fui et [ont prouvé leur capacité de résistance à Gao](#), reprise le 26 janvier par les soldats français et maliens, ce qui semble marquer un tournant dans leur stratégie. Quelque 4 000 soldats français et 2 000 tchadiens sont déployés au Mali.

Publié le 12 février 2013 à 14h29 | Mis à jour le 12 février 2013 à 17h30

Envoi de troupes au Mali: le Canada veut éviter « un autre Afghanistan »



(Ottawa) Le Canada ne veut pas s'embarquer « dans un autre Afghanistan » en déployant des troupes au Mali, affirme le ministre des Affaires étrangères John Baird.

La situation est trop fluide pour envisager une telle mission militaire, a ajouté le chef de la diplomatie canadienne alors qu'il témoignait devant le comité des affaires étrangères de la Chambre des communes ce matin.

« Je suis très prudent quant à l'idée d'envoyer des milliers de troupes canadiennes

sur le territoire malien, comme certains le réclament, pour lutter ce qui ressemble à une contre insurrection. Nous n'allons pas au claquement d'un doigt nous embarquer dans un autre Afghanistan », a affirmé le ministre Baird.

« Nous avons une importante responsabilité en tant que pays. Il faut être très impliqué pour aider le pays à retourner à un régime démocratique. Nous avons l'obligation d'appuyer la lutte contre le terrorisme. C'est pourquoi nous appuyons un allié clé, la France, à cette fin. Nous fournissons une aide humanitaire substantielle. Nous sommes prêts à en faire plus étant donné que ce problème ne sera pas réglé dans l'immédiat », a-t-il ajouté.

M. Baird a ainsi rejeté l'idée défendue plus tôt devant ce même comité par l'ancien diplomate canadien Robert Fowler.

Ce dernier, qui a été enlevé par des islamistes radicaux affiliés au réseau d'Al Qaeda en 2008 qui sont également à l'oeuvre au Mali, a soutenu que le Canada doit augmenter considérablement ses efforts au Mali en déployant des avions et des troupes spécialisées dans la traque d'ennemis pour donner un coup de main aux Français.

Il a soutenu que les groupes islamistes radicaux sont déterminés à prendre le contrôle non seulement du Mali, mais aussi de la région du nord de l'Afrique. D'où l'importance de contrer les velléités de ces radicaux le plus rapidement possible.

« Nous pouvons empêcher que le Mali devienne un autre Afghanistan dans la mesure où nous ne faisons pas les mêmes erreurs qu'en Afghanistan », a affirmé M. Fowler.

L'ancien diplomate a aussi déploré le déclin de la présence diplomatique canadienne en Afrique depuis quelques années.

La Belgique s'engage au Mali

L'Union européenne va reprendre son aide au Mali.

L'Union européenne a annoncé mardi la reprise de son aide publique au Mali, gelée après le coup d'Etat, et qui pourrait atteindre 250 millions d'euros. "L'adoption rapide par les autorités maliennes de la feuille de route pour restaurer la démocratie et la stabilité a ouvert la voie à la levée des mesures prises après le coup d'Etat de mars 2012 et à la reprise progressive de l'aide au développement afin de répondre aux besoins urgents du peuple malien", a estimé dans un communiqué le commissaire européen chargé du Développement, Andris Piebalgs.

Les pays européens avaient lié la reprise progressive de leur aide publique au Mali à la concrétisation de la "feuille de route" pour le retour à la stabilité politique récemment adoptée par le Parlement malien. L'UE a rappelé qu'elle envisageait de débloquer jusqu'à 250 millions d'euros.

La décision a été annoncée par M. Piebalgs au cours d'une réunion dite informelle des ministres européens chargés du Développement à Dublin, la capitale de l'Irlande, qui assure la présidence semestrielle de l'UE. Le ministre belge de la Coopération Jean-Pascal Labille a plaidé, durant cette réunion, en faveur de la reprise de la coopération au développement au Mali et ce, "de manière la plus coordonnée possible au niveau européen". Cité dans un communiqué, il a annoncé que "partout où la situation sécuritaire sera favorable, la coopération bilatérale belge sera relancée immédiatement".

Outre l'aide à la restauration de la démocratie et de la paix, l'UE fera porter ses efforts sur la sécurité alimentaire, l'eau et les conditions sanitaires, de même que sur la relance de l'économie. Le président malien par intérim, Dioncounda Traoré, s'est engagé à organiser des élections d'ici au 31 juillet. La France est intervenue militairement au Mali le 11 janvier face à l'avancée vers Bamako des insurgés islamistes qui occupaient le Nord depuis la mi-2012. Depuis quelques jours, les islamistes ont montré qu'ils n'avaient pas tous fui et ont prouvé leur capacité de résistance à Gao.

Nord du Mali : vers un déploiement des Casques bleus

El Watan, le 14.02.13 | 10h00

Le secrétaire général adjoint de l'ONU aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, a indiqué hier que le Conseil de sécurité des Nations unies devrait bientôt parvenir à conclure un accord sur le déploiement de Casques bleus au Mali.

Ce déploiement est toutefois conditionné par le feu vert du gouvernement malien qui, a-t-il dit, «hésite toujours». Outre l'accord des autorités maliennes, l'envoi d'une force de maintien de la paix au Mali nécessite une résolution du Conseil de sécurité. Le nombre de Casques bleus qui seront concernés par cette opération pourrait atteindre environ les 6000. Ce chiffre dépendra toutefois de celui des forces de la Mission internationale de soutien (Misma) censée compter 8000 soldats à terme. Une présence aussi massive de Casques bleus pourrait assurément aider à stabiliser l'Azawad.

En attendant la concrétisation de ce déploiement, les responsables de l'ONU se disent redouter une spirale de «violence catastrophique» au Mali. Gao, la plus grande ville du nord du pays avec Kidal, a déjà été le théâtre ces derniers jours de violences de la part des groupes islamistes armés qui ont réussi à s'y infiltrer. Les djihadistes ont reçu le soutien d'Al Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA), basée au Yémen, qui a qualifié «la croisade contre l'islam» menée par la France de «déclaration de guerre contre l'islam et les musulmans». C'est d'ailleurs dans cette ville, située à 1200 km au nord-est de Bamako, qu'ont eu lieu vendredi et samedi derniers les premiers attentats-suicide de l'histoire du Mali.

Les deux attentats-suicide contre l'armée malienne à un poste de contrôle à l'entrée nord de Gao et les affrontements de dimanche sont dus au Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao). Preuve sans doute que la reprise en main du Nord du Mali ne sera pas une partie de plaisir, l'armée française a, indique-t-on, désamorcé hier matin une bombe artisanale composée de 600 kilos d'explosifs dans le centre de la ville. Pour renforcer les capacités de l'armée malienne et l'aider justement à faire face aux groupes terroristes armés, la Russie compte bientôt envoyer une nouvelle cargaison d'armes à feu à Bamako. La dernière livraison a été effectuée il y a deux semaines.

«Des négociations sur des livraisons supplémentaires en petites quantités sont en cours», a déclaré à ce propos Anatoli Issaïkine, le directeur de l'agence publique russe chargée des exportations d'armes Rosoboronexport. Au plan humanitaire, la situation au Nord du Mali reste des plus inquiétantes. Les civils y sont exposés aux pires dangers. Devant cet état de fait, la Haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Navi Pillay, a lancé mardi un appel solennel à tous les protagonistes du conflit pour qu'ils «empêchent les représailles». Le Conseil de sécurité a, rappelle-t-on, tenu mardi un débat sur la protection des civils dans les zones de conflit armé, relevant que cette obligation n'incombe pas seulement aux parties au conflit, mais à l'ensemble de la communauté internationale, tout en appelant à résoudre la question de la circulation des armes.

Lors de son intervention, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a rappelé que 4 millions de personnes avaient un besoin urgent d'assistance humanitaire, que 2 millions avaient dû fuir leur foyer et que la violence sexuelle représentait une menace constante. Il s'est tout particulièrement inquiété de la gravité de la situation en Syrie, avant de citer une dizaine de pays, dont le Mali, dans lesquels les civils continuent de souffrir parce que les parties concernées ne font pas face à leurs responsabilités et obligations.

Mali: la menace jihadiste demeure à Gao, le putschiste Sanogo réapparaît

Libération, 14 février 2013 à 19:29

La menace jihadiste restait bien présente jeudi dans la région de Gao (nord du Mali) au lendemain de la découverte d'un engin explosif de 600 kilos, alors qu'à Bamako, le capitaine putschiste Amadou Haya Sanogo, discret depuis un mois, revenait sur le devant de la scène.

L'armée française a de son côté affirmé à Paris qu'elle se trouvait "dans une phase de

sécurisation" des zones qu'elle contrôle dans le nord du Mali, en particulier dans l'extrême nord-est, vers Tessalit, près de la frontière algérienne, où elle recueille également des renseignements.

C'est dans cette région du massif des Ifhogas qu'ont trouvé refuge une partie des chefs et combattants jihadistes après avoir fui l'avancée des troupes françaises et maliennes.

Plus au sud, Gao (1.200 km de Bamako), reprise aux islamistes le 26 janvier par les soldats français et maliens, a depuis été le théâtre des premiers attentats-suicides de l'histoire du Mali et de violents combats de rue entre les deux armées et des combattants jihadistes infiltrés dans la ville.

Mercredi, trois jours après les combats de rue en centre-ville, l'armée française a désamorcé un énorme engin artisanal contenant 600 kilos d'explosifs, trouvé dans la cour d'une maison proche d'un hôtel où logeaient des journalistes étrangers.

Pendant l'occupation de la ville en 2012 par le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), un des trois groupes islamistes qui ont mis sous leur coupe tout le nord du Mali pendant plus de neuf mois, cette maison a été habitée plusieurs semaines par "Abdulahakim", chef de la police islamique de Gao qui y a commis de nombreuses exactions au nom de la charia (loi islamique).

Et dans une maison proche, d'autres importantes quantités d'explosifs ont également été trouvées, selon des militaires français.

L'armée malienne semblait se préparer à des opérations autour de Gao, dans des villages dont certains habitants seraient des islamistes ou des sympathisants.

Selon des habitants de Kadji, un village proche de Gao, une île sur le fleuve Niger, habitée par les membres d'une secte musulmane radicale, sert de refuge à des jihadistes du Mujao, d'où ils peuvent mener des actions violentes dans la région.

Alors que la menace demeure dans le nord du Mali, à Bamako, le capitaine Amadou Haya Sanogo, chef des auteurs du putsch du 22 mars 2012 contre le régime d'Amadou Toumani Touré, a refait surface après un mois de silence.

Il a été investi mercredi à la tête d'un comité chargé de la réforme de l'armée malienne, divisée entre ses partisans et ceux du président renversé, en présence du chef de l'Etat par intérim, Dioncounda Traoré, du Premier ministre Diango Cissoko et de hauts responsables militaires.

"Le comité militaire n'a aucune vocation politique et ne saurait se substituer à la chaîne de commandement militaire", a affirmé le capitaine.

Affirmant que le comité de réforme n'était pas "issu du coup d'Etat du 22 mars", ni "un prolongement" de la junte qui avait gardé le pouvoir deux semaines, le président Traoré a estimé que le capitaine Sanogo a été choisi pour "ses qualités personnelles".

Le capitaine Sanogo a accepté de quitter son quartier général de Kati, véritable forteresse pour lui et ses hommes à 15 km de Bamako, pour venir s'installer au siège de l'état-major des armées dans la capitale, où il est plus facilement contrôlable selon des sources diplomatiques et militaires.

Dans le même temps, Romano Prodi, envoyé spécial de l'ONU dans le Sahel, a annoncé à Nouakchott la création d'un centre "destiné à aider" le Sahel. Après Dakar et Nouakchott, M. Prodi devait se rendre d'ici vendredi à Ouagadougou et Niamey.

En visite à Dakar, Irina Bokova, directrice générale de l'Unesco, a pour sa part affirmé que son organisation était "très mobilisée" pour reconstruire les mausolées et sauver les manuscrits de

Tombouctou dont une partie a été détruite par les islamistes.

Une nouvelle guerre froide menace l'Asie

Les Echos, 13/02 | 07:00 | mis à jour à 19:06- Par [Yann Rousseau](#) et [Gabriel Gresillon](#) |

La tension devient de plus en plus palpable en Asie, face aux prétentions territoriales de Pékin. Les Etats-Unis se retrouvent entraînés malgré eux.



Les incidents se multiplient dans les eaux bordant l'archipel des SenkaKu-Diaoyu, comme l'illustre l'arraisonnement de ce bateau de pêche chinois par les gardes-côtes japonais. - Photo Japan Coast Guard/AFP

Vers 10 heures du matin, le 30 janvier dernier, une frégate chinoise, patrouillant en mer de Chine orientale, dans une zone contestée, a « éclairé » le destroyer japonais Yuudachi avec son radar de conduite de tir. Le

positionnement, la direction et la vitesse du navire ciblé, alors situé à moins de trois kilomètres, ont été instantanément communiqués aux missiles du navire chinois. Mais après de longues minutes, les militaires chinois ont finalement désactivé leur ciblage et renoncé à un tir qui aurait pu propulser la planète dans un nouveau conflit mondial. Le gouvernement nippon a dénoncé une « provocation » aux « conséquences imprévisibles ». Le pouvoir communiste a effrontément tout démenti avant d'accuser Tokyo de vouloir souiller l'image de la Chine. Et Washington, qui a depuis confirmé la réalité de l'accrochage, a appelé les deux pays à la retenue. Mais alors que les relations entre Pékin et Tokyo semblaient s'être légèrement apaisées en janvier avec la mise en place dans les deux pays de nouvelles équipes dirigeantes, ce grave incident vient crûment illustrer l'inexorable montée des tensions en Asie, où les trois plus grandes puissances économiques de la planète peuvent désormais redouter l'enclenchement d'une nouvelle guerre froide.

Longtemps endormi, le volcan des litiges territoriaux s'est réveillé ces derniers mois, au fil, essentiellement, des bravades de Pékin qui semble désormais se sentir assez fort, économiquement et militairement, pour imposer son influence sur l'ensemble d'une région dominée depuis la fin de la Seconde guerre mondiale par les Etats-Unis. Le pouvoir américain, qui est toujours lié par des traités militaires avec le Japon et les Philippines et présente désormais le Vietnam comme l'un de ses partenaires stratégiques, est très embarrassé par la dégradation de la situation dans la région. Tout en excluant officiellement toute stratégie « d'endiguement » de la Chine, comparable à celle mise en place après la seconde guerre mondiale contre l'URSS, la première puissance de la planète a révélé qu'elle allait redéployer l'essentiel de sa flotte militaire dans la région. Elle multiplie également les partenariats avec tous les pays se sentant menacés par les ambitions chinoises.

Les territoires de la discorde

Washington renégocie ainsi actuellement ses accords de défense avec Tokyo, qui se trouve au coeur de l'un des différends les plus brûlants de la région. En pleine Mer de Chine orientale, la Chine et le Japon se disputent des îles baptisées Diaoyu chez l'une et Senkaku chez l'autre. En août dernier, Tokyo, qui administrait de facto depuis des décennies cet ancien territoire privé a nationalisé les îlots pour prévenir un coup d'éclat du gouverneur de Tokyo. Pékin n'a pas supporté ce qu'il percevait comme une provocation. Manifestations antijaponaises dans tout le

pays, boycott des produits nippons, affichage de banderoles sur les axes routiers : le déferlement nationaliste a été d'une rare violence. En Chine, le sujet est particulièrement consensuel. Même les Chinois les plus éduqués revendiquent le plus souvent avec virulence les « Diaoyu ». Et cette émotion est entretenue par Pékin qui y voit une occasion de resserrer les rangs dans une période où les revendications sociales se font de plus en plus pressantes.

Solidarité antichinoise

Visiblement choqué par les images de saccages, le gouvernement japonais emmené depuis décembre dernier par Shinzo Abe, un représentant de la droite dure, est déterminé à tenir tête à la Chine. S'il milite pour l'apaisement dans un autre différend territorial l'opposant à la Corée du Sud, il a annoncé un renforcement des capacités de défense de l'archipel et tente de tresser en Asie du Sud-Est un réseau de solidarité antichinoise.

Car l'angoisse dépasse largement l'Asie du Nord-Est. D'autres pays de la région se sentent malmenés par la principale puissance économique d'Asie qui multiplie les provocations et pratique la stratégie du fait accompli en Mer de Chine méridionale. Les Philippines en savent quelque chose. En 2012, elles ont dû affronter les foudres de Pékin au sujet des hauts fonds de Scarborough, une zone pourtant proche de leurs côtes dont la Chine revendique bruyamment la souveraineté. Prenant soudain conscience du dénuement de son armée, Manille va commander, pour 443 millions de dollars, 12 avions de chasse sud-coréens. Le pays finalise aussi l'achat de 10 frégates japonaises.

Le Vietnam se réarme lui aussi dans la précipitation pour faire face à l'extrême fermeté de son grand voisin, qui intimide encore la Malaisie et le Brunei. En Asie du sud-est, la tentation est de plus en plus grande de faire front commun pour tenir tête à un pays qui martèle sa doctrine de « l'émergence pacifique » mais témoigne en réalité d'une intransigeance de plus en plus inquiétante.

Dès lors, où s'arrêtera l'escalade ? Si la majorité des analystes estiment qu'aucun des grands acteurs de la zone n'a intérêt à un conflit armé ouvert dans une zone où transite la moitié du commerce mondial, les experts estiment que les tensions ne peuvent que s'aviver. Certes, du renforcement graduel de sa puissance, la Chine parie sur l'érosion inéluctable de la puissance des Etats-Unis et va donc poursuivre son dessein hégémonique régional. Elle risque dès lors de susciter, malgré elle, des initiatives périlleuses de ses militaires les plus remontés et un tir malencontreux de missile contre un bâtiment japonais, vietnamien ou philippin n'est dès lors plus inenvisageable.

7 – Défense de par le Monde

États-Unis : Obama veut réduire l'arsenal nucléaire

Le Point.fr - Publié le 11/02/2013 à 08:14

Le président des États-Unis se serait accordé ces derniers mois avec la hiérarchie militaire sur la possibilité de réduire d'un tiers l'arsenal américain.



Barack Obama devrait annoncer la diminution de l'arsenal nucléaire américain au cours du discours sur l'état de l'Union qu'il prononcera mardi devant le Congrès. © Luke Sharrett / Sipa

Le président des [États-Unis Barack Obama](#) va plaider pour une importante réduction de l'arsenal nucléaire américain à travers le monde,

au cours du discours sur l'état de l'Union qu'il prononcera mardi devant le Congrès, rapporte dimanche soir le New York Times. Citant des responsables de l'administration ayant requis l'anonymat, le quotidien indique que le président Obama s'est accordé ces derniers mois avec la hiérarchie militaire sur la possibilité de réduire d'un tiers l'arsenal américain.

Dans son discours, Barack Obama ne donnera probablement pas de chiffres, mais des responsables de la Maison-Blanche examinent la possibilité de réduire à environ 1 000 le nombre d'armes nucléaires déployées, ajoute le NYT. Les États-Unis possèdent actuellement quelque 1 700 armes nucléaires. Selon le traité signé avec la [Russie](#) en 2010 visant à réduire l'armement nucléaire des deux pays, ils se sont engagés à ramener leur stock à 1 550 avant 2018.

Mais Barack Obama "croit que nous pouvons faire des coupes plus radicales - et épargner beaucoup d'argent - sans compromettre la sécurité de l'Amérique au cours de son second mandat. Et les chefs militaires ont approuvé cette idée", écrit le New York Times.

Le président Obama devrait annoncer une forte réduction de l'arsenal nucléaire américain

Zone Militaire, 11 février 2013 – 17:11



L'an passé, à la même époque, l'on apprenait que Washington était en train de mener une étude pour réduire drastiquement le nombre d'armes nucléaires déployées, lequel est d'environ 1.700.

Selon ce qui avait été annoncé, le premier scénario parlait de garder seulement 300 ogives, soit l'équivalent, grosso modo, du format de la force de frappe française. Une seconde option prévoyait d'en garder au moins 700. Enfin, la troisième hypothèse consistant à en conserver entre 1.000 et 1.100.

Ayant fait part de son souhait de voir le monde débarrassé des armes nucléaires lors d'un discours prononcé en avril 2009 à Prague, le président Obama aurait retenu la dernière option, si l'on en croit [les informations du New York Times](#), lequel cite des responsables de l'administration américaine ayant souhaité garder l'anonymat. Une annonce allant dans ce sens – mais non chiffrée – devrait être faite à l'occasion du discours sur l'Union que le chef de la Maison Blanche prononcera devant le Congrès le 12 février.

Quoi qu'il en soit, cette baisse de près d'un tiers de l'arsenal américain irait au-delà des obligations faites par le traité New Start, qui, conclu avec la Russie, est entré en vigueur en février 2011. Ce texte prévoit en effet de fixer à 1.550 le nombre d'armes nucléaires déployées d'ici 2018. Il restera à voir la réaction de Moscou à l'annonce de cette réduction.

Le président Obama "croit que nous pouvons faire des coupes plus radicales – et épargner beaucoup d'argent – sans compromettre la sécurité de l'Amérique au cours de son second mandat. Et les chefs militaires ont approuvé cette idée", peut-on lire dans l'article du New York Times.

La dissuasion américaine est mise en oeuvre par des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE), dont le programme de renouvellement a été lancé, des bombardiers stratégiques (comme le B2) et des missiles balistiques. L'une de ces composantes pourraient donc être supprimées ou toutes seraient susceptibles d'être réduites.

En ces temps de difficultés budgétaires, la force de frappe américaine, qui [doit encore être modernisée](#), était dans le collimateur d'élus démocrates. "Le mur de Berlin est tombé. L'Union soviétique s'est effondrée. La Guerre froide a pris fin. Pourtant, 20 ans plus tard, nous continuons à dépenser 50 milliards de dollars par an pour l'arsenal nucléaire américain. Cela n'a aucun sens. Ces fonds sont une ponction sur notre budget et un mauvais service à la prochaine génération d'Américains. Nous volons l'avenir pour payer des armes inutiles et du passé", avaient fait valoir un groupe de parlementaires emmenés par le sénateur Ed Markey, en octobre 2011.

Ce constat est à peu près le même que celui établi par le général James Cartwright, ancien vice-président du Comité d'état-major des forces armées américaines (Vice Chairman of the Joint Chiefs of Staff) et ex-commandant de l'U.S. Strategic Command. Pour l'officier, l'arsenal américain ne répond plus aux menaces du XXI^e siècle dans la mesure où il ne s'agit plus de disposer d'une capacité de frappe énorme pour contrer l'Union soviétique. Selon lui, 900 ogives nucléaires seraient même suffisantes pour garantir la sécurité des Etats-Unis, même en déployant que la moitié.

Mais il n'est pas certain que cette idée de réduction drastique de l'arsenal nucléaire américain soit du goût de tout le monde, à commencer par les élus républicains. D'ailleurs, lors de la course à la Maison Blanche, l'an passé, le candidat du Grand Old Party, Mitt Romney, avait déclaré que "sur l'arène internationale, la Russie n'est pas un personnage amical. Le fait que le président américain veut plus de souplesse dans les relations avec la Russie est un signe alarmant (...). La Russie est sans aucun doute notre ennemi géopolitique numéro un."

En outre, les élus républicains font valoir que le parapluie nucléaire américain protège aussi les alliés des Etats-Unis, comme la Corée du Sud et le Japon, deux pays potentiellement exposés. Qui plus est, pour eux, la montée en puissance chinoise est aussi un élément à prendre considération.

Débat en Suède sur la hausse des dépenses militaires

Zone Militaire, 8 février 2013 – 13:28

En déclarant que son pays ne pourrait pas tenir plus d'une semaine en cas d'attaque "limitée", le chef d'état-major suédois, le général Sverker Göranson, a suscité un vif débat sur la politique de défense menée par Stockholm, au point que le Premier ministre, Fredrik Reinfeldt, en fonction depuis 2006, s'en est publiquement irrité en affirmant que l'armée défendait des "intérêts spéciaux", c'est à dire "particuliers".

Bien évidemment, les déclarations du chef du gouvernement suédois ont provoqué un tollé. "Nous, les anciens combattants, avons œuvré pour la paix et ce sont des intérêts qui n'ont rien de spécial", a rétorqué Anders Ramnerup, de la Ligue des vétérans.

"Vous ne pouvez pas discuter avec le gouvernement, même pas avec des faits connus. Si le Commandant suprême ne se fait pas entendre, il obtiendra quoi? Nous sommes prêts à sacrifier la vie de soldats en Afghanistan et pour la défense de la démocratie en Suède. S'agit-il d'un intérêt particulier?", s'interroge une source militaire citée par [le quotidien Svenska Dagbladet](#).

Quoi qu'il en soit, c'est la politique menée en matière de défense par le gouvernement de centre-droit qui est la cible des attaques venant tant de l'opposition que de partis de la majorité. En cause, notamment, les coupes budgétaires subies par les forces armées suédoises. Les ressources de ces dernières représentent actuellement 1,2% du PIB suédois, soit deux fois moins qu'en 1998.

Or, l'armée suédoise doit remplacer ses matériels, voire acquérir de nouvelles capacités. Si la commande de 60 avions JAS Gripen E/F est actée, il n'en reste pas moins qu'il faut des crédits pour le renouvellement des véhicules blindés, des sous-marins de la classe Gotland, des hélicoptères ou encore pour l'acquisition de drones. En tout, il faut augmenter le budget de la défense de 500 à 700 millions de dollars alors que son niveau actuel est de seulement 6,1 milliards. En tout, pour financer l'achat de nouveaux équipements et mener des travaux d'infrastructure, il faudrait 30 milliards de dollars d'ici 2020.

Pour pallier les manques suédois en matière de défense, l'idée d'un pacte de défense nordique a été avancée. Mais il apparaît bien trop compliqué à mettre en œuvre. Une autre possibilité est que la Suède, pays neutre, rejoigne l'Otan. Mais là encore, cette option divise à Stockholm, où le plan de réarmement massif de la Russie inquiète certains.

“La baisse des dépenses militaires, poursuivie par la coalition emmenée par Parti du rassemblement modéré lorsqu'elle est arrivée au pouvoir en 2006, a affaibli les capacités de défense de la Suède et a empêché le développement des forces armées”, a fait valoir Peter Hultqvist, le président social-démocrate du comité de défense du Parlement suédois.

“Le gouvernement a placé la barre trop bas alors qu'elle doit être plus élevée”, a-t-il poursuivi. “L'armée a besoin de plus d'argent qu'elle ne reçoit à l'heure actuelle ou qui lui est promis. La Suède a besoin d'une capacité de défense forte et crédible”, a-t-il encore insisté.

“À mon avis, un pays neutre doit avoir des ambitions plus élevées pour sa défense et sa sécurité, indépendamment de la situation économique actuelle ou géopolitique”, a pour sa part estimé Allan Widman, le porte-parole pour les affaires militaires des Libéraux, membres de la coalition gouvernementale.

[Karin] “Enström (ndlr, ministre de la Défense) soutient que la menace d'une attaque est faible, mais aucun gouvernement ne peut jamais exclure le risque d'une invasion. Ajoutez à cela que la Suède n'a pas de garantie de soutien de la part de l'Otan en cas de crise et que nous n'avons pas de plan B. Nous devons compter sur nous-mêmes”, a-t-il ajouté. “La Suède doit veiller à ce que son armée puisse défendre sa souveraineté nationale et la réalisation de ses ambitions régionales afin de renforcer la sécurité globale du Nord et de la région de la mer Baltique” a-t-il encore souligné.

“Nous avons toujours été la plus grande puissance militaire, et nous devons retrouver ce statut en partenariat avec nos voisins nordiques», a déclaré Staffan Danielsson, le porte-parole pour les questions de défense du Parti du centre. “Pour ce faire, nos forces armées doivent avoir le financement dont elles ont besoin pour être pleinement fonctionnelles et avoir les personnels et les équipements nécessaires pour défendre ce pays et la région”, a-t-il avancé.

Quoi qu'il en soit, le général Sverker Göranson, qui ne fera finalement pas l'objet d'une enquête pour avoir porté atteinte à la sécurité nationale en tenant ses propos sur l'état des forces suédoises, a rompu le consensus qui prévalait jusque là au sein de la classe politique. Jusqu'à présent, les coupes dans le budget de la Défense étaient largement acceptées par tous les partis.

Et le Premier ministre suédois, tout irrité qu'il soit par le débat, se retrouve isolé étant donné que les partis membres de sa coalition (centristes, libéraux et démocrates-chrétiens) demandent une

hausse du budget militaire du pays et cela, sans attendre les conclusions du rapport sur la politique de défense qui doit être rendu en 2015.

Le bouclier US vulnérable aux missiles iraniens



© RIA Novosti. Eduard Pesov, 16:51 10/02/2013, MOSCOU, 10 février

Une étude confidentielle effectuée par le Pentagone a mis en doute l'efficacité du projet de système antimissile en Europe face aux missiles iraniens, rapporte l'agence Associated Press se référant aux sources du Congrès. "La Roumanie est un mauvais endroit pour les missiles intercepteurs. En outre, l'installation d'éléments du bouclier en Pologne ne fonctionnerait que si les Etats-Unis

développaient la capacité d'intercepter les missiles iraniens en phase de propulsion", indique le Government Accountability Office (GAO) dans un rapport.

L'administration américaine ne pense pas que ce soit possible, indique l'agence.

D'après l'AP, plusieurs responsables militaires américains considèrent que le territoire des Etats-Unis est déjà protégé par d'autres systèmes de missiles. Quant au bouclier européen, il est en mesure de protéger les alliés de Washington en Europe ainsi que les troupes américaines y déployées.

D'autres responsables considèrent que les problèmes présentés dans le rapport peuvent être réglés, mais reconnaissent que la tâche sera difficile.

L'étude en question a été effectuée à la demande du président du sous-comité des forces stratégiques américaines, le républicain Michael Turner.

"Le présent rapport confirme ce que j'avais déjà dit: la proposition du président a été hâtive", a déclaré M. Turner.

Alléguant une menace balistique iranienne et nord-coréenne, l'administration républicaine Bush projetait de déployer des missiles intercepteurs en Pologne et d'un radar en République tchèque. Le président Barack Obama a décidé le 17 septembre 2007 de reporter la mise en œuvre de ces projets à 2015, sans les abandonner définitivement.

Tokyo accuse l'aviation russe d'avoir violé son espace aérien

Zone Militaire, 7 février 2013 – 14:31

Le Japon n'est pas seulement un contentieux territorial avec la Chine. Il en a aussi avec la Russie, au sujet [des îles Kouriles](#), appelées Habomai, Shikotan, Etorofu et Kunashiri par les Japonais. En 1855, la question de leur appartenance avait été réglée par le traité de Shimoda, en vertu duquel Moscou consentait à céder cet archipel à Tokyo.

L'affaire en était restée là jusqu'à la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Le Japon vaincu, Staline en profita pour annexer l'archipel. Depuis, cette question empoisonne les relations russo-nippones au point d'empêcher la signature d'un accord de paix attendu depuis presque 70 ans entre les deux pays.

L'intérêt de ces îles est double : de par leur position, elles verrouillent l'accès de la mer d'Okhotsk, d'où leur importance stratégique pour la Flotte russe du Pacifique, et elles sont riches en ressources halieutiques ainsi qu'en minéraux polymétalliques.

Depuis quelques années, la Russie renforce ses positions militaires dans les îles Kouriles, ce qui ne va pas sans provoquer quelques tensions. Ainsi, le 9 février 2012, 5 avions russes furent repérés alors qu'ils évoluaient près de l'espace aérien japonais. Parmi ces appareils figuraient 2 SU-24 Fencer, 2 bombardiers Tupolev TU-95 et, pour la première fois, 1 A-50 Mainstay de détection et d'alerte avancée.

L'on en était resté là jusqu'à un nouvel incident, presque un an plus tard. En effet, selon le ministère japonais de la Défense, deux avions russes de type Sukhoï SU-27 Flanker ont brièvement violé l'espace aérien nippon, ce 7 février, au large de l'île de Hokkaido. Une protestation officielle a été émise par Tokyo auprès de Moscou.

Cette intrusion est survenue quelques heures après que le Premier ministre japonais, Shinzo Abe, a déclaré vouloir faire tout son possible "pour signer un traité de paix avec la Russie" une fois que l'affaire des Kouriles sera réglée. En outre, lors de son entrée en fonction, en décembre, ce dernier avait convenu avec le président russe, Vladimir Poutine, de relancer les négociations à cette fin. Et surtout, elle a eu lieu le jour anniversaire de la signature du traité de Shimoda...

Côté russe, l'on a démenti cette violation de l'espace aérien japonais. "L'aviation navale de la Flotte du Pacifique effectue régulièrement des vols dans cette région en stricte conformité avec les règles internationales de navigation aérienne et sans violer les frontières d'autres Etats", a fait valoir le capitaine de vaisseau Roman Martov, le porte-parole de la Région militaire Est.

Toujours selon ce dernier, des avions de lutte anti-sous-marine russes ont en effet survolé les îles Kouriles et la mer d'Okhotsk "afin d'améliorer leur expérience de pilotage dans de mauvaises conditions météorologiques" et "d'explorer la situation glaciaire dans les détroits au profit de la navigation civile."

La Corée du Nord continue de jouer avec le feu nucléaire.

Le Point.fr - Publié le 12/02/2013 à 06:46 - Modifié le 12/02/2013 à 08:10

Ce troisième test en 7 ans provoque une réunion en urgence du Conseil de sécurité de l'ONU. La Chine prend ses distances avec son remuant allié.



Des soldats sud-coréens apprennent, mardi, que Pyongyang a mené un nouvel essai nucléaire. © Lee Jin-man / AP/Sipa

Malgré l'avertissement de la [Chine](#), la [Corée du Nord](#) a procédé à un essai nucléaire, a indiqué lundi soir un diplomate à l'[ONU](#). Une information confirmée par Pyongyang, qui a précisé que cette opération avait pour but de "protéger la

sécurité nationale et (la) souveraineté" du pays "contre l'hostilité continue des États-Unis". La bombe utilisée est un engin "miniaturisé", a annoncé l'agence officielle du pays, KCNA. "Ce test nucléaire de haut niveau avait, contrairement à ceux du passé, plus de puissance explosive et a utilisé un engin miniaturisé et plus léger", a précisé KCNA.

Un autre diplomate d'un pays membre du Conseil de sécurité a indiqué que le Conseil se réunirait en urgence mardi matin à 9 heures locales (15 heures à Paris) pour examiner la manière de réagir à cet essai, qui contrevient aux résolutions de l'ONU. "Les Chinois ont lancé aux Nord-Coréens un ferme avertissement, leur demandant de ne pas procéder à cet essai quand il est devenu évident qu'il était imminent", a expliqué le premier diplomate sous le couvert de l'anonymat. "Ce que les Nord-Coréens ont fait représente un vrai défi lancé aux Chinois", a-t-il souligné. Pékin, Moscou et Washington se sont concertés depuis quelques jours et "ils vont rapidement s'entendre sur le fait qu'une action ferme s'impose", a-t-il ajouté.

Les États-Unis en alerte

Le Conseil de sécurité est présidé en février par la Corée du Sud. L'ambassadeur sud-coréen à l'ONU avait averti il y a quelques jours que le Conseil prendrait des mesures "très fortes" en réponse à un troisième essai nucléaire de Pyongyang (après ceux de 2006 et 2009). Le Conseil avait décidé en janvier d'élargir les sanctions envers le régime nord-coréen à la suite du tir d'une fusée nord-coréenne en décembre. Plusieurs résolutions de l'ONU interdisent à la Corée du Nord toute activité nucléaire ou balistique. Ses tirs de fusées et ses essais nucléaires ont valu à Pyongyang toute une série de sanctions depuis 2006, dont le gel d'avoirs appartenant à des entreprises nord-coréennes ou des interdictions de voyager pour des responsables du régime.

Le bureau du directeur du renseignement national américain, qui chapeaute les 16 agences de renseignement du pays, a dit qu'il évaluait "l'événement sismique" en Corée du Nord, dans une première réaction à l'essai nucléaire conduit par Pyongyang. "La communauté du renseignement est au courant d'un événement sismique avec des caractéristiques explosives en Corée du Nord et nous évaluons les informations pertinentes", affirme l'ODNI dans un communiqué.

Corée du Nord : Pékin voit rouge

Mardi 12 Février 2013 à 14:40 | Lu 1734 fois | RÉGIS SOUBROUILLARD

Lentement, mais sûrement, Pyongyang poursuit sa course au développement d'un missile balistique Intercontinental malgré les signes d'énervement de Pékin.



Après la mise sur orbite le 14 décembre dernier d'un satellite, c'est désormais s'intéresse désormais de plus près à la maîtrise de la charge explosive que pourrait transporter un . Après 2006 et 2009, la Corée du Nord a procédé à son troisième essai nucléaire. Le premier de l'ère Kim-Jong-Un.

[D'une puissance de 6 à 7 kilotonnes](#)

(équivalent à un peu plus d'un tiers de la puissance de la bombe d'Hiroshima), les agences sismiques régionales ont enregistré une magnitude équivalente à 5,1 sur l'échelle de Richter au même endroit où avait été enregistré [le précédent essai en 2009](#).

«Si les Nord-Coréens parviennent à faire exploser un engin avec un rendement de cette nature, ils vont très probablement faire des progrès rapides pour produire une bombe d'un rendement

équivalent à celui de Nagasaki, aux environs de 20 kilotonnes » [écrivait Siegfried Hecker](#), chercheur en physique nucléaire et sécurité internationale, à l'Université de Stanford, le 4 février dernier dans la revue Foreign Policy.

Les répliques politiques ne se sont pas faites attendre. La communauté internationale dénonçant fermement ce nouvel acte de défiance. Pékin y compris. La Chine a montré des signes d'agacement envers le comportement belliqueux de son voisin et allié. Le Ministère des affaires étrangères chinois s'est dit ainsi « résolument opposé » au dernier essai conduit par la République Démocratique de Corée. Certains médias japonais et australiens, en général bien informés sur les coulisses du pouvoir chinois, ont même affirmé que Pékin aurait tenté de persuader Kim-Jong-Un de renoncer à cet essai. Sans succès.

Une fin de non-recevoir pour la diplomatie pékinoise alors que le pays a maintenu toutes ses aides et investissements en Corée du Nord, après l'arrivée de Kim-Jong Un au pouvoir. La Chine est largement créditée de maintenir à flot son voisin, en fournissant un demi-million de tonnes de pétrole à la Corée du Nord d'un an, avec de grandes quantités d'aide alimentaire. Le grand Leader a purement et simplement ignoré les intérêts de la Chine dans l'optique d'un voisinage stable avec ses deux lancements de fusées et la planification d'essais nucléaires.

Au début, la Chine lui a fait un accueil chaleureux mais nous n'avons obtenu aucune reconnaissance. Ils nous tiennent pour allié acquis », a déclaré Jin Canrong, un expert en affaires internationales à l'Université Renmin de Pékin. « La Chine a essayé de se rapprocher de lui, mais cela n'a pas réussi. Les autorités de Pékin sont déçues par l'attitude de Kim-Jong-Un ». Les réactions du nouveau leader chinois Xi Jinping, donneront quelques indices sur la nouvelle politique étrangère de l'Empire du milieu.

Un effet domino ?

Pur hasard... [Le quotidien chinois Global Times](#), proche du pouvoir, consacrait un long dossier au programme nucléaire nord-coréen faisant notamment état d'une réunion « secrète » tenue par Kim-Jong-Un devant la Commission centrale militaire du parti des travailleurs. Le leader nord-coréen y aurait prononcé un discours « historique » évoquant l'hypothèse de « provoquer un grand tournant dans le renforcement des capacités militaires du pays ».

Comme un avertissement, [un éditorial du journal](#) laissait entendre que s'il procédait à un nouvel essai, Pyongyang devrait s'attendre à voir réduire les aides chinoises : « Pékin ne sanctionnera pas son allié aussi fermement que ce que pourraient attendre les Etats-Unis ou le Japon, mais Pyongyang doit s'attendre à payer un lourd tribut. L'aide qu'il sera en mesure de recevoir de la Chine devra être réduit. Certains spécialistes chinois estiment que la Chine sera confrontée à un défi diplomatique si la Corée du Nord devait procéder à un troisième essai nucléaire. Ils craignent que Pyongyang ne se retourne contre la Chine en raison de la participation de la Chine à des sanctions internationales contre elle. Dans le pire des cas, la rupture qui s'est produite dans les relations entre la Chine et l'Union soviétique sera répétée. La Chine n'aura jamais peur de Pyongyang. La diplomatie de Pyongyang est caractérisée par la ténacité. Mais la Chine devra riposter durement, même au prix de la détérioration des relations bilatérales ».

Le ton martial et menaçant de l'éditorial, avec des allusions aux relations sino-soviétiques, laisse envisager la possibilité d'un retournement d'alliances et un souci de mettre fin à l'escalade des tensions dans la région pour éviter le risque d'un effet domino. Ce troisième test nucléaire donne, en effet au Japon et à la Corée du sud, des arguments solides pour développer leur propre arsenal nucléaire, tel que le réclame par exemple le nouveau premier ministre japonais Shinzo Abe.

Riposte en cas d'essai nucléaire nord-coréen (Séoul)



La dirigeante sud-coréenne Park Geun-hye
© AFP/ Jung Yeon-Je, 10:16 08/02/2013, MOSCOU, 8
février - RIA Novosti

Des mesures de rétorsion seront adoptées si la Corée du Nord procède à un essai nucléaire, a déclaré la dirigeante sud-coréenne Park Geun-hye citée vendredi par le journal JoongAng Ilbo. "Si la Corée du Nord prend la mauvaise décision, cela compliquera le processus de rétablissement

de la confiance entre les deux Corées. En cas de nouveaux essais nucléaires provocateurs, Pyongyang devra faire face aux mesures de riposte de la part de la communauté internationale", a annoncé la présidente lors d'une réunion avec les chefs de file du parti au pouvoir et de l'opposition.

Mercredi 6 février, le chef d'état-major des forces interarmées sud-coréennes Jung Seung-jo a déclaré que Séoul pourrait prendre le risque d'une guerre et procéder à une frappe préventive contre la Corée du Nord en cas de menace d'un recours à aux armes nucléaires.

Fin janvier, en réponse à l'élargissement des sanctions internationales dû au dernier lancement d'une fusée nord-coréenne, Pyongyang s'est déclaré déterminé à poursuivre le renforcement de son potentiel militaire ainsi qu'à développer son programme nucléaire.

Le Bangladesh souhaite acheter des blindés russes (FSVTS)



BTR-80

© RIA Novosti. Ilya Pitalev, 13:17 09/02/2013, BANGALORE (Inde), 9 février

Le Bangladesh mène des négociations avec la Russie sur la livraison de blindés BTR-80 dans le cadre du crédit russe d'un milliard de dollars, a annoncé samedi à Bangalore, en Inde, Alexandre Fomine, directeur du Service fédéral russe pour la coopération militaire et technique

(FSVTS).

"Nous menons des discussions sur les matériels à livrer dans le cadre du contrat. Mais le Bangladesh s'intéresse surtout aux blindés BTR-80", a indiqué M.Fomine qui participe actuellement au salon Aero India 2013 à Bangalore.

Moscou accordera un crédit d'un milliard de dollars au Bangladesh pour l'achat d'armes et de matériels russes conformément à une entente intervenue en janvier dernier entre [le président russe Vladimir Poutine et la première ministre bangladaise Sheikh Hasina](#).

L'Espagne veut vendre au Pérou des Eurofighter d'occasion

Zone Militaire, 10 février 2013 – 10:45

Les temps sont durs pour les forces armées espagnoles. Contraintes de réaliser des économies dans le cadre d'une politique d'austérité visant à rétablir les finances publiques du pays, elles doivent prendre certaines décisions difficiles. Comme par exemple retirer du service actif le porte-aéronefs Principe de Asturias, alors que ce bâtiment a encore du potentiel. Son sort n'est pas encore décidé : il pourrait être vendu à ferrailleur ou bien à un autre Etat.

Être revendus à un pays tiers, c'est ce qui attend aussi les 20 avions de combat de type Eurofighter (tranche 1) espagnols. Ou du moins une partie d'entre eux. Ces appareils pourraient prendre la destination du Pérou, lequel cherche à moderniser ses forces aériennes.

D'ailleurs, à cette fin, Lima s'intéresserait aux avions Rafale, Gripen NG, F/A 18 Super Hornet, MiG-35, Sukhoi 30/35 ainsi qu'à l'Eurofighter. Des demandes d'informations auraient été adressées aux constructeurs de ces appareils. Seulement, les moyens du Pérou sont plus que limités...

Les forces aériennes péruviennes mettent en oeuvre une flotte d'appareils plutôt hétéroclite, avec cependant une dominante russe. Elles sont notamment dotées de MiG-29 acquis auprès de la Biélorussie mais aussi [d'une dizaine de Mirage 2000 P/DP](#), en service au sein l'Escuadron Aerea 411 "Hawk" et achetés dans les années 1980.

Seulement, aussi bien les MiG-29 que les Mirage 2000 P/DP demandent des remises à niveau. Pour les premiers, un accord visant la rénovation de 8 appareils avait été conclu en 2008 pour 106 millions de dollars. Il faudrait 400 millions de plus pour moderniser les avions restants.

Pour les seconds, les porter au standard 2000-5 nécessiterait un investissement de 480 millions de dollars, lesquels s'ajouteraient aux 140 millions nécessaires pour simplement leur redonner du potentiel et les remettre à niveau.

C'est dans ce contexte que Madrid a donc proposé à Lima de céder une douzaine d'Eurofighter à 61 millions de dollars l'unité. L'affaire a été discutée lors de la visite au Pérou faite le mois dernier par Mariano Rajoy, le Premier ministre espagnol. Selon la presse péruvienne, si les négociations aboutissent, les Eurofighter seraient livrés au cours de l'année suivant la signature du contrat.

Mais, visiblement, le dossier connaît quelques complications. Tout d'abord, il semblerait que le ministère péruvien de la Défense n'est pas très chaud à l'idée d'acquérir des Eurofighter d'occasion et qu'il regarde plutôt du côté russe. Les coûts de maintenance et d'exploitation de l'avion européen y seraient pour quelque chose...

Et plus généralement, [les conditions posées](#) par le gouvernement péruvien sont loin de satisfaire Madrid dans la mesure où il entend faire baisser le prix unitaire des appareils et les payer plus tard selon un circuit de financement "compliqué". Une façon de refuser poliment l'offre espagnole?

Les Saoudiens intéressés par des patrouilleurs allemands

Le Marin, 11/02/201



Les patrouilleurs seraient construits par le chantier Lürssen de Brême. Photo Lürssen.

L'Arabie saoudite cherche à acquérir des patrouilleurs de fabrication allemande d'une valeur de 1,5 milliard d'euros et a reçu le feu vert de Berlin, rapporte le journal allemand *Bild am Sonntag*. Selon cette source, ces navires, qui coûtent entre dix et 25 millions d'euros l'unité, proviennent des chantiers navals Lürssen, installés à Brême.

Le Conseil national de sécurité, où siègent notamment la chancelière Angela Merkel et les ministres de la Défense, de la Coopération, de l'Économie et des Affaires étrangères, a déjà donné son accord préliminaire à ce contrat, précise *Bild*. Les décisions de cette instance, dont l'approbation est nécessaire, ne sont jamais rendues publiques.

À moins de huit mois des élections législatives, l'opposition a critiqué ce projet. **"Le gouvernement souhaite apparemment armer totalement l'Arabie saoudite et n'a pas tiré les leçons des manifestations publiques contre la livraison d'armes à ce pays"**, a déclaré Thomas Oppermann, président du groupe parlementaire SPD (gauche) au Bundestag.

L'exportation d'armes demeure une question politiquement sensible en Allemagne compte tenu de son passé.

La Patrouille Suisse va disparaître du paysage aérien dès 2016

Romandie, (ats / 13.02.2013 13h01)

Le ministre de la défense Ueli Maurer prévoit de se passer des services de la célèbre Patrouille Suisse à l'horizon 2016. La formation de vol acrobatique de l'armée de l'air enthousiasme depuis des décennies les spectateurs en Suisse et à l'étranger.

Les avions Tiger F-5E aux couleurs rouge-blanc devraient disparaître du paysage aérien, a révélé Ueli Maurer dans le cadre d'une réunion de la commission de la politique de sécurité du Conseil national (CPS) portant sur les avions Gripen. La présidente de la commission Chantal Galladé (PS / ZH) a confirmé à l'ats cette information parue dans la "Basler Zeitung" mercredi.

Mme Galladé a évoqué la possibilité de louer des modèles Gripen plus anciens dès 2016 afin d'assurer la transition entre les Tiger F-5E et les nouveaux avions Gripen. M. Maurer n'a pas exclu d'effectuer dans le futur des démonstrations ponctuelles de vol acrobatique avec d'autres appareils. Ceux-ci ne porteraient toutefois plus les couleurs nationales.

Grosse popularité

Fondée le 22 août 1964 à l'occasion de l'Exposition nationale et en prévision du cinquantième de l'aviation militaire suisse, la Patrouille Suisse se compose de la crème des pilotes professionnels du pays, apprend-on sur le site officiel des Forces aériennes suisses. Rapidement appréciée du grand public, elle réalise sa première démonstration à l'étranger en France en 1978.

Il faudra attendre 1991 et les festivités des 700 ans de la Confédération pour voir les ailes des avions se colorer de rouge et blanc, pour le plus grand plaisir des spectateurs. Un autre changement d'importance intervient quelques années plus tard avec le remplacement des avions Hunter au profit des Tiger F-5E, plus rapides et plus souples d'utilisation.

Effets spectaculaires

La Patrouille Suisse équipe en 1996 ses six jets d'une installation permettant de cracher de la fumée, rendant ainsi ses "shows" toujours plus attractifs.

Basée à Emmen (LU), la formation de vol acrobatique maîtrise un total de 20 figures répondant entre autres aux noms de "chaise à traire" ou de "fourchette à fondue".

8 – Nos Forces armées

a) – Armée de Terre

Le CEMAT à Commercy avant la dissolution du 8e RA

Mise à jour : 08/02/2013 11:23

Le 5 février 2013, le général d'armée Bertrand Ract Madoux, chef d'État-major de l'armée de Terre (CEMAT) s'est rendu au 8^e régiment d'artillerie (8^e RA) de Commercy pour une visite de commandement un peu particulière.



Le 8^e RA sera dissous le 1^{er} juillet 2013. « Je voulais voir comment étaient prises en compte toutes les questions les plus délicates et notamment ce qui touche aux hommes et à leur devenir », a précisé le CEMAT.

Les soldats maintiendront la capacité opérationnelle du régiment, « fidèles jusqu'au bout à notre devise : Pour la France et de bon cœur », affirme le chef de corps.

Le CEMAT a honoré la tradition des artilleurs et tiré avec le canon de Gribeauval, avant de

donner rendez-vous au régiment fin juin, pour la cérémonie officielle de dissolution.

Droits : Armée de Terre 2013

Serval : 34 réservistes mais...

Une présentation consacrée aux réserves ce matin au mindef faisait état de 34 réservistes engagés au profit de l'opération Serval. Evidemment, c'était un peu trop pour pouvoir être compris comme le fait que 34 réservistes avaient les pieds au Mali, ou au moins, dans la zone. En fait, il ne seraient pas 15% de ce volume réellement engagés sur place... Si l'on ne compte que les forces conventionnelles, car on sait que la gestion des réservistes du **COS** ou de la **DGSE** peut être différente.

Un autre chiffre, que l'on n'ose pas contester, celui-là, 80% des personnes sondées par la DICOD ne savaient pas qu'il existe une réserve en France. Evidemment, on peut comprendre que cela constitue un frein à l'expansion de cette population, qui compterait néanmoins 60.000 ressortissants.

Après des années d'indifférence, les réservistes devraient cependant connaître un regain de reconnaissance dans les années qui viennent. C'est qu'une fois qu'une énième réforme aura réduit l'armée de terre à sa portion congrue, il faudra bien que quelques uns remplissent les missions...

Publié par mamouth leader à [2/15/2013 12:07:00 AM](#)

Le 24ème régiment d'infanterie pourrait renaître

Une nouvelle unité de réservistes reprendra ses traditions.

Selon nos informations, les traditions et le drapeau du 24ème régiment d'infanterie, dissous en 1997, devraient être repris par une nouvelle formation en cours de constitution, le Bataillon de réserve d'Ile-de-France. Cette unité, entièrement composée de réservistes, comprendra environ 400 hommes et femmes. Basée à Vincennes, elle devrait mise sur pied en 2016. Le 24ème régiment d'infanterie (de ligne) dont les origines remontent à 1656 était "le régiment de Paris".

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Jeudi 14 Février 2013 à 15:07

Les transmissions sont au cœur de l'opération Serval

Zone Militaire, 13 février 2013 – 14:54



Pour la première fois, un groupement de transmissions, fort de 150 militaires, a été projeté sur un théâtre d'opérations extérieur, en l'occurrence au Mali. Même si leur mission n'est pas spectaculaire, il n'en reste pas moins que les transmetteurs jouent un rôle essentiel dans toutes les interventions militaires menées par la France à l'étranger, étant donné que la maîtrise de l'information est un élément essentiel dans la conduite des opérations.

Ainsi, dès le 12 janvier dernier, les premiers transmetteurs du 28e Régiment de Transmissions (RT) d'Issoire, alors en alerte Guépard, ont été envoyés au Mali. Ils ont été ensuite rejoints par 50 personnels du 53e RT de Lunéville. Quant à leur matériel nécessaire à la mission, il a été acheminé sur ce nouveau théâtre d'opérations quatre jours plus tard.

Et ces transmetteurs n'ont pas perdu de temps, avec l'installation, au poste de commandement de l'opération Serval, de 99 lignes téléphoniques et de 90 postes informatiques avec messagerie et accès aux réseaux du ministère de la Défense.

Pour assurer les communications sur le terrain, les transmetteurs disposent de VAB ML Syracuse (véhicule de l'avant blindé – Moyen Léger/Satellite), qui est en fait une station de télécommunication satellite mobile. Ces moyens sont renforcés par la valise satellitaire de type INMARSAT 4 BGAN (Broadband Global Aera Network), laquelle permet à un groupement tactique interarmes (GTIA) de continuer à communiquer en tout lieu et en tout temps de manière sécurisée.

C'est aussi grâce aux transmetteurs qu'un système de visioconférence permet au commandant de l'opération Serval, le général de Saint-Quentin, de communiquer avec le Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) situé à Paris. La liaison est assurée par un terminal haut débit (HD) connecté au satellite Syracuse 3, ou, en cas de besoins, par la station radio F-14 fonctionnant avec le logiciel CARTHAGE (Communications Automatisées Radioélectriques Tactiques Hautes fréquences en Ambiance de Guerre Electronique).

Mais les transmetteurs déployés au Mali ne sont pas les seuls dans la boucle. La Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des Systèmes d'information de la défense (DIRISI), placée sous la responsabilité du chef d'état-major des armées (CEMA), joue également un rôle prépondérant, avec des personnels dévoués et mobilisés 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 pour assurer le bon fonctionnement des systèmes utilisés.

En effet, la DIRISI est surtout un opérateur de télécommunications, qui a notamment pour mission de gérer les fréquences, d'assurer l'infogérance des systèmes d'information et de communication (SIC) de la Défense, y compris à l'étranger, et de garantir leur sécurité. Ainsi, c'est cette direction qui a le contrôle opérationnel des satellites militaires de télécommunication, dont Syracuse, via le Centre National de Mise en Œuvre des Moyens Satellites (CNMO-MS).

BGAN, L'arme de secours pour les combattants

Mise à jour : 13/02/2013 11:37 - Auteur : CNE C. Brunetaud

La BGAN (pour Broadband Global Aera Network) est une valise satellitaire de type INMARSAT 4. Elle garantit des liaisons téléphoniques et une transmission de données en toute sécurité via des périphériques chiffants.



Le 28e régiment de transmissions (28e RT) d'Issoire a déployé au Mali pour l'opération Serval quatre équipages formés sur BGAN. Ce moyen léger et rapide à mettre en œuvre n'est pas soumis aux distances. En cas de défaillance des stations radios, cette valise satellitaire est l'unique et l'ultime recours. En émission, la BGAN a une autonomie de 1h30. Sur le terrain, la valise satellitaire est outil fiable et sécurisé mis à la disposition des GTIA pour garder le lien en tout lieu et en tout temps.

Tous les équipages BGAN du 28e RT étaient d'alerte Guépard. Le premier équipage, composé de deux formateurs nationaux BGAN (le 28e RT est le centre de formation national), a été déployé le 12 janvier au profit du GTIA 1, armé principalement par le 21e régiment d'infanterie de marine (21e RIMA) de Fréjus. Ces soldats transmetteurs accompagnent les unités combattantes. Certains

ont participé à la prise de Tombouctou dans la nuit du 27 au 28 janvier. Sur le terrain, à la demande du commandant d'unité, ils arment et mettent en œuvre la BGAN pour transmettre des messages.

Droits : Armée de Terre 2013

Les journées de l'aérocombat 2013

Mise à jour : 13/02/2013 11:25

Les acteurs de l'aérocombat se sont retrouvés les 5 et 6 février 2013 sur la base école « Général Navelet » de Dax pour un point de situation annuel sur toutes les composantes de l'aéromobilité, c'est-à-dire tout ce qui a trait aux hélicoptères de l'armée de Terre.



2011 a montré l'étendue des capacités de l'aérocombat, de la contre rébellion à la manœuvre offensive, en zone montagneuse, urbaine ou désertique. En 2013, l'aviation légère de l'armée de Terre (ALAT) est de nouveau engagée et confirme qu'elle a atteint sa pleine maturité. L'aéromobilité est une capacité majeure et il faut préserver son potentiel. Les journées de l'aérocombat 2013 ont permis d'évoquer les premiers retours d'expérience (RETEX) de l'opération Serval au Mali, la formation et la maintenance des hélicoptères

mais aussi les programmes en cours.

« L'ALAT doit faire corps, elle est une et indivisible », a affirmé le général Olivier Gourlez de la Motte, commandant l'ALAT.

Droits : Armée de Terre 2013

Liban : manœuvres conjointes avec les forces armées libanaises

Mise à jour : 14/02/2013 12:25

Du 29 janvier au 02 février 2013, la compagnie d'infanterie de la FCR (*Force Commander Reserve*) s'est déployée dans le secteur est de la zone d'opération de la FINUL (forces intérimaires des Nations Unies au Liban), au sein du bataillon indonésien.



Pendant 5 jours, les sections de la 2^e compagnie du Régiment de Marche du Tchad (RMT) ont mené des patrouilles conjointes avec les soldats libanais, espagnols et indonésiens permettant à la FCR de parfaire sa connaissance de la zone d'opération. Instructions techniques, présentations de matériel et tirs ont par ailleurs rythmé l'emploi du temps des marsouins qui ont ainsi pu s'essayer au M-4 américain.

Les activités opérationnelles ont également été

couplées à un programme d'échange dense comprenant notamment des activités sportives et de cohésion visant à mieux connaître la culture des autres armées.

Ce déploiement a permis de renforcer l'autonomie, la réactivité et l'expérience des unités de la FCR, tout en développant l'interopérabilité avec les bataillons du secteur est et les forces armées libanaises engagées (FAL). Comme préconisé par la Revue stratégique de la FINUL de mars 2012, la France contribue ainsi à la montée en puissance des FAL, au cours d'exercices, de patrouilles et d'entraînements effectués en commun.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense

b)– Marine Nationale

Entraînement Spartiate pour le BPC Tonnerre

Mise à jour : 12/02/2013 10:14



Du 5 au 7 février 2013, le Bâtiment de Projection et de Commandement (BPC) [Tonnerre](#) a participé à un entraînement majeur Spartiate constituant une véritable synthèse de son entraînement opérationnel avant le départ en mission Jeanne d'Arc.

Spartiate a pour but de mettre en œuvre les armes du bâtiment en situation opérationnelle, dans un cadre interarmées et face à de multiples menaces. Réaliste, il s'appuie sur le caractère inopiné des scénarii pour tester la réactivité de l'équipage et l'organisation du bâtiment en vue du combat

Le *Tonnerre* était à cette occasion renforcé par un dispositif interarmées composé d'un état-major amphibie, d'un EDA-R (engin de débarquement amphibie rapide), de deux CTM (chalands de transport de matériel), d'un détachement de l'Alat (aviation légère de l'armée de Terre) et d'un GTE (groupement tactique embarqué) articulé autour d'une compagnie du 2^{ème} REI. La réussite de ces manœuvres reposait de facto sur une bonne coordination des différentes unités.

Durant ces trois jours, tous les militaires embarqués ont été insérés dans un scénario tactique et géopolitique faisant agir différentes entités étatiques, avec leurs histoires, leurs intérêts et leurs clivages. Le groupe amphibie agissait dans le cadre d'une opération destinée à contenir la situation de crise prévalant autour d'une île, dont un pays revendiquait le contrôle dans le déni du droit international et de la souveraineté du territoire voisin.

Le *Tonnerre* a fait face à un certain nombre de menaces et de défis comme les menaces asymétriques matérialisées par des embarcations suspectes et des aéronefs hostiles, des sinistres



internes (incendies, dommages liés aux attaques fictives des pistes), le traitement d'une roquette non explosée sur le pont d'envol, la prise en charge de ressortissants en situation de danger et de prisonniers ramenés à bord par un hélicoptère *Puma*.

Terminé le 7 février, Spartiate clôt ainsi la phase d'entraînement du Tonnerre. Il entamera en mars prochain la mission opérationnelle de formation Jeanne d'Arc 2013.

Sources : © Marine nationale

L'avisos Commandant Bouan s'entraîne avec deux patrouilleurs de la marine libanaise

Mise à jour : 13/02/2013 09:06



Du 4 au 7 février 2013, l'avisos [Commandant Bouan](#) déployé en Méditerranée Orientale a conduit un entraînement d'évolutions tactiques avec deux patrouilleurs libanais. Avant cet entraînement, l'avisos avait rejoint le patrouilleur [l'Adroit](#) alors en relâche opérationnelle à Limassol avant son transit vers le canal de Suez. Les deux équipages ont échangé l'expérience de deux missions et de deux

bâtiments différents.

Un PASSEX (entraînement commun avec des marines étrangères) puis un VISITEX (opération de visite) sur l'avisos *Commandant Bouan* au profit des commandos libanais, a permis aux uns de progresser sur un bateau peu connu et aux autres de découvrir et confronter les techniques employées au Liban dans ce domaine d'action.

Les échanges avec l'officier de liaison ont facilité la bonne coordination des entraînements.

Sources : © Marine nationale

Le BPC Dixmude s'entraîne à une évacuation de ressortissants en Corse

Mise à jour : 14/02/2013 18:05



Le 12 février 2013, sur la base d'Aspretto, à Ajaccio, l'équipage du Bâtiment de Projection et de Commandement (BPC) *Dixmude* s'est entraîné à une évacuation de ressortissants.

Le scénario tactique de l'exercice d'évacuation de ressortissants est le plus réaliste possible. Dans un pays fictif en crise, en état de déliquescence politique, des rebelles se rapprochent de la capitale. La menace,

sérieuse, se précise et il devient nécessaire d'évacuer les ressortissants européens présents sur place.

Dès 6h45, les deux CTM (chalands de transport de matériel) de la flottille amphibie quittent le radier du BPC. Quelques minutes plus tard, un hélicoptère *Puma* du Groupement Interarmées d'Hélicoptères (GIH) décolle du pont d'envol du *Dixmude* et se déploie sur le terrain. Le site est sécurisé et les CTM peuvent accoster. Les marins composant le « dispositif terre » déchargent leur matériel. Les rôles sont bien définis, les tâches connues, tout le monde s'affaire minutieusement et le parcours d'accueil et d'enregistrement est rapidement mis en place.

Des lycéens, venus de toute la Corse, ont endossé le rôle des européens à évacuer et ont joué pleinement l'exercice. Les blessés ont été pris en charge par l'équipe médicale déployée sur le terrain et ont été parfois évacués, tandis que les cas particuliers (individus sans pièce d'identité) étaient gérés par une équipe dédiée.

En charge des liaisons entre le quai, les embarcations de débarquement et le central opération du BPC, le beachmaster* a coordonné les mouvements de CTM. Le commandant présent en haut de la rampe du radier, a accueilli chaque lycéen à son arrivée.

Curieux et intéressés, les lycéens ont posé de nombreuses questions, et ont profité de l'opportunité qui leur a été offerte d'être sur un bâtiment de combat pour découvrir ce nouvel environnement et mieux comprendre les missions de la Marine nationale.

** Garant de la sécurité des civils lors de leur transport en batellerie.*

Sources : © Marine nationale

Opération de déminage effectuée par le chasseur de mines Orion

Mise à jour : 13/02/2013 15:17



Le 11 février 2013, les 47 marins du Chasseur de Mines Tripartite (CMT) [Orion](#) ont mené une opération de contreminage d'engins historiques à l'ouest de la presqu'île de Giens (83).

Le capitaine de corvette Jérôme Conty, commandant du bâtiment, revient sur cette mission.

Quelle est la nature de cette opération?

«Il s'agit d'une mission de service public effectuée sous les ordres du préfet maritime. Elle a eu lieu sur un spot de plongée très fréquenté à l'ouest de la presqu'île de Giens: Les Fourmigues. On peut y plonger entre -35m et -40m. Notre objectif était de sécuriser ce site mais également d'effectuer l'opération dans un souci de préservation de l'environnement. Cela permet enfin d'entraîner mon équipage en conditions réelles».

Comment s'est passée votre intervention?

«Quatre engins explosifs avaient été repérés sur le site. Il nous a donc fallu les relocaliser précisément avec des plongeurs dans un premier temps, puis les identifier. Nous avons pu déterminer qu'il s'agissait de quatre obus de la seconde guerre mondiale. Nous avons ensuite procédé à leur déplacement pour effectuer le pétardement dans une zone sécurisée, environ à 100 mètres au large. Comme pour toutes les interventions de ce type, nous avons procédé à la destruction des engins à 10 mètres sous la surface de l'eau grâce à un système de détonation à distance. Cette opération a duré quatre heures et une équipe de 4 à 6 plongeurs a dû effectuer 5 plongées consécutives pour la mener à bien».

Le lendemain, vous avez effectué une mission similaire.

«Effectivement. Il s'agissait de relocaliser sept obus trouvés à 25 mètres de profondeur et de les contreminer».

Avez vous un bilan à dresser sur le nombre d'opérations réalisées depuis cette année?

«Depuis le mois de décembre, quatre opérations de contre minage ont été effectuées, par le chasseur de mines *Orion* de la Marine nationale. C'est sans compter toutes les interventions menées par les autres chasseurs de mines en Méditerranée»!

Bilan du GPD MED 2012

Sources : © Marine nationale

La frégate Courbet a mis le cap vers l'océan Indien



Mise à jour : 13/02/2013 11:59

Le 3 février 2013, la frégate de type Lafayette [Courbet](#), a appareillé de Toulon pour un important déploiement de 4 mois. Actuellement en route vers Djibouti, elle sera intégrée d'ici quelques jours à la Task Force 465 qui mène l'opération de lutte contre la piraterie Atalante en océan Indien, puis reviendra au mois d'avril en méditerranée orientale avant de rallier son port-

base à la fin du mois de mai.

Après plusieurs semaines d'entraînement, le *Courbet* vient de quitter son port-base pour relever son sistership, le [Surcouf](#), le 18 février à Djibouti. C'est à cette date que la frégate prendra pleinement part à l'opération Atalante, action européenne lancée en 2008 qui vise à contribuer à la protection des navires qui acheminent de l'aide alimentaire en Somalie, à la protection des navires vulnérables naviguant dans le Golfe d'Aden, et à dissuader, prévenir et réprimer tout



acte de piraterie au large des côtes. Cette zone du globe est en effet stratégique puisque près de 20.000 navires y transitent chaque année, acheminant ainsi 30% des approvisionnements européens en pétrole et gaz.

Le transit vers l'océan Indien demande près de deux semaines de navigation, la frégate *Courbet* en profite alors pour répéter les gestes et les procédures qui seront nécessaires au bon déroulement de la mission opérationnelle qui lui est dévolue, et multiplie ainsi, jour après jour, nuit après nuit, les entraînements.

Sources : © Marine nationale

Le "retour à la mer" des commandos-marine



Alors que les commandos-marine se battent depuis plusieurs années loin des rivages (actuellement dans le nord du Mali, après trois années dans les vallées afghanes), la Force maritime des fusiliers marins et commandos (Forfusco) souhaite aujourd'hui un *"retour à la mer"*, c'est-à-dire au cœur de l'identité marine des commandos. Le métier spécifique des commandos-marine est en effet d'opérer en mer contre des bateaux (anti-piraterie, lutte contre le narcotrafic, contre-terrorisme,

surveillance d'embargos, etc) et à partir de la mer vers les côtes. Cette dernière fonction, tombée en désuétude ces dernières années, a été réactivée lors de l'opération Harmattan en Libye, comme [nous le racontions sur ce blog](#), avec des raids contre des objectifs à terre depuis des bateaux au large.

Ce retour à la mer passe aussi par la livraison de nouveaux équipements, notamment Ecume, la nouvelle embarcation des commandos deux fois plus grosses que les actuels Etraco et, pour les nageurs de combat, le Propulseur sous-marin (PSM) de nouvelle génération qui sera mis en oeuvre depuis les sous-marins Barracuda.

L'un des points forts de la Forfusco est son nouveau commando Kieffer, qui regroupe des spécialistes travaillant pour les autres - "c'est la start-up" de Lorient, comme disent les commandos. Composé d'une cinquantaine d'hommes (et de quelques chiens), on y trouve par exemple un pilote d'Atlantique 2 ou un spécialiste de la guerre électronique de l'armée de terre. Les membres de ce commando ne sont plus astreints à suivre le très difficile stage commando, contrairement à ce qu'il se passait lors de sa création en 2008. La Forfusco dispose également d'importants moyens de transmissions projetables, l'équivalent de ce qu'on trouve à bord d'une frégate !

Les commandos marine sont régulièrement employés, par petits détachements, dans la lutte contre le narcotrafic - une mission interministérielle. Leurs prises récentes (par exemple plus de deux tonnes de cocaïne) aurait une valeur marchande de quelques milliards d'euros - de quoi s'offrir un porte-avions !

Aujourd'hui, plusieurs dizaines de commandos-marine - sous les ordres du COS - sont engagés discrètement au Mali, en particulier dans la zone de Kidal.

c) – Armée de l'Air

Remise du nouvel insigne de brevet FAC à Nancy

Mise à jour : 09/02/2013 09:46

Mercredi 06 février 2013, le général Guillaume Gelée, commandant les forces aériennes, et le *Brigadier General* Keller, commandant le *German Air Force Training Command*, ont présidé une cérémonie militaire franco-allemande sur la base aérienne (BA) 133 de Nancy-Ochey.



Les instructeurs ainsi que les spécialistes français et allemands du centre de formation à l'appui aérien (CFAA) de Nancy se sont vus remettre le nouvel insigne de brevet FAC (*Forward Air Controller* – contrôleur aérien avancé). Les insignes ont été remis aux brevetés par le général Gelée, le général Keller, le général Dupont, du commandement des opérations spéciales ou encore par le colonel Pena, commandant la BA 133.

Pour clôturer cette cérémonie, le général Gelée a également procédé à une remise de décorations auprès d'un équipage de l'escadron de chasse 1/3 « Navarre », de deux officiers du CFAA et de deux caporaux-chefs de l'escadron de protection.

Droits : © Armée de l'air

Serval : des Go pro dans les cockpits

Des Go Pro ont été officiellement intégrées dans les cockpits de chasseurs français, à partir du 5 février, dans le cadre de l'opération Serval. Cette capture d'images devenait essentielle, alors même qu'il est assez difficile de placer un caméraman dans un Rafale monoplace.

C'est présenté comme une grande première dans l'armée de l'air, mais c'est déjà courant dans l'aviation américaine par exemple. Ou dans l'aéronavale française. Des "paluches" (minis-caméras) volent déjà occasionnellement, la baisse de prix avec les Go-Pro permet de les multiplier, voire, peut-être à terme, de les généraliser comme un élément de recueil, et de sécurité des vols.

C'est assez connu, des caméras persos avaient déjà filmé quelques vols à basse altitude, faisant la joie des internautes, et parfois, le mécontentement des organismes chargés d'appliquer les règles de sécurité des vols. La BBC avait aussi tenté de placer un imageur pirate sur un chasseur français, pendant Harmattan.

Ce blog avait aussi en son temps expliqué comment la prolifération des micro-caméras personnelles chez les soldats, en Afghanistan, avaient contrarié Paris.

Cette validation ne fait donc qu'officialiser un phénomène très ancien.

L'EMA avait multiplié les Go-Pro sur les VAB et les fantassins, sur le théâtre afghan. Il s'agissait alors tout autant de ramener de l'imagerie pour illustrer les missions des troupes français, que de collecter de l'image-preuve.

Les CPA de l'armée de l'air en pointe au Mali



Sage précaution, le Tchad disposait depuis quelques mois d'un TACP conventionnel. Cela a permis de disposer rapidement d'une capacité au Mali dès le 12 janvier (Photo EMA).

Au service des forces spéciales ou conventionnelles, les trois commandos parachutistes de l'armée de l'air ont déployé plus d'une centaine des leurs au Mali. C'est un effort conséquent, qui représente environ 20% de leur effectif. Les ressortissants du **CPA 10**,

principalement utilisés par le **COS**, sont les plus anciens dans cette zone (1). Cette antériorité dans le sujet les a rendus aussi indispensables dans les postes de commandement, à tous les niveaux.

Les CPA conventionnels (**CPA20** de Dijon, qui semble fournir le plus gros effort en effectifs, et **CPA 30** de Mérignac), très mobilisés par l'Afghanistan depuis 2006, découvrent le Mali. Leur contribution n'a pas vraiment changé de nature : ils assurent un large spectre de contributions allant de la force protection au guidage des appuis au profit des GTIA. Des binômes cynotechniques, désormais partie intégrante des TACP du CPA 20, sont aussi déployés.

La première capacité en la matière était arrivée du Tchad dès le 11 janvier, avec la COMOTO du **21e RIMA** : le TACP du CPA 20 (2) a pu ainsi opérer au profit des avions avec lesquels il s'entraînait quelques jours plus tôt, comme l'EMA l'avait signalé à l'époque : un facteur évident d'efficacité.

Serval de tous les records



Les pétas au travail devant un Rafale du Neu-Neu à N'Djamena (photo EMA/armée de l'air).

Il y a un mois commençait l'opération Serval, dont le nom initial était "Shikra", le nom d'un piaf local, mais qui ne faisait pas très guerrier, comparé au Serval, dont certaines caractéristiques font sourire (1), d'autres pas (2) si l'on suit l'analogie. Assez rapidement, l'opération a posé de nouveaux records et précédents dont voici une liste non limitative.

. C'est d'abord la plus longue mission de guerre de tous les temps pour un chasseur français : 9h35, lors du premier raid Rafale. Un record d'endurance qui ne peut pas faire de mal à la réputation de l'avion, alors que le chef des armées part, en fin de semaine, en Inde. L'avion en est déjà à son quatrième théâtre de déploiement. Il est notamment allé en Afghanistan où l'on a jamais vu de Typhoon, contrairement à ce qui était évoqué dès 2009.

. L'armée de l'air a tiré aussi bien au 30 mm que des bombes guidées. Elle déploie aussi des bombes airburst. Le décompte de la consommation de munition n'est plus donné, mais on peut l'estimer avoir largement dépassé les 200 bombes.

. Serval voit la plus forte mobilisation de tankers sur un théâtre extérieur. Actuellement, deux bases sont équipées en Afrique. [C'est aussi le cas pour les ATL-2, même si le volume est en train de baisser.](#)

. Serval connaît aussi la plus forte densité de moyens de renseignement. Pour la première fois de son histoire, la France dispose en permanence d'un moyen en vol, parfois bien plus. Pas de quoi pavoiser, pourtant, du fait des carences capacitaires bien connues : drones, RORAD, ROEM satellitaire... Le Harfang pose néanmoins un nouveau record [-26h10 de vol-](#) et arrive à prendre l'air plus tôt que prévu.

. Le **COS** n'aura jamais déployé autant et autant de moyens différents, en 20 ans d'opérations, notamment en ce qui concerne les moyens de l'armée de l'air.

. L'effort logistique est majeur (sans précédent), d'autant plus si l'on considère le délai réduit dans lequel il est intervenu. Notons aussi la concentration d'ATT/ATA (une douzaine) à Dakar pour l'OAP du **2e REP**. Record presque battu.

. Terminons cette évocation par un symbole : le **Normandie-Niémen** a tiré ses premières bombes et gavé ses premiers disques durs. Un habitué de cette zone et des bilans est de retour sur les ATO.

- (1) Il peut uriner jusqu'à une trentaine de fois par heure.
- (2) La durée de vie moyenne du Serval est de 20 ans.

Publié par mamouth leader à [2/11/2013 12:06:00 AM](#)

Fin du stage «Attila» à Dijon

Mise à jour : 13/02/2013 23:03

Vendredi 8 février 2013, vingt-cinq stagiaires ont reçu des mains du général Guillaume Gelée, commandant le CFA (commandement des forces aériennes), du colonel Marc Soriano, commandant en second la BAFSI (brigade aérienne des forces de sécurité et d'intervention) et des commandants des CPA (commandos parachutistes de l'air) n°10, n°20 et n°30, leur brevet militaire de commando parachutiste de l'air.

Dès le 17 septembre 2012, l'école de formation des commandos de l'air (EFCA) de la base aérienne 102 de Dijon a accueilli les 30 participants au stage *Attila*.



singe, escalader des parois difficiles...

Leur formation a commencé par une semaine de tests et une préparation physique aux différents exercices auxquels ils ont été confrontés pendant près de 5 mois. S'en sont suivies, quatre semaines au centre national d'entraînement des commandos à Mont-Louis (Pyrénées orientales). Cette partie du stage, peut-être la plus difficile physiquement et mentalement, a mis les stagiaires dans toutes les situations possibles : nager en eau froide, évoluer à plusieurs mètres de haut sur les rebords d'un bâtiment, passer des ponts de

Une fois cette étape terminée et après ces cinq semaines de formation intransigeante, les stagiaires ont assisté à des cours théoriques et manipulé des armes.

Ils ont ensuite enchaîné sur deux semaines au centre de formation à la survie et au sauvetage (CFSS) de la base aérienne 120 de Cazaux, durant lesquelles, ils ont participé à des exercices de mise en condition de survie en temps de paix puis en temps de guerre.

Les conditions météorologiques, de fatigue et de pression ont été particulièrement extrêmes. Les participants ont peu dormi. L'objectif était de donner le meilleur de soi-même ! Leur formation s'est poursuivie avec six semaines de combat (simulation d'embuscade, séance de tir, combat motorisé avec parcours en véhicule léger tout terrain, etc).

Au retour des vacances de Noël, les stagiaires ont appréhendé la troisième dimension avec notamment deux semaines consacrées à l'apprentissage des techniques d'aérocordage (mise en place par corde lisse et récupération par grappe) au sein de l'escadron d'hélicoptères 1/67 « Pyrénées » de la base de Cazaux ainsi qu'une formation sur avion de transport et d'assaut (arrimage et désarrimage de véhicules) au sein de l'escadron de transport 1/64 « Béarn » de la base aérienne 105 d'Évreux.

Durant ces cinq mois de formation intense, le nombre de stagiaires a diminué en raison de blessures, de fautes ou encore d'abandon.

Les quinze derniers jours, dernière étape avant l'obtention du sésame, ont été consacrés aux contrôles écrits de fin de stage et à la réalisation d'un raid synthèse. Durant cette évaluation finale, les stagiaires ont préparé et conduit une mission de type commando qui leur a permis de restituer l'ensemble des savoir-faire qui leurs ont été transmis par les instructeurs de l'EFCA tout au long du stage *Attila*.

Les stagiaires devraient bientôt intégrer les CPA n°20 de Dijon ou n°30 de Bordeaux. Certains d'entre eux auront la possibilité de poursuivre l'aventure avec le stage Bélouga qui leur permettra peut-être d'intégrer le CPA n°10 d'Orléans, une des prestigieuses unités des forces spéciales de l'armée de l'air.

Droits : © Armée de l'air

Le transport tactique d'Abidjan au cœur des opérations

Mise à jour : 12/02/2013 19:36

Le 25 janvier 2013, sur décision du CPCO (centre de planification et de conduite des opérations), un groupement de transport opérationnel (GTO) s'est constitué dans l'urgence. Décollant sur alerte de métropole, de La Réunion ou d'autres sites comme N'Djaména ou Libreville, neuf C160 Transall et trois C130 Hercules arrivèrent en quelques heures sur l'aéroport d'Abidjan dans la nuit du 25 au 26 janvier.



La décision de constituer un GTO avait été précédée d'une phase de planification, associant, entre autres, un noyau dur de navigants spécialistes des opérations aériennes et aéroportées. La première mission ordonnée en appui de l'opération *Serval* a quitté Abidjan le samedi 26 janvier, moins de quatre heures

après l'installation du GTO dans les locaux du PCIAT (poste de commandement interarmées de théâtre) mis à disposition par la force Licorne.

Entre le 26 et le 31 janvier, l'activité a été continue, de jour comme de nuit. Le bilan des opérations menées au départ d'Abidjan: 280 heures de vols dont un tiers de nuit, plus de 1000 passagers et près de 200 tonnes de fret transportés, plus de 250 parachutistes et 80 tonnes de fret largués.

Les avions de transport tactiques restant à N'Djaména et Libreville ont également participé de manière active à ces actions d'appui et de soutien à l'opération *Serval*.

Selon les étapes, il était fréquent pour l'équipage de devoir décharger à la main les tonnes de fret transporté. Le temps d'une escale nocturne au Mali et la soute des C160 et C130 s'est parfois transformée en hôtel de fortune.

Le C160 R86, après cette mission, est parti d'Abidjan vers Orléans pour un ultime voyage, avant d'entrer en chantier de retrait de service (RDS), mi février. Un beau final pour sa carrière aéronautique que cet ultime mission où, en l'espace de quelques jours, sa soute a résonné au chant des militaires africains de la MISMA (mission internationale de soutien au Mali) et du bruit sourd des chaussures des légionnaires.

Droits : © Armée de l'air

Expérimentation franco-italienne à Mont-de-Marsan

Mise à jour : 13/02/2013 10:23

Du 29 au 31 janvier 2013, le centre d'expériences aériennes militaires (CEAM) de Mont-de-Marsan a réalisé une étude relative aux capacités de ravitaillement en vol des avions de chasse de l'armée de l'air française par le nouveau ravitailleur KC 767 de l'armée de l'air italienne.



Cette expérimentation qui s'est déroulée sur la base aérienne 118 de Mont-de-Marsan a accueilli pendant trois jours le ravitailleur italien et son équipage du 14th Wing/8th Squadron (escadron d'essai et de validation) italien.

Après des essais de compatibilité au sol, supervisés par l'équipe de marque ravitaillement en vol 2/330, un vol de 3 heures 30 a pu être réalisé, permettant de valider le ravitaillement des trois types d'appareils français Mirage F1, Mirage 2000 et Rafale. L'ensemble des pods du

ravitailleur ont été utilisés lors de différentes phases de vol de jour, en crépusculaire et de nuit.

Le professionnalisme de l'ensemble du personnel français et italien a très largement contribué au succès de cette mission.

Droits : © Armée de l'air

Préparation opérationnelle à la Courtine pour le 25e RGA

Du 23 janvier au 6 février 2013, le 25^e régiment du génie de l'air (RGA) a réalisé sa préparation opérationnelle au camp de la Courtine, dans la Creuse. Deux semaines intenses pour parfaire les fondamentaux du combattant et s'entraîner aux missions défensives.



Au cours de leur entraînement, les sapeurs du 25^e RGA ont pratiqué le tir de combat, la mise en œuvre d'explosifs dans le cadre de la réalisation d'abatis réels ainsi que le tir à la mitrailleuse de calibre 12,7. Les infrastructures de ce camp national tels que le polygone « explo », le village de combat, le parcours « Bull Dog » et autres bivouacs leurs ont donné l'opportunité de consolider leurs savoir-faire. De plus, la rusticité et les conditions climatiques hivernales de la Corrèze donnent un cadre idéal et optimisent cette mise en situation désormais

traditionnelle.

La période s'est achevée par un rallye de groupe de 72 heures non-stop. Différentes équipes de combat ont alors parcouru 40 kilomètres en affrontant une série d'épreuves préparées par les moyens opérationnels du régiment. Comme l'a rappelé le chef de corps à l'occasion de la « galette réparatrice », il s'agit de l'une des deux seules occasions (avec Sainte Barbe) où celui-ci peut s'adresser à l'ensemble des sapeurs du régiment, avant que les compagnies ne repartent remplir leurs missions aux quatre coins du monde.

Composé de soldats de l'armée de terre, le 25^e RGA est rattaché organiquement et fonctionnellement à la brigade aérienne d'appui à la manœuvre aérienne du commandement du soutien des forces aériennes de l'armée de l'air. Le régiment est expert dans la dépollution pyrotechnique de zone (anti-IED) et la construction de pistes ou d'aires de stationnement aéronautiques. Il a aussi une capacité très recherchée d'étude et de préparation des terrains sommaires pour avions tactiques. Il entretient ses savoir-faire du génie aéronautique en appuyant toutes les opérations aériennes de l'armée de l'air.

Droits : © Armée de l'air

L'armée pas impliquée dans un voyage privé pour les 60 ans de la Patrouille de France

Romandie, (©AFP / 08 février 2013 19h26)



Paris - L'armée de l'air a indiqué vendredi qu'elle n'était associée en aucune manière à l'organisation d'un voyage privé à bord d'un Airbus autour de la commémoration du 60^e anniversaire de la Patrouille de France, qui fait l'objet d'une campagne de publicité.

Plusieurs communiqués à caractère commercial parus dans des journaux régionaux prétendent organiser l'affrètement exceptionnel d'un Airbus A320 au départ d'Orly vers les bases aériennes de Dijon et Salon de Provence le 15 mars, afin de célébrer les 60 ans de la Patrouille de France, écrit le service de communication de l'armée de

l'Air dans un communiqué.

L'armée de l'air tient à préciser qu'elle n'est aucunement associée à cette démarche privée à caractère commercial et à la diffusion de communiqués s'y référant. Aucune manifestation de ce type n'a été autorisée sur les bases aériennes de Dijon et de Salon de Provence, souligne-t-elle.

Elle rappelle qu'elle célébrera officiellement les 60 ans de la Patrouille de France à Salon de Provence les 25 et 26 mai.

Les publicités en question sont notamment parues dans la presse départementale d'Ile de France.

d) - Gendarmerie Nationale

. / . / . / . / . / . / .

e) – Service de Santé

Service de Santé des armées: a fait mieux mais peut faire encore plus

Ligne de Défense, 12.02.2013



Conclusion du rapport de la Cour des Comptes de ce mois consacré au SSA (pour accéder à l'ensemble du rapport cliquer [ici](#)).

En octobre 2010, la Cour avait publié un rapport intitulé « médecins et hôpitaux des armées ». Ce rapport formulait quatorze recommandations. La Cour préconisait de réduire le coût de la formation des personnels médicaux et de la rendre plus pertinente, d'améliorer l'efficacité et le suivi du soutien santé en opérations extérieures, de mieux utiliser le temps des médecins d'unité et de réduire

le déficit des hôpitaux militaires.

Deux ans plus tard, la Cour fait un bilan de santé:

Du mieux. Le coût de la formation des praticiens a été réduit et la part militaire de cette formation a été accrue ; les médecins d'unité participent davantage aux gardes d'urgence ; la coopération entre hôpitaux militaires et civils a été améliorée et la contribution budgétaire du ministère de la défense au financement hospitalier a été réduite de 15 % en trois ans, grâce à une amélioration de l'activité et de la productivité des hôpitaux.

Les efforts pour réduire le déséquilibre financier des hôpitaux marquent, toutefois, le pas. Aussi, le service réfléchit-il actuellement à un nouveau projet de service qui concerne ses deux activités :

- s'agissant des hôpitaux d'instruction des armées, ce projet vise une plus large coopération avec l'ensemble des secteurs de la santé publique et les agences régionales de santé, une spécialisation renforcée de chaque hôpital afin de bénéficier d'économies d'échelle et d'obtenir

de meilleurs résultats ; pour y parvenir, il prévoit aussi d'accorder une autonomie accrue aux directeurs des hôpitaux, tant que la mission opérationnelle de soutien des forces n'est pas en cause ;

- s'agissant de la médecine d'unité, les médecins devraient voir leur activité augmentée et recentrée sur les soins et la pratique des urgences en les faisant participer à l'offre de soins en direction de la population locale non militaire. La Cour invite le service de santé à rationaliser et à spécialiser ses structures tout en augmentant l'activité médicale qui constitue son cœur de métier. Des progrès sont encore possibles en matière de coopération avec les acteurs du système civil de santé et passent notamment par une plus grande liberté d'action laissée, au niveau local, aux hôpitaux militaires.

La Cour formule les recommandations suivantes :

1. poursuivre le redressement des comptes des hôpitaux d'instruction des armées, en améliorant leur articulation avec les autres acteurs de la santé publique ;
2. donner davantage d'autonomie aux directeurs des hôpitaux, dans le respect du contrat opérationnel fixé par l'état-major des armées ;
3. augmenter l'activité de soins et d'urgence des médecins d'unité en leur faisant soigner des patients extérieurs aux armées, sur le modèle des hôpitaux militaires, voire en réduisant le nombre de médecins ;
4. poursuivre les efforts en matière de réduction des coûts de la formation en regroupant à Lyon l'école d'infirmiers et l'école de praticiens ;
5. accélérer autant que possible la mise en place d'un suivi des délais d'évacuation des blessés et la facturation aux militaires et à leurs ayants droit des soins ne relevant pas du service.

Le SSA présenté aux autorités de l'Éducation nationale

Mise à jour : 11/02/2013 16:32 - Auteur : BCISSA - Direction : DCSSA

Le Service de santé des armées (SSA) a eu les honneurs du Trinôme académique d'Aix-Marseille, qui regroupe des décideurs de l'Éducation nationale, des armées et de l'IHEDN, le mercredi 6 février 2013, à la base aérienne 115 d'Orange.



Le Trinôme académique d'Aix-Marseille, regroupant recteur, inspecteurs, proviseurs et chefs d'établissements de l'Éducation nationale, autorités des armées et membres de l'IHEDN, s'est réuni le 6 février pour assister à des conférences de présentation du SSA, à la demande du général gouverneur militaire de Marseille, officier général de la zone de défense Sud.

Les participants ont découvert un service de santé des armées riche de trois cent ans d'histoire, son organisation actuelle, l'activité des neuf hôpitaux militaires et celle de l'institut de recherche biomédicale des armées. Le [soutien médical aux armées lors des opérations extérieures](#) a été illustré par plusieurs interventions sur la prise en charge des blessés en Afghanistan, depuis le poste médical au sein

des unités de combat jusqu'au rapatriement dans un hôpital militaire de métropole par [l'avion MORPHEE](#), en passant par l'hôpital médicochirurgical de Kaboul. La prise en charge par les psychiatres et les psychologues du SSA des [états de stress post-traumatiques](#) n'a évidemment pas été oubliée.

Le trinôme académique a pour mission de dispenser à l'ensemble des responsables du système éducatif un enseignement à la Défense sous forme de conférences, séminaires, débats ou visites d'installations militaires.

Droits : © Service de santé des armées.

9 – France : Armements & Industries

Les exportations françaises d'armement en baisse

Elles s'élèvent à cinq milliards en 2012.

Le délégué général pour l'armement (DGA) Laurent-Collet Billon a annoncé ce matin que le montant des exportations françaises d'armement en 2012 se situerait autour de cinq milliards. Le chiffre définitif ne sera pas connu avant avril ou mai. Selon lui, ce résultat *"en baisse"* - même s'il [ne constitue pas une surprise](#) - *"n'est pas satisfaisant"*. Il était de 6,5 milliards en 2011, de 5 en 2010, de 8 en 2009 et de 8,5 en 2008 - soit une baisse de 25% par rapport à la moyenne des quatre dernières années.

Or l'objectif stratégique du gouvernement est que le volume des exportations d'armement se situe au même niveau que celui des commandes de l'Etat à l'industrie (6,3 milliards en 2012).

L'année 2012 n'a pas été marquée par de grands contrats à l'exception de la vente missile air-air Mica à l'Inde par MBDA, de corvettes Gowind (DCNS) à la Malaisie et de matériels terrestres à l'Arabie saoudite. La zone Asie-Pacifique représente plus de 40% du marché et le Golfe 16%.

Le DGA espère évidemment une meilleure année 2013, avec évidemment la signature du contrat Rafale en Inde. Interrogé sur les transferts de technologie désormais exigés par les clients, Laurent Collet-Billon a expliqué que *"transfert rime avec effet pervers si vous ne continuez pas à innover"*. Et de conclure que *"l'avenir passe par l'expertise technologique"*, citant l'antenne active du Rafale, le poste de radio Contact (Thalès) qui verra travailler 2000 personnes en France, le missile de croisière naval ou le missile sol-air Aster.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mercredi 13 Février 2013 à 14:36

20 % de commandes en moins de la Défense vers l'industrie

L'Usine Nouvelle, Par Hassan Meddah - Publié le 14 février 2013, à 11h44

© EMA / Armée de l'air

Si les livraisons de matériel pour l'armée française ont fortement augmenté en 2012, les commandes vers l'industrie ont chuté



significativement passant de 8 milliards à 6,4 milliards d'euros.

Pour les industriels de la défense, 2012 c'est l'histoire du verre à moitié vide ou à moitié plein. Selon que l'on se focalise sur les livraisons ou les commandes, chacun pourra ou se satisfaire ou s'inquiéter. En effet, selon le dernier rapport annuel de la DGA (Direction générale de l'armement), les livraisons de matériel auprès des forces françaises se sont accélérées en 2012 tandis que les engagements pris auprès des industriels ont chuté fortement.

"En 2012, dans le cadre de l'effort national de réduction de la dette publique, nous avons été amenés à réduire nos commandes sur l'équipement des armées", a reconnu Laurent Collet-Billon, le délégué général à l'armement, lors de la présentation du rapport annuel de la DGA. Le niveau des commandes reculent de près de 20 % passant de 8 milliards à 6,4 milliards d'euros, au plus bas depuis 2008.

Eads, Thalès et Dcns, plus gros fournisseurs des armées

Les principales commandes passées l'an dernier concernent le système de radio numérique tactique Contact au profit de Thales, l'adaptation de deux sous-marins nucléaires (le Triomphant et le Téméraire) au missile M51 ainsi que l'arrêt technique majeur du porte-avion Charles de Gaulle pour effectuer des mises à niveau au profit essentiellement de DCNS, des études de faisabilité pour une nouvelle version du Rafale (standard F3R) et sa nacelle de désignation de cible laser, le système de communication militaire par satellite Comcept pour passer de l'imagerie...

Paradoxalement, les livraisons en 2012 sont restées à un niveau soutenu : livraison de 11 Rafale dont le premier de série équipé du radar à antenne active, 100 véhicules blindés de combat (VBCI), le navire BPC Dixmude ainsi que la première frégate multimissions Aquitaine, l'équipement du 10 000e soldat Félin, les cinq premiers hélicoptères NH90 Caiman...

"Les paiements vers l'industrie ont été extrêmement élevés en 2012. Les montants s'élèvent à près de 11 milliards d'euros au total. C'est pratiquement 10 % de plus que l'année précédente. C'est un effet mécanique des contrats passés il y a quelques années qui visent à rééquiper les forces de manière moderne", a précisé le délégué général à l'armement.

Hormis le CEA, premier contractant avec la DGA, EADS, Thales et DCNS sont les plus gros fournisseurs des armées pour un montant de 1,5 milliard d'euros de chiffre d'affaires chacun. Dassault et Safran sont à quelques longueurs derrière avec un chiffre d'affaires supérieur à 900 millions d'euros.

Qui bénéficie du budget de la défense ?

C'est un camembert intéressant et assez inattendu [qu'à livré la DGA](#), en dévoilant ce matin ses résultats : celui des bénéficiaires de ses paiements (10984 MEUR en 2012). Le premier est le... CEA, avec 1724 MEUR, suivi de Thales (1547 MEUR), EADS (1550 MEUR répartis entre Astrium, 622 MEUR, Eurocopter, 382 MEUR, Airbus, 236 MEUR, Cassidian, 125 MEUR, GDI, 14 MEUR) et DCNS (1320 MEUR). Dassault n'émarge qu'en 5e place, à 928 MEUR, suivi de Safran (916 MEUR), MBDA (600 MEUR), Nexter (500 MEUR), le CNES (244 MEUR), RTD (134), Panhard (61 MEUR, désormais intégré à Panhard), BAE Systems (50). Le reste n'est pas détaillé, pour un total de 1199 MEUR.

Publié par mamouth leader à [2/13/2013 06:06:00 PM](#)

Rencontre franco-britannique à Bourges

Mise à jour : 13/02/2013 15:40

Le Chef d'état-major de l'armée de terre français, le général d'armée Bertrand Ract Madoux, et son homologue britannique, le Chief of General Staff, Sir Peter Wall, se sont rendus à Bourges vendredi 8 février à l'invitation de la Direction générale de l'armement (DGA).



L'objectif était la présentation du programme franco-britannique de canon et de munitions de 40mm télescopées (40CTCA). Ce déplacement a été l'occasion de réaffirmer l'importance de ce programme pour la France et le Royaume-Uni.

Le général de brigade Patrick Etienne, représentant l'autorité militaire locale, et le lieutenant-colonel Bruno Charles, commandant en second de la base aérienne 702 d'Avord ont accueilli les deux chefs d'état-major sur la BA702 d'Avord.

Les deux chefs d'état-major et leurs délégations se sont fait présenter le programme 40CTCA dans les locaux de la société CTA International.

L'ingénieur général de l'armement Marc Berville les a ensuite reçus pour une démonstration du 40CTCA sur une position de tir de DGA Techniques terrestres. Une présentation du Véhicule blindé de combat d'infanterie (VBCI) leur a également été faite.

A l'issue, les deux autorités ont rallié la BA702 d'Avord à bord d'un VBCI.

Sources : DGA , Droits : Armée de Terre

EADS : comment Denis Ranque s'est retrouvé candidat à la présidence du conseil sans avoir rien demandé

Copyright Reuters0



La Tribune, Michel Cabirol | 07/02/2013, 06:05

L'ancien PDG de Thales est le favori pour succéder à Arnaud Lagardère à la présidence du conseil d'administration d'EADS. Pourtant, le management du géant européen avait initialement fait un appel du pied à Philippe Camus.

Quelle ironie de l'histoire... Si tout se passe bien, Denis Ranque, l'ancien PDG de [Thales](#) qui ne demandait rien à personne, sera propulsé fin mars à la tête du conseil d'administration d'[EADS](#), au moment où le groupe Lagardère s'éloigne définitivement du géant européen. Et dans ce cas, Denis Ranque sera amené à dialoguer certainement avec le nouveau patron du groupe électronique, Jean-Bernard Lévy... un ancien de la maison Lagardère. Le monde de la défense et de l'aéronautique est finalement... tout petit. L'ancien patron de Thales, qui a abandonné tous ses mandats avant de prendre une année sabbatique pour réaliser un tour du monde à la voile, a dû être très surpris d'être sollicité par le président exécutif d'EADS, Tom Enders, au cours de son expédition - il est actuellement aux Caraïbes. Ce dernier l'a convaincu d'accepter. Car Denis Ranque, semble-t-il, "s'est senti gêné par le fait qu'il s'est opposé par deux fois au rachat de Thales par EADS", explique une source à "La Tribune". C'était en 2004, puis 2005. Du coup, il va interrompre la fin de son tour du monde.

Camus favori d'EADS, Lauvergeon soutenue par Paris

A ce jour, Denis Ranque est le favori pour succéder à Arnaud Lagardère à la tête du conseil d'administration d'EADS. Le sera-t-il encore lors de l'assemblée générale extraordinaire convoquée fin mars ? Les cartes peuvent toujours être rebattues. Elles l'ont déjà été. Car initialement, la direction du groupe européen avait pensé à Philippe Camus, un historique de chez Lagardère, qui avait de plus coprésidé le géant européen entre 2000 et 2005. Mais l'ex-patronne d'[Areva](#), Anne Lauvergeon, soutenue par l'Etat, notamment le président François Hollande, a senti la menace que représentait la candidature, légitime aux yeux du management d'EADS, de Philippe Camus. "Atomic Anne" est donc sortie du bois le week-end dernier en jouant son va-tout.

Ce qui a eu pour effet de mettre EADS en ébullition : l'Etat français n'a-t-il pas signé un accord sur l'indépendance d'EADS en décembre ? Or dès janvier, il tente d'imposer Anne Lauvergeon à la tête de son conseil. Elle n'est pas encore proposée au conseil d'administration, qu'elle fait déjà grincer les dents au sein du groupe aéronautique. Le conseil d'administration d'EADS est souverain, insistait-on lundi au sein du groupe, après le coup de force de l'ex-patronne d'Areva. Et de rappeler que Paris a accepté la nouvelle gouvernance du groupe, qui est censée réduire l'influence des Etats dans la gestion du groupe ainsi que dans ses décisions stratégiques. "L'Etat français n'est pas au conseil d'EADS, donc il ne nomme, ni n'élit personne à la présidence du conseil", faisait-on valoir.

Camus et Lauvergeon se neutralisent

Pour Philippe Camus, président de l'équipementier [Alcatel-Lucent](#), l'histoire malheureusement se répète. Une fois de plus, les politiques lui ont barré la route. Le ministre de l'Economie, Pierre Moscovici, a été très clair fin janvier pour écarter sa candidature : "Je crois que M. Camus a beaucoup à faire chez Alcatel", avait-il affirmé. Résigné, EADS cède. Philippe Camus, qui a reçu de nombreux témoignages de soutien au sein d'EADS, se retire. Le groupe ne pouvait pas s'aliéner un de ses clients majeurs, l'Etat français, mais en revanche, il refuse de se laisser imposer Anne Lauvergeon. C'est une question de principe, et il le fait savoir. L'Etat français, lui, doit rétro-pédaler. Rappelant qu'Anne Lauvergeon constitue "un excellent choix, notamment au regard de ses compétences industrielles", Matignon, qui précise que le gouvernement reste "très favorable" à cette nomination, convient toutefois que "ce sera au conseil d'administration (d'EADS, ndlr) de trancher". Les deux camps se séparent sur un match nul : Philippe Camus, qui n'a finalement pas été proposé au conseil, et Anne Lauvergeon se sont neutralisés.

C'est ainsi qu'entre en scène la troisième personnalité : Denis Ranque. L'ancien PDG de Thales, libre, n'est initialement candidat à rien, sinon à un siège au conseil d'un groupe enfin libéré de l'influence des Etats. Après avoir passé quelque 10 ans à la tête de Thales jusqu'à 2008, il est, comme Philippe Camus, un fin connaisseur des arcanes des industries de l'aéronautique et de la défense. Il a toujours entretenu de bons rapports avec Tom Enders en particulier et avec les Allemands d'EADS en général. Ces derniers ne l'ont-ils par aidé dans le passé à contrer les raids du géant européen, lancés par le clan français d'alors (Philippe Camus, puis Noël Forgeard). Denis Ranque, qui a participé à une fête de la bière à Munich à l'invitation de Tom Enders et Manfred Bischoff (alors coprésident non exécutif d'EADS), a réussi la gageure d'organiser des réunions communes aux deux comités exécutifs de Thales et EADS pour travailler sur certains dossiers. De quoi lui donner une légitimité aux yeux des Allemands...

Thales : une réorganisation « apaisement »

FOB, Par: Guillaume Belan 8 fév, 18:22



La réorganisation tant attendue de Thales par son nouveau PDG, Jean-Bernard Lévy arrivé fin décembre, a été présentée hier aux représentants du personnel. Ce projet, qui devrait être approuvé dans les semaines qui viennent, « est le reflet de la stratégie de Lévy, avec deux grandes ambitions : le développement et la performance ». On pourrait en ajouter une troisième : l'apaisement social.

Une organisation « rééquilibrée »

Loin d'une révolution de l'ère Vigneron, il s'agit plutôt d'une évolution de l'organisation du groupe français, qui effectue un rééquilibrage entre les pays et les divisions, qui deviennent d'ailleurs « activités mondiales ». Alors que Vigneron avait limité le rôle des divisions à une politique produit, Lévy leur redonne une responsabilité commerciale. Ces activités mondiales, auparavant au nombre de 7 passent à 6 : il s'agit de la fusion des ex-divisions « Opérations aériennes » et « Défense terrestre » qui deviennent : « Systèmes Terrestres et Aériens ». En clair, il s'agit d'avoir une stratégie plus cohérente sur les systèmes de missiles.

Auparavant organisé par « zones », le traitement des pays est dorénavant beaucoup plus souple, adapté à leur importance : Pascal Sourisse, se retrouve en charge du développement de Thales dans les pays émergents (Asie, Afrique, Amérique Latine, Russie...) avec pour objectif de muscler la présence de Thales dans ces nouveaux marchés.

Ensuite on trouve une gestion commune des pays européens (hors France, Allemagne et Royaume-Uni) sous la responsabilité de Patrice Caine. Enfin pour ceux qui bénéficient d'une présence « thalésienne » significative (en clair les clients plus importants : France, Allemagne, Royaume-Uni, Etats-Unis, Canada, Australie et Pays-Bas) : chacun d'eux se retrouve sous la supervision d'un membre du Comité exécutif (COMEX), la France étant sous la houlette du PDG lui-même.

Traduction : traitement différencié par pays et les plus importants ont directement accès au COMEX.

Et les Ressources Humaines ?

Le point noir qui avait créé tant de tensions entre les salariés et Luc Vigneron est en cours de règlement : un nouveau Directeur des RH sera nommé. Mais pour ce poste important, Jean-Bernard Lévy prend son temps pour choisir le candidat. D'ici là, c'est lui-même qui assure en direct cette responsabilité.

Le Comité exécutif

L'homme fort de « l'organisation Lévy », c'est bien Patrice Caine, véritable second du PDG, en charge à la fois de la Direction Générale Opérations et Performance et également de la zone Europe.

Pascal Sourisse, candidate à la succession de Vigneron se trouve confortée, elle est au Comité exécutif en charge du Développement international. Un challenge.

Philippe Logak est un nouvel arrivant. Auparavant chez SFR, son avantage : il connaît bien le milieu politique, ayant officié dans plusieurs cabinets ministériels.

Également nouveau, Roland Mihail, nommé Conseiller du Président. Il fera bénéficier le nouveau PDG de son expérience dans la presse (Le Point, Figaro, Europe 1, Capital...).

Le COMEX enfin s'internationalise avec le Britannique Alex Cresswell, en charge de la division Défense terrestre et Opérations Aériennes.

Jean-Bernard Lévy opère donc de vraies ouvertures, et si l'organisation n'est pas bouleversée, c'est une présidence bien différente de celle de Vigneron qui s'annonce.

Défense : Bull, le petit groupe qui monte, qui monte face à Thales et EADS



Le PDG du groupe Bull, Philippe Vannier Copyright Reuters

La Tribune, | 12/02/2013, 15:27 - Michel Cabirol

C'est un petit contrat en valeur (quoique) mais il vaut cher en terme d'image pour Bull. Le groupe informatique a gagné face à Thales et EADS un contrat portant sur la livraison d'un système

d'information opérationnel pour l'armée de Terre d'une cinquantaine de millions d'euros.

Ce contrat va très certainement agiter le petit monde de la défense, notamment chez [Thales](#) et [EADS](#), habitués à se partager les systèmes d'informations du ministère de la Défense. Mais [Bull](#), expert des systèmes d'information sécurisés pour les infrastructures et les applications critiques, a réussi cette fois-ci à bousculer une hiérarchie bien établie en signant un contrat portant sur la livraison d'un système d'information opérationnel (SIO) pour l'armée de Terre d'une cinquantaine de millions d'euros, selon des sources concordantes. Le contrat doit être notifié cette semaine, voire en fin de mois, à Bull (1,3 milliard d'euros de chiffre d'affaires et 9.000 employés), qui obtient là un premier succès dans ce domaine, par la direction générale de l'armement (DGA). Le groupe doit annoncer ses résultats 2012 ce jeudi.

Interarmisation

La mutualisation poussée entre les niveaux haut (stratégique et opératif) et bas (tactique) ayant montré ses limites, l'option retenue a consisté à réaliser un SIO de niveau haut en intégrant dès le départ la logique de mutualisation du système d'information des armées (SIA), et à porter l'effort sur le niveau bas en réalisant un SIO bas unique pour les niveaux tactiques, préfigurant le futur système d'information et de combat Scorpion. Le programme SIA constitue l'aboutissement d'une démarche de rationalisation et d'interarmisation qui vise à optimiser l'efficacité des systèmes des armées : coûts d'acquisition et de possession nettement réduits, interopérabilité intégrale, simplification de l'utilisation des systèmes. Il s'articule autour d'un socle technique commun interarmées (STC-IA).

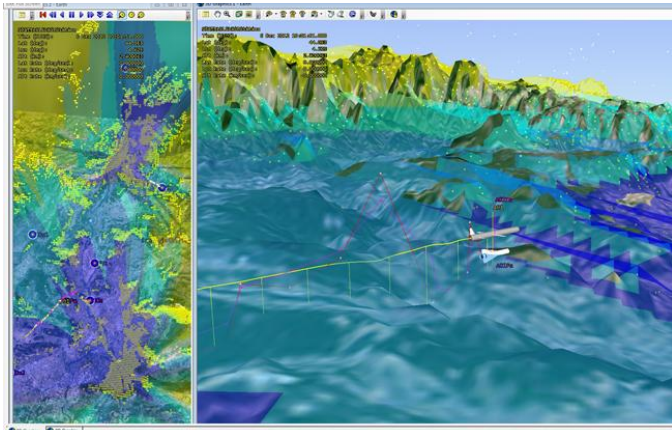
Le ministère de la Défense avait déjà fait récemment confiance à Bull pour industrialiser sa chaîne de conception-réalisation des systèmes d'information, réalisés en interne comme en externe et contribuer à la rationalisation du système d'information, d'administration et de gestion (SIAG) exploité par le ministère. "Notre appel d'offres comportait plus de 400 exigences. Bull a fait l'offre la plus ouverte et a montré sa volonté de travailler en partenariat avec le ministère de la Défense pour développer une solution 'industrielle' sur-mesure, un élément déterminant pour nous", avait précisé du directeur du CPSIAT, le colonel Breuille, cité dans le communiqué de Bull.

A la chasse au missile caché

Usine Nouvelle, Par Thierry Lucas - Publié le 11 février 2013, à 11h04 - **Thierry Lucas**

Repérer un missile caché derrière des montagnes, détecter un flux de données anormal sur un réseau informatique : une question de traitement de l'information. Deux démonstrations vues aux Thales Research Days.

Pistage radar a basse altitude



Que peut faire un opérateur radar quand l'objet qu'il suit disparaît brusquement de son écran, parce qu'il vole trop bas ou qu'il est dissimulé par un relief ? La question peut-être cruciale si l'objet en question est un aéronef hostile, ou un missile qui vole à 1000 m/s... La division Défense de Thales, dans une étude prospective pour l'armée de l'air, a développé des algorithmes qui utilisent au mieux les informations disponibles pour continuer à suivre malgré tout l'objet. Dès que la détection est perdue, le système fait des hypothèses sur les

trajectoires possibles de l'aéronef, en tenant compte de sa vitesse, de la cartographie du terrain, et de ses cibles potentielles. La corrélation entre ces hypothèses et des signaux éventuellement détectés par d'autres radars permet de sélectionner l'hypothèse la plus viable, et de continuer à pister le missile.

Cartographie automatique de systèmes d'information

Un système informatique n'est pas aussi mouvant qu'un champ de bataille, mais tenir à jour la cartographie des serveurs, réseaux, postes et périphériques, est une tâche plutôt ardue. La division Sécurité de Thales s'est attelée au problème, et a mis au point un outil de cartographie automatique du système d'information. Son originalité : il est entièrement passif, car il se contente de recueillir les informations disponibles (logs de connexion, flux de données...). Un traitement mathématique des informations permet de reconstituer l'architecture du système informatique à un instant donné. Une donnée précieuse pour les administrateurs du système. En fait, c'est un véritable outil de cyber sécurité, car il permet aussi d'analyser les risques, et de détecter des comportements anormaux, les attaques, les flux de données vers l'extérieur...



Rafale : le PDG de Dassault Aviation Eric Trappier confiant en Inde



Copyright Reuters¹

La Tribune, M.C., avec l'agence AFP | 07/02/2013, 10:16

Les négociations du contrat du siècle sur la vente de 126 Rafale se poursuivent sereinement. "En termes d'accords industriels, on a fait plus de la moitié du chemin", a assuré

le nouveau PDG de Dassault Aviation, Eric Trappier, à l'AFP.

Le PDG de [Dassault Aviation](#), Eric Trappier, espère conclure cette année la vente de 126 avions de combat Rafale à l'armée de l'air indienne. "L'idéal serait de signer en 2013", a déclaré Eric Trappier à l'AFP lors du salon aéronautique militaire, qui s'est ouvert mercredi à Bangalore. La longueur des négociations, ouvertes après que l'Inde a retenu le Rafale fin janvier 2012 contre son concurrent européen, le Typhoon du consortium Eurofighter, ne l'émeut pas. Selon des informations de "La Tribune", [Dassault Aviation vise une signature cet été](#). Eric Trappier accompagnera le président François Hollande les 14 et 15 février à New Delhi où ce contrat évalué par certains experts à 12 milliards de dollars et d'autres évoquent un contrat de 18 milliards d'euros, sera évoqué mais pas signé. Les contrats d'armement en Inde prennent souvent de longues années à aboutir. "En Inde, on n'a pas la maîtrise du temps, a expliqué un industriel établi de longue date dans le pays. Le ministère de la Défense est chroniquement incapable de dépenser son budget en raison de la lenteur des procédures".

"Plus de la moitié du chemin"

"Ce n'est pas choquant que ça prenne un peu de temps", a expliqué Eric Trappier car ce contrat sera exécuté sur 15 et 20 ans. Après les 18 premiers exemplaires, construits en France, les suivants seront assemblés en Inde. Des accords de licence doivent donc être passés avec des partenaires indiens pour tous les équipements et 20 à 30 sociétés indiennes seront impliquées dans le contrat. "En termes d'accords industriels, on a fait plus de la moitié du chemin", a assuré le nouveau PDG de Dassault Aviation. Eric Trappier, qui a pris ses fonctions en janvier, a confirmé que les négociateurs indiens parlaient déjà de commandes au-delà des 126 premiers appareils. D'après des sources proches des négociations, ils évoquent trois tranches supplémentaires pour porter le total à 189 appareils. "C'est pour prévenir qu'il peut y avoir des lignes d'assemblages longues", a-t-il expliqué. Les Indiens veulent ainsi s'assurer que Dassault continuera à produire et moderniser le Rafale pendant des décennies.

L'Indien Reliance participera au programme

Le maître d'oeuvre de l'assemblage en Inde sera Hindustan Aeronautic Limited (HAL), un conglomérat d'entreprises publiques. Mais l'avionneur français a fait monter dans l'accord le groupe privé Reliance, un des plus gros du pays, avec lequel il a créé une co-entreprise. Reliance entrera ainsi dans le domaine de l'aéronautique militaire, et Dassault aura un partenaire qui lui permette d'opérer légalement en Inde. "HAL va faire beaucoup, Reliance va faire un peu", a indiqué Eric Trappier sans dévoiler la nature de la contribution industrielle de Reliance.

Sérénité de Dassault Aviation

Le patron de Dassault peut se montrer d'autant plus serein sur la conclusion du contrat, le premier du Rafale à l'exportation, que les dirigeants indiens multiplient les signes encourageants. Le ministre de la Défense A.K. Antony, a assuré mercredi qu'il n'était "pas question" que les restrictions budgétaires à venir pour la défense affectent le programme du Rafale. A.K. Antony a assuré que ses subordonnés s'efforçaient d'éviter tout risque de faute professionnelle. "Nous voulons, a-t-il dit, accélérer ce processus et avoir un contrat propre". Dans le même temps, le ministre a indiqué que le contrat finalisé devrait passer par "six ou sept niveaux" de vérifications avant d'être soumis au ministère des Finances et au comité ministériel de sécurité nationale. "Les

bons vins français mettent du temps à parvenir à maturité, il en est de même pour les bons contrats", avait déclaré le ministre des Affaires étrangères Salman Khurshid en visite à Paris en janvier.

L'Inde confirme des progrès dans les discussions autour du Rafale

L'Usine Nouvelle, Par Elodie Vallerey - Publié le 14 février 2013, à 10h39



© Dassault Aviation

Le Président François Hollande est arrivé en Inde le 14 février pour une visite officielle de deux jours. Accompagné d'une ribambelle de chefs d'entreprises français, le chef de l'Etat a assuré qu'il contribuerait à faire avancer certains dossiers industriels cruciaux pour la France.

Les questions sur la vente du Rafale n'ont pas manqué lors de la conférence de presse conjointe de François Hollande et du Premier

ministre indien, Manmohan Singh, le 14 février.

"Les discussions sur le contrat sur le MMRCA (avion de combat multirôle) progressent bien", a confié le Premier ministre indien aux journalistes.

Des progrès également constatés par le Président français : *"Le Premier ministre (indien) et moi-même avons constaté des progrès dans la discussion et j'ai bon espoir que nous pourrions parvenir à la conclusion".*

"On n'est pas là pour signer des contrats mais pour faire avancer des dossiers", a expliqué l'Elysée à L'Usine Nouvelle. En effet, ni la vente du Rafale ni le contrat pour construire deux EPR à Jaïtapur ne seront finalisés à l'occasion. Côté français, on souligne que l'armée indienne n'a pas l'habitude de signer ses grands contrats lors de visites d'Etat.

Les négociations du contrat MRCA pour la livraison de 126 Rafale à l'armée indienne, entamées début 2012, sont loin d'être achevées.

Présent au salon Aero India le 7 février, N.A.K Browne, le chef d'état-major de l'armée de l'air indienne, a assuré que le projet était *"sur de très bons rails"*. *"Si tout va bien, nous serons en position de signer le contrat avant la moitié de l'année"* (2013), a-t-il confirmé à l'AFP. *"Nous espérons qu'au moins d'ici avril-mai, le Comité de négociations du contrat (CNC) aura terminé son travail pour que (le contrat) puisse aller au ministère des Finances, où il sera examiné avant d'aller au gouvernement pour un accord final"*, a-t-il précisé.

Elodie Vallerey

Le VBCI de Nexter est encore en course au Danemark



Zone Militaire, 12 février 2013 – 20:16

L'été dernier, le ministère danois de la Défense avait lancé la compétition pour trouver un remplaçant à son blindé de transport de troupe M113, entré en service dans les années 1960. Les besoins ont été estimés entre 206 et 450

véhicules, la cible la plus probable étant de 360 engins, déclinés en 6 versions différentes.

La particularité de cet appel d'offres danois est qu'il est ouvert aussi bien aux véhicules à roues qu'à chenilles. Comme quoi, même à Copenhague, il y a des débats qui restent difficiles à trancher.

Quoi qu'il en soit, le ministère de la Défense vient de rendre public les industriels retenus pour la dernière phase de la compétition. Pour les véhicules chenillés, le CV-90 Armadillo de BAE Systems Hagglunds, l'ASCOD de General Dynamics European Land System et le G5 de FFG Flensburger ont été retenus.

Concernant les véhicules à roues, seulement deux industriels ont passé la première étape : Mowag/General Dynamics avec le Piranha 5 et le Véhicule Blindé de Combat d'Infanterie (VBCI) de Nexter. Exit donc l'ARTEC Boxer et le Patria AMV.

Les cinq blindés encore en lice devraient être évalués dans les mois à venir, voire même d'ici quelques semaines. Le vainqueur final devrait être connu en 2014. A moins qu'il y en ait deux, si jamais le Danemark décide de couper la poire en deux entre les deux types de véhicules.

Deux "Grizzly" vus dans le ciel catalan

Le 08 février à 18h28 | Mis à jour il y a 23 heures



Photos Dominiqu

"Grizzly", c'est le petit nom affectueux que donnent encore les passionnés d'aviation au nouvel avion de transport militaire A400M. Cet Airbus qui s'appelle en réalité "Atlas" a profité du terrain de jeux offert par l'aéroport de Perpignan-Rivesaltes les jours de Tramontane, afin d'effectuer quelques essais.

Dès 15 h, c'est le "Grizzly" immatriculé EC 402, qui a subi une batterie de mesures au sol, orchestrée par deux techniciens. Avant l'arrivée de l'"Atlas" EC 404,

qui, selon les témoins a effectué une série notable d'approches avec remise de gaz, sans contact avec la piste.

L'A400M dans l'armée de l'air ? "Inch allah" dit le DGA



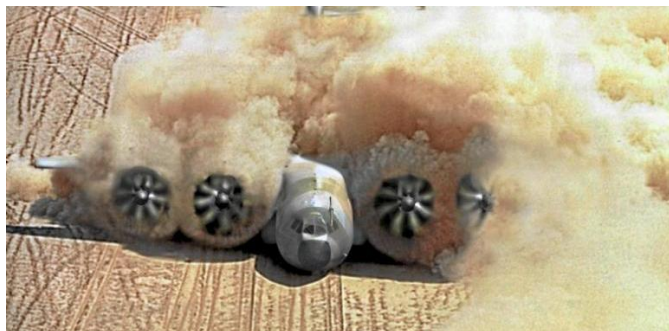
Photo (Airbus military) : le premier A400M aux couleurs de l'armée de l'air.

Interrogé sur la livraison prochaine par Airbus des premiers avions de transport A400 M, le délégué général pour l'armement Laurent Collet-Billon s'est montré très prudent, lors d'une rencontre avec la presse. *"On verra si Airbus est capable de nous livrer les A400M qui vont bien. Trois avions sont théoriquement prévus à partir de mai. Inch allah !"* Le DGA mise sur le Salon

du Bourget, qui se tient en juin prochain, pour motiver l'industriel. Quand aux éventuelles pénalités financières en cas de retard, il juge que le système européen - qui régit le contrat - n'est pas satisfaisant : *"c'est indubitablement une faiblesse"*.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mercredi 13 Février 2013 à 14:58

Défense : Airbus va signer le premier contrat de soutien de l'A400M



Décollage d'un A400M sur un terrain sommaire Copyright Reuters

La Tribune, Michel Cabirol | 13/02/2013, 07:15

Airbus Military va signer cette semaine le contrat de soutien des premiers A400M destinés à l'armée de l'air française. Un contrat d'une durée de 18 mois, qui servira de laboratoire au contrat

de soutien global des appareils français et britanniques.

On time... Après des mois de négociations et quelques bras de fer avec la direction générale de l'armement (DGA), Airbus Military va enfin signer cette semaine avec l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAr) le contrat de soutien des premiers A400M destinés à l'armée de l'air française. Un contrat d'une durée de 18 mois, qui servira de laboratoire au contrat de soutien global des appareils français et britanniques. C'est le patron d'Airbus Military, Domingo Ureña-Raso, qui signera le contrat.

A l'automne, la DGA et Airbus Military se chipotaient. A l'époque, le Délégué général pour l'armement (DGA), Laurent Collet-Billon expliquait que "l'industriel pense pouvoir obtenir la certification civile au mois de janvier, puis la certification et la qualification militaire deux mois après mais notre estimation est qu'il lui faudra plus de temps. Nous disons à l'industriel que nous ne pouvons pas accepter l'avion sans cette certification militaire et sans une proposition de soutien qui soit financièrement raisonnable. Il y a donc un petit bras de fer entre lui et nous, mais qui se résoudra le moment venu, entre gens raisonnables". Aujourd'hui ce n'est plus le cas, le ciel est dégagé à Séville pour la signature du contrat.

Certification civile en février ?

Le délégué général pour l'armement, Laurent Collet-Billon, avait également rappelé qu'il était "important de livrer le premier appareil en 2013 à l'armée de l'air française pour qu'elle puisse commencer à former des équipages et à planifier des pré-capacités opérationnelles. Le premier A400M devrait être opérationnel en juin 2013". Selon nos informations, la certification civile pourrait être obtenue d'ici à la fin du mois de février, voire début mars, et la certification militaire fin mars, début avril.

L'A400M, financé par sept pays européens (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Luxembourg et Turquie) a connu quatre ans de retard et des dépassements de coûts de 6,2 milliards d'euros, soit environ 10 % du coût total du programme. Les pays participants ont accepté en 2011 après d'âpres négociations de revoir le contrat initial, et de partager les surcoûts avec [EADS](#), la maison mère d'Airbus.

Ocean Eagle 40 : CMN lance un nouveau trimaran de surveillance maritime

Mer & Marine, 08/02/2013



crédits : CMN

C'est le dernier-né des bâtiments militaires des Constructions Mécaniques de Normandie, qui espère bien le vendre rapidement à plusieurs marines. Baptisé Ocean Eagle 40, il s'agit d'un trimaran destiné aux missions de surveillance et d'intervention maritime (lutte contre la piraterie, le terrorisme et les trafics illicites, soutien aux opérations spéciales, recherche et sauvetage...), mais aussi de renseignement. Pour développer ce nouveau design, les ingénieurs de CMN sont partis d'un besoin opérationnel exprimé par

certaines marines, désireuses de se doter d'un patrouilleur rapide disposant d'une très forte autonomie. Deux caractéristiques difficiles à faire cohabiter sur une plateforme aux dimensions limitées, soit une quarantaine de mètres de long. Partant d'un audit réalisé auprès des militaires, CMN a travaillé sur un design très innovant, adoptant une coque trimaran, étudiée avec un expert mondial de cette architecture. Pour gagner du poids, le chantier cherbourgeois a également opté pour une coque en matériaux composites, plutôt qu'en aluminium. Ce choix permet aussi d'améliorer la résistance, sachant que l'Ocean Eagle 40 bénéficie d'une protection balistique. Afin d'obtenir les performances et la fiabilité désirées, les ingénieurs se sont aussi inspirés, dans certains cas, de technologies issues du secteur aéronautiques, jusqu'ici étrangères au milieu naval.

30 nœuds, 5000 milles d'autonomie, un drone et des commandos

Il en résulte un bâtiment compact long de 40 mètres et large de 17 mètres, capable d'atteindre 30 nœuds, avec une autonomie de 5000 milles à vitesse économique, ce qui est considérable compte tenu du gabarit de la plateforme. L'autonomie en vivres est de 7 jours pour un équipage limité à seulement 7 marins, avec des logements supplémentaires pour 8 personnes. Ces « passagers » peuvent, par exemple, être des commandos. L'Ocean Eagle 40 est, en effet, en mesure de soutenir et servir de base à des opérations spéciales. A cet effet, il peut mettre en œuvre une embarcation rapide de 9.5 mètres installée à l'arrière et mise à l'eau au moyen d'une rampe. Le bâtiment se caractérise aussi, grâce à son architecture en trimaran, par sa très vaste plateforme, conçue pour le déploiement d'un drone aérien de surveillance de la classe 300 kg, par exemple le Camcopter S-100 de Schiebel.



L'Ocean Eagle 40 (© : CMN)

Cet engin est arrimé sur le pont et recouvert, lorsqu'il n'est pas en action, par un dispositif de protection contre l'environnement (eau, sel...) Côté armement, le patrouilleur est doté d'un canon télé-opéré de 20mm ou 30mm situé au dessus de la timonerie, une configuration testée avec succès par CMN sur l'intercepteur de 15 mètres DV15 RWS. Afin d'obtenir une couverture à 360 degrés, deux mitrailleuses de 12.7mm manuelles sont disposées de chaque bord de la

plateforme, à l'arrière. Elles sont démontables afin de pouvoir laisser l'aire d'appontage et de décollage totalement libre lors des manœuvres du drone.

Importantes capacités de renseignement



L'Ocean Eagle 40 (© : CMN)

On notera que le bâtiment est également doté de moyens de guerre électronique, notamment un intercepteur de communications, lui permettant de réaliser des missions de renseignement. Il dispose aussi, en plus de ses capacités radar de navigation et de surveillance, d'un système électro-optique complétant les moyens de détection. A cela s'ajoute une liaison de données par satellite permettant d'envoyer vers la terre ou d'autres navires des images, des vidéos et des informations tactiques. L'ensemble est interfacé avec un système de

combat (CMS) et un système de navigation intégré (INS). On notera que l'ensemble des consoles permettant de gérer les senseurs, l'armement et les communications se trouvent en passerelle. « L'Ocean Eagle offre un compromis optimal entre la performance et l'autonomie. C'est, par excellence, un patrouilleur rapide multifonctions répondant aux besoins des marines et garde-côtes souhaitant se doter d'un nouveau concept de navire offrant d'importantes capacités d'intervention et de renseignement aérien par drone », explique CMN, qui dévoilera officiellement ce nouveau design à l'occasion des salons IDEX et NAVDEX, se déroulant à Abu Dhabi du 17 au 21 février. Mais, d'ores-et-déjà, le constructeur aurait reçu pour l'Ocean Eagle 40 un intérêt marqué de la part de ses clients privilégiés, qui ont évidemment eu la primeur de découvrir ce concept.

Communications satellitaires à très haut débit: 221 millions d'euros pour Astrium

Ligne de Défense, 13.02.2013



Le ministère de la Défense a signé un contrat de 17 ans, avec [Astrium](#) et son partenaire Actia Sodelec pour la mise en oeuvre des communications satellitaires à très haut débit des forces armées.

Valeur totale finale (H.T.) de ce contrat: 221 360 500€ selon [l'avis](#).

Ce contrat, baptisé Comcept, permettra aux forces armées d'échanger à partir du second semestre 2014, des données, des vidéos, et des communications téléphoniques en technologie IP (internet protocol), en opérations à l'extérieur et sur le territoire national.

Le contrat prévoit à terme 660 stations au sol. Les vingt premières stations ont été commandées en décembre. Comcept sera complémentaire de l'actuel réseau de satellites *Syracuse* des armées françaises. Il utilisera le satellite franco-italien Athena-Fidus, fabriqué par Thales Alenia Space (co-entreprise du français Thales et de l'italien Finmeccanica) et qui doit être lancé cette année, et les capacités de transmission de satellites commerciaux.

Quand parler de la coiffe mène à l'externalisation de la fonction habillement

Ligne de Défense, 13.02.2013



Combien coûte un tricorne interarmées? 22,00€. Une casquette armée de l'air? 26,58€. Une casquette marine nationale? 27,35€. Un bonnet de police? 5,20€. Un écusson (dga, ssa, sea, sid, sca, cga, apm)? 4,90€.

Il ne s'agit pas d'un quizz. Juste des chiffres donnés dans [un avis publié au BOAMP](#) (bulletin officiel des annonces des marchés publics) du 29 janvier.

L'avis de marché portait sur "la fabrication de tricorne interarmées, de casquette d'uniforme interarmées, de coiffe blanche pour tricorne

interarmées, de coiffe blanche pour casquette d'uniforme interarmées et écussons de casquette d'uniforme et de tricorne interarmées - confection de bonnet de police type commissaire des armées et type armée de l'air en croisé laine polyester".

Ce marché d'une valeur de 941 372,87€ comportait quatre lots. Le premier (202 000€) a été attribué à [Chapeaux de France](#) (Avenue de la gare, 11190 Montazels), le 4e à [BBA](#) qui appartient au groupe [Marck](#) (Zi la maladrerie, 72340 La chartre sur le loir); les lots 2 et 3 ont été attribués à [Hassing bv](#) (Melkrijder 13, NL-3861sg Nijkerk) pour un total de 386 112€.

Cet avis m'a rappelé que l'externalisation de la fonction habillement est toujours en projet.

Ce dossier est désormais à l'étude chez le ministre de la Défense. Un dossier qui va déboucher d'abord sur un choix entre l'externalisation de la fonction ou son maintien en régie rationalisée optimisée (RRO), puis, si le premier cas est retenu, sur le choix d'un prestataire.

Dans son [avis du 22 novembre 2012](#), le Sénat rappelle

- que "la fonction habillement du ministère de la défense est, de par son organisation et ses volumes de stocks, génératrice de surcoûts importants par rapport aux meilleures pratiques en vigueur dans le monde économique",
- et que "les leviers d'optimisation envisagés pour l'externalisation et la régie rationalisée sont similaires : réduction des stocks (déjà ramenés pour l'habillement de 1 080 millions d'euros en 2008 à 800 millions d'euros en début d'année 2012, pour un objectif de 600 millions d'euros en octobre de la même année), concentration du stockage, de la maintenance et de la distribution, mise en place d'un système d'information logistique uniforme et performant."

Quatre groupements sont sur les rangs si le choix se porte sur l'externalisation:

- 1) un groupement baptisé "Griffes Défense" rassemble la société INEO support Global (groupe GDF-Suez) et une douzaine de sociétés dont BBA et La Calaisienne (groupe Marck), Eminence, Saint-James, TDV,
- 2) Un groupement mené par Veolia (avec Armor Lux),
- 3) un autre autour de Daher (qui se refuse à communiquer sur les appels d'offres en cours),

4) un groupement français mené par la société TFN Affrètement et Logistique, filiale du groupe Atalian, spécialiste des métiers de la logistique. Dans ce groupement se trouvent comme membres à part égale, la société canadienne Logistik Unicorp et le groupe Mulliez-Flory, industriel du textile français, un des leaders dans les domaines de l'uniforme et des vêtements professionnels.

10 – Le Monde : Modernisations & Equipements

Hollande en Inde pour finaliser d'importants contrats

L'Expansion.com avec AFP - publié le 11/02/2013 à 09:41

Le président français sera en Inde dès jeudi, accompagné de nombreux chefs d'entreprises. L'occasion de finaliser d'importants contrats, même s'il est assuré qu'aucun ne sera signé pendant le voyage.



François Hollande aura fort à faire lors de sa visite en Inde dès jeudi. Des contrats primordiaux dépendent de celle-ci.

REUTERS/Philippe Wojazer

François Hollande se rendra en Inde, le jeudi 14 février prochain, pour une visite d'Etat de 48 heures à forte teneur économique et commerciale. Paris espère bien finaliser prochainement une série d'importants contrats avec New Delhi sur [le Rafale](#), une centrale nucléaire ou les transports en commun.

Pas moins d'une soixantaine de PDG et de dirigeants d'entreprises accompagneront le chef de l'Etat français parmi lesquels ceux de Dassault, Thales, Areva, Veolia, Lafarge, LVMH, Sanofi, EADS ou Arianespace mais aussi le président de la SNCF ou le directeur général du CEA. Cinq ministres dont les portefeuilles reflètent les priorités de la visite seront aussi du voyage: Laurent Fabius (Affaires étrangères), Jean-Yves Le Drian (Défense), Nicole Bricq (Commerce extérieur), Geneviève Fioraso (Enseignement supérieur et Recherche) et Frédéric Cuvillier (Transports).

Dassault, Areva et Alstom pour rattraper le retard français

Dans sa relation avec l'Inde qui pourrait devenir la troisième puissance mondiale à l'horizon de 2030, la France espère combler, en partie du moins, le retard qu'elle accuse sur l'ancienne puissance coloniale britannique ou l'Allemagne. Ses échanges commerciaux bilatéraux restent déficitaires et peinent à décoller. Aucun contrat commercial ne devrait cependant être signé lors de cette visite. Eric Trappier, PDG de Dassault Aviation, espère conclure avant la fin de l'année [la vente de 126 Rafale](#) à l'armée de l'air indienne. Evaluée à 12 milliards de dollars, elle marquerait le premier succès à l'exportation pour l'avion de combat français [après une longue série de déboires](#). "Les choses vont assez vite, on espère que le contrat pourra être conclu dans les meilleurs délais possibles, mais ce ne sera pas à l'occasion de cette visite", confirme-t-on de source diplomatique française.

Idem en matière de nucléaire civil. [L'industriel Français Areva](#) négocie avec l'Inde la construction de deux réacteurs EPR à Jaïtapur, à 400 kilomètres au sud de Bombay. En janvier, le ministre indien des Affaires étrangères Salman Khurshid avait parlé d'une négociation parvenue à "un stade très avancé". Mais de source française, on se dit tout juste "raisonnablement optimiste" sur la conclusion prochaine de ces négociations "complexes". D'autres entreprises françaises sont en lice pour d'importants projets, en particulier dans le domaine du développement urbain durable, telle Alstom qui s'intéresse au métro de Bangalore.

La France appuie l'Inde malgré leurs différends

Lors de ses entretiens politiques avec les dirigeants indiens jeudi à New Delhi, François Hollande devrait par ailleurs insister sur le "souci constant de la France" de voir l'Inde jouer un rôle plus central sur la scène internationale, souligne-t-on encore de source française. Paris soutient la candidature de New Delhi à un siège de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies mais aussi un accès "aussi complet que possible" de l'Inde à l'énergie nucléaire civile en dépit de sa situation particulière, puissance nucléaire militaire de fait, non signataire du TNP.

En coulisses Valérie Trierweiler, la compagne de François Hollande, recevra finalement les égards dus aux épouses des chefs d'Etat, au prix d'un assouplissement du rigoureux protocole indien

Une entente entre Pratt & Whitney et le Pentagone permet de réduire le coût du F-35

45em Nord, Posté par [Jacques N. Godbout](#) le 08/02/2013 à 12:02



Le turboréacteur à postcombustion F135 développé par Pratt & Whitney et destiné à propulser les Lockheed Martin F-35 Lightning II (Photo : Pratt & Whitney, Canada)

Après un an de négociations, Pratt & Whitney, le motoriste du F-35 de Lockheed Martin, est arrivé à une entente avec le Pentagone qui permettra le réduire encore le coût de l'avion de chasse, qui, comme on le sait, est le programme d'achat le plus coûteux de la Défense américaine.

Lockheed est, certes, le maître d'oeuvre du projet, mais le gouvernement achète les moteurs séparément: l'entente pave donc la voie à la production d'un cinquième lot de F-

35.

Le chef du bureau du programme du F-35 au Pentagone, le lieutenant-général Chris Bogdan, se référant à la baisse de prix consentie par le motoriste, a déclaré qu'il appréciait «l'engagement de tous à réduire le coût du programme. »

L'accord auquel sont parvenu le motoriste et la Défense américaine la semaine dernière après plus d'un an de négociations, prévoit des baisses de prix d'environ 20 millions par avion.

On se rappelle que le Pentagone avait accordé à Pratt en décembre un contrat préliminaire de 1,12 milliard de dollars pour 30 moteurs, plus de 9,5 millions de dollars qui ont été ajoutés à

l'avant-contrat en août 2012 pour deux autres moteurs. L'entente de principe intervenu maintenant couvre 29 moteurs destinés aux trois modèles de F-35, ainsi que les pièces de rechange.

Un porte-parole de Pratt & Whitney, Mathew Bates, a souligné pour sa part que le motoriste avait déjà consenti des baisses de 1,5 million \$ par unité en 2011 et de 1,4 millions \$ par unité en 2012, Matthew Bates.

La société assumera également tous les risques pour les dépassements de coûts, a précisé M. Bates.

Le fabricant de l'avion, Lockheed, est parvenu lui aussi à une entente avec le ministère américain de la Défense et à entamer la production du cinquième lot de chasseurs à son usine de Fort-Worth, au Texas. Le constructeur serait aussi parvenu à un accord préliminaire pour une sixième lot.

L'entente de principe du pentagone avec le motoriste Pratt & Whitney, quant à elle, comprend 22 moteurs de propulsion classiques pour les modèles destinés à l'Air Force, trois pour les STOL, les avions à décollage et atterrissage court destinés au Corps des marines, et sept pour les F-35 à décollage vertical destinés à la marine américaine.

En plus des moteurs, l'accord couvre le soutien technique, de soutien et de pièces de rechange. Le programme du F-35, le plus coûteux du ministère américain de la Défense, devrait coûter quelque \$ 396 milliards si la Défense fait finalement construire les 2 400 avions prévus au cours des deux prochaines décennies.

Le F-35 a été co-développé par les États-Unis et huit partenaires étrangers – Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, la Turquie, le Canada, l'Australie, le Danemark et la Norvège. En outre, des contrats d'achat ont été signés par Israël et le Japon.

Pendant ce temps

Pendant ce temps, Bloomberg [rapporte ce 8 février](#) que le Pentagone reviendra au concept initial en ce qui a trait à l'équipement de sécurité du chasseur F-35, une analyse ayant révélé que la suppression de la roue pour alléger l'appareil rendait l'avion plus vulnérable aux tirs ennemis.

L'équipement de sécurité en question, retiré en 2008, pèse environ 43 livres (20 kg) Il comprend une soupape destinée à arrêter l'écoulement de liquide inflammable.

Une analyse par ordinateur l'an dernier a déterminé que la vulnérabilité aux incendies qui pourraient être allumés par des tirs ennemis ou des fragments de missiles était augmentée de 25 pour cent si non retirait l'équipement de sécurité pour alléger l'appareil.

« Si l'avion est touché, il sera 25 pour cent plus vulnérable aux incendies à bord » et surtout « plus vulnérables que les plus vieux appareils qu'il remplace », a déclaré à Bloomberg Jennifer Elzea, une porte-parole du bureau des tests du Pentagone.

Par ailleurs, au moment où le Canada étudie toutes les options pour le remplacement de ses chasseurs CF-18, le vice-président de Lockheed Martin, Steve O'Bryan, a déclaré dans une entrevue à une chaîne canadienne de journaux jeudi 7 février qu'il est confiant que le F-35 va s'imposer comme le meilleur avion de combat pour remplacer les CF-18.

«Je suis à 100 pour cent sûr que le F-35 peut répondre aux besoins du Canada», a-t-il dit dans cette entrevue, ajoutant qu'il ne voulait pas pour autant spéculer sur l'issue de l'examen que fait le Canada des options de remplacement de ses chasseurs vieillissants.

Russie: le véhicule blindé Tigre-M équipera l'armée au premier semestre 2013



Véhicule blindé Tigre-M - © Photo public domain

14:30 10/02/2013, MOSCOU, 10 février - RIA Novosti

Le véhicule blindé Tigre-M sera adopté par l'armée russe au cours du premier semestre de l'année 2013, a déclaré le porte-parole de la Compagnie militaro-industrielle (VPK) Sergueï Souvorov.

"Il est prévu que le Tigre-M, version améliorée du véhicule blindé Tigre, soit officiellement adopté par l'armée russe au cours du premier

semestre 2013", a indiqué le porte-parole.

Ce dernier a précisé que le blindé à roues avait subi des tests d'Etat et qu'à la demande du commanditaire le constructeur améliorerait sa capacité de résistance aux mines.

D'après Sergueï Souvorov, la production en série, notamment de la version export, avait déjà été lancée. Parmi les pays importateurs du Tigre-M figurent le Brésil, la République démocratique du Congo, la Guinée et l'Uruguay.

Capable de transporter jusqu'à 10 hommes de troupe entièrement équipés, le blindé Tigre-M à roues pèse 5.300 kg et offre la capacité de charge utile de 1.500 kg. Sa vitesse maximale varie entre 125 et 140 km/h. Le blindage et le système de protection contre les armes nucléaires, chimiques et biologiques du Tigre-M ont été renforcés, par rapport à la version précédente.

Missiles S-400: carnet de commandes plein jusqu'en 2021



Le système de missiles sol-air russe S-400 (archive)

© RIA Novosti. Valery Melnikov, 15:02 13/02/2013, **MOSCOU, 13 février**

Les pays souhaitant acheter le [système de missiles sol-air russe S-400](#) sont prêts à en attendre la livraison jusqu'en 2021, a annoncé mercredi à Moscou le PDG de l'exportateur

d'armes russe Rosoboronexport, Anatoli Issaïkine.

"La file d'attente des pays désireux d'acquérir des systèmes S-400 s'étend jusqu'en 2020-2021", a-t-il déclaré aux journalistes.

M. Issaïkine a également fait savoir que la Russie menait des négociations avec une dizaine de pays sur la livraison d'[avions d'entraînement et de combat Yak-130](#).

"Des négociations sont aussi en cours avec six pays sur la livraison du sous-marin Amour-1500 équipé d'un système de propulsion anaérobie (AIP)", a indiqué le patron de Rosoboronexport.

Selon lui, plusieurs pays souhaitent acheter des hélicoptères russes, notamment des [Ka-52 Alligator](#), des Mi-35 et des [Mi-28N](#) surnommés "night hunters".

Le S-400 Triumph (code Otan: SA-21 Growler) est un système de missiles sol-air de grande et moyenne portée destiné à abattre tout type de cible aérienne: avions, drones et missiles de croisière hypersoniques.

11 – Rubriques divers (Conférences, Sports, etc . . .)

Faire-part de naissance au 1er Régiment de Tirailleurs

Zone Militaire, 9 février 2013 – 13:55



Messaoud IV, avec son maître-bélier, en janvier 2013

Le 1er Régiment de Tirailleurs (RTir) d'Epinal est doté d'équipements FELIN (Fantassin à équipements et liaisons intégrés) et de Véhicules Blindés de Combat d'Infanterie (VBCI). C'est donc une unité moderne.

Mais la modernité, fort heureusement, n'empêche pas les traditions. Et dans les forces armées, ces dernières sont très importantes. Ainsi en est-il au 1er RTir, pourtant recréé le 1er mai 1994, lors du cinquantenaire de la Libération et en hommage aux tirailleurs algériens, marocains, et tunisiens.

Ainsi, le 1er RTir est le seul régiment de l'armée de Terre à porter le croissant d'or sur fond bleu ciel surmonté des trois chevrons de l'armée d'Afrique. Mais il est aussi connu pour sa "nouba" (c'est à dire sa fanfare) et ses musiciens portant une tenue traditionnelle (chéchia, sarouel, guêtres, ceinture à la turque, veste "bleu tirailleur", gilet) ainsi que pour sa mascotte.

D'autres régiments ont un animal fétiche. Au 17e Régiment du Génie Parachutiste (RGP), c'est un aigle appelé Bac-Kan. Au 2e Régiment Etranger d'Infanterie (REI), c'est un mulet répondant au nom de Tapanar.

Quant au 1er RTir, sa mascotte est un bélier, animal qui symbolisait, pour les tirailleurs nord-africains, les qualités du guerrier (puissance, combativité, détermination, virilité) et qui est censé apporter la "baraka", c'est à dire la chance, au combat.

La première mascotte du 1er RTir s'appelait Mabrouk el-Djounoud (le porte bonheur des combattants). Il a été suivi ensuite par Messaoud I, II et III. Et le 4e du nom va bientôt prendre sa retraite après 7 ans passés à représenter le régiment.

Mais que l'on se rassure, il y aura un successeur puisque Mabrouka, la "compagne" de Messaoud IV, vient de donner naissance à Messaoud V, qui prendra donc le relais en 2014, à l'issue d'une année de dressage avec le caporal-chef Neumann, le maître-bélier du régiment. Les tirailleurs attendaient cet heureux évènement depuis 2 ans.

Cette information peut prêter à sourire. Mais les mascottes régimentaires, au même titre que d'autres traditions, sont une part de l'identité d'une unité et témoignent de leurs valeurs fondamentales. Sans Messaoud et sa Noubia, le 1er RTir perdrait sans doute une partie de son âme.

Lycée naval et école des mousses de Brest ouvrent leurs portes le 16 février

Ligne de Défense, 12.02.2013



Le samedi 16 février, le Lycée naval et l'Ecole des mousses ouvrent leurs portes.

Le Lycée naval accueille 340 élèves et étudiants. Il comprend d'une part, les classes de secondaires, de la seconde à la terminale (S et ES), et d'autre part, les classes préparatoires aux grandes écoles. L'accès au secondaire s'effectue après un contrôle des connaissances commun avec les autres lycées de défense. L'encadrement quotidien des élèves et étudiants est assuré par des officiers marins, du personnel détaché de l'Education nationale. En décembre 2011, le Lycée naval a été

labellisé « internat d'excellence ».

L'Ecole des mousses a rouvert ses portes en 2009. Véritable école du savoir-être, elle accueille, de septembre à juillet, environ 160 jeunes garçons et filles de 16 à 17 ans. A l'issue de cette année de formation militaire et maritime, les « apprentis marins », s'ils ont obtenu des résultats satisfaisants, se voient remettre leur brevet de mousse. Ils partent alors en « formation élémentaire métier » et signent un contrat de 4 ans comme quartiers maîtres et matelots de la flotte.

Pratique: centre d'instruction naval de Brest, avenue de l'Ecole navale, 29200 Brest, de 10h à 17h (dernière entrée à 16h). Se munir d'une pièce d'identité.

La Marine nationale récompensée pour sa campagne de recrutement



Mise à jour : 13/02/2013 16:19

Le 12 février 2013, lors de la soirée de remise des Grands prix de la créativité 2012, la Marine nationale a reçu le prix de bronze dans la catégorie «Dispositif/annonce de recrutement» pour sa campagne de recrutement. Cette soirée était organisée par l'ACCE (Agence Conseil en Communication pour l'Emploi).

La campagne de communication de recrutement de la Marine «Et si vous étiez marin sans le savoir» a été conçue avec l'agence Conseil en Communication Havas Worldwide Paris.

Retrouvez cette campagne dès lundi 18 février et jusqu'au 10 mars à la télévision, sur Internet, ou encore en affichage dans les métros, les gares, etc.

La Marine recrute et forme 3000 marins par an. Pourquoi pas vous?

Sources : © Marine nationale

Concourir au Trophée "Civisme et Défense"2013: tous les détails

Ligne de Défense, 11.02.2013



Le Trophée « Civisme et Défense » est destiné à récompenser les meilleures réalisations de citoyenneté et solidarité entre la société civile et les armées. Il est organisé chaque année par l'Association « Civisme Défense Armée Nation ».

L'Association « Civisme Défense Armée Nation » , loi de 1901, reconnue d'intérêt général, organise, annuellement, quatre grands évènements

- le Trophée « Civisme et Défense »,
- le Trophée national des Entreprises citoyennes,
- le Prix européen « Civisme, Sécurité et Défense »
- ainsi que le Colloque international de KLINGENTHAL.

Les principaux domaines, concernés par ce trophée, sont les suivants :

- Information et éducation à la Défense,
- Action à caractère social,
- Travail sur la mémoire,
- Actions concrètes favorisant le lien entre les armées et la société civile.

Le concours est ouvert à tout Français et toute personne morale (organisation, collectivité, association, fondation, entreprise, unité et état-major militaires, ainsi qu'aux établissements d'enseignement publics ou privés (écoles, collèges, lycées, universités) ...) domiciliés en métropole ou dans les DROM-COM, voire à l'étranger.

Le règlement détaillé, le dossier de candidature ainsi que le palmarès 2012 peuvent être téléchargés à partir du [site du CIDAN](#). La date limite de dépôt des candidatures en version électronique et papier a été fixée au vendredi 10 mai 2013. Le dossier de candidature peut être téléchargée [ici](#).

L'équipe Enduro de l'armée de Terre a 18 ans !

Mise à jour : 12/02/2013 11:27

L'armée de Terre et la fédération française de motocyclisme (FFM) ont renouvelé leurs liens pour l'année 2013. Ce partenariat a été scellé pour la 19^e fois le 6 février 2013 par la signature d'une convention, à Paris, au ministère de la Défense, 18 ans après la création de l'équipe enduro de l'armée de Terre.



La convention 2013 a été signée sous le patronage du colonel Bruno Lafitte, chef du service d'information et de relations publiques de l'armée de Terre (SIRPA Terre), en présence de M. Jacques Bolle (président de la FFM), M. Philippe Thiebaut (directeur technique national), du colonel Guillaume Santoni (chef de corps du 503^e régiment du train) et de l'adjudant Bessaudou (chef de l'équipe Enduro de l'armée de Terre).

18 années de passion

C'est en 1995 que l'État-major de l'armée de Terre (EMAT) décide de créer une équipe enduro, avec des motocyclistes du 602^e régiment de circulation routière (602^e RCR) de Fontainebleau.

Le but : défendre les valeurs d'engagement, dépassement de soi, cohésion, à travers un sport particulièrement exigeant qui se rapproche des missions confiées aux motocyclistes de l'armée de Terre et de l'arme du train en particulier. En partenariat avec la FFM, l'équipe d'enduro de l'armée de Terre-FFM (EEAT-FFM) a été officiellement créée il y a maintenant 18 ans.

L'équipe est composée de 4 pilotes et 5 mécaniciens, soldats sous contrat, et encadrée par 2 sous-officiers d'active et d'un entraîneur de la FFM. Très rapidement, les résultats sont là, au niveau national et international.

De **jeunes pilotes de bon niveau** rejoignent l'équipe. La rigueur et le professionnalisme de la structure mise en place par le régiment, et la grande compétence et l'expérience de l'entraîneur sélectionné par la FFM, font progresser rapidement ces pilotes. Ils portent haut les couleurs de l'armée de Terre souvent au très haut niveau international.

Alors rattaché au 517^e régiment du train (517^e RT), en 2012, l'équipe rejoint le 503^e RT à Nîmes-Garons, doté d'une capacité motocycliste militaire.

Droits : Armée de Terre 2013

Dossier : la reconversion des militaires

Mise à jour : 08/02/2013 14:50

Redoutée ou attendue, la reconversion est la dernière étape de la carrière de militaire. Un cap à franchir qui se prépare, notamment par le biais de Défense Mobilité, et qui marque l'entrée dans une nouvelle vie. Retrouvez bientôt nos témoignages de militaires et de recruteurs.



S'il est parfois difficile de franchir le pas, la reconversion est un passage obligé pour un bon nombre de militaires. Elle se prépare, se réfléchit et permet également d'avoir une nouvelle vie, de réaliser de nouveaux rêves.

« A un moment donné, il faut renoncer à la vie militaire qui est une vie particulière. Il y a un peu un passage à vide quelques mois après avoir quitté l'armée [...] c'est ce qu'on appelle un passage dépressif [...] comme si on devait faire

le deuil d'une vie qui avait été très intense, très forte, pour se réadapter à autre chose » - Marc d'Anselme, ancien commandant de la 4e brigade aéromobile devenu psychologue.

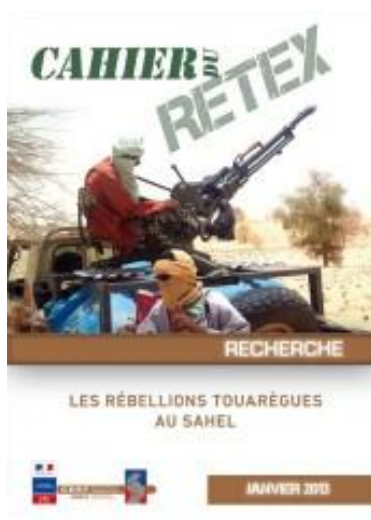
>>> Plus de contenu et de témoignages la semaine prochaine..

Sources : TIM 241 , Droits : Armée de Terre 2013

12 – Livres & Publications

Un Cahier RETEX consacré aux rébellions touarègues au Sahel

Ligne de Défense, 10.02.2013



Voici une centaine de pages qui arrivent à point. Le dernier Cahier RETEX du Centre de doctrine et d'emploi des forces vient de paraître. Il est consacré aux rébellions touarègues au Sahel. Il a été écrit par Mériadec Raffray sous la direction de Rémy Porte. L'animateur du blog [Guerres-et-conflits](#) et organisateur des Cafés historiques de la Chouette signe d'ailleurs un court texte qu'il titre "L'essentiel pour le lecteur pressé".

N'en déplaise à l'excellent Porte, il faut poursuivre la lecture et découvrir le travail non moins excellent de Mériadec Raffray qui aborde sous l'angle historique ces rébellions du Sahel dont le dernier avatar a des relents terroristes.

Pour lire ce texte de référence (pdf), il suffit de cliquer sur l'image ci-dessus

"Gagner une guerre aujourd'hui": 20 auteurs planchent sur la réussite du recours à la force armée

Ligne de Défense, 09.02.2013

Le colonel Stéphane Chalmin, actuel chef de corps du Centre militaire de formation professionnelle de Fontenay-le-Comte (Vendée), a dirigé la rédaction d'un ouvrage collectif sorti chez Economica, sous le titre *Gagner une guerre aujourd'hui*.



"Je souhaitais répondre à certaines questions que je me posais depuis quelques temps, sur la difficulté de gagner une guerre", explique le colonel Chalmin qui a enseigné la tactique au CSEM avant de rejoindre la Vendée. "J'ai donc adressé un courrier de quatre pages et suggéré des pistes de réflexion à des experts militaires et civils. L'idée, c'était d'analyser un paradoxe: les armées gagnent des batailles mais les résultats diffèrent des objectifs fixés par les différentes parties. C'est une façon de questionner le rôle de l'Etat qui dispose d'un outil mais dont la volonté finale reste fluctuante. Pour qui, pourquoi nous battons-nous? Au final, les guerres donnent l'impression de ne pas pouvoir être gagnées".

Cet ouvrage est divisé en cinq grandes parties: "L'impuissance de la puissance militaire", "La nature des opérations a profondément changé", "Un environnement bouleversé", "Une légitimité remise en question", "Les acteurs doivent s'adapter pour obtenir la victoire".

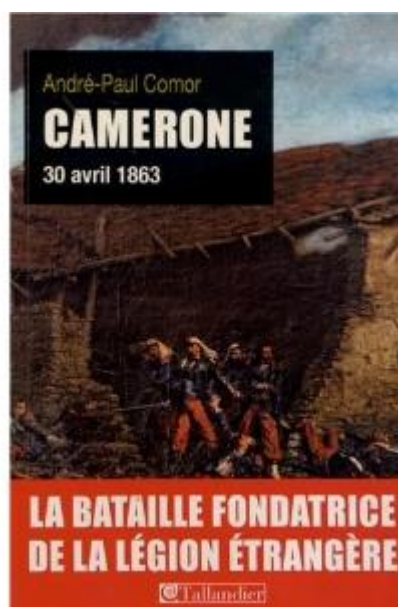
Une vingtaine d'auteurs y ont contribué dont le général Thonier (ancien patron de la 9e BIMA et chef d'Artémis en Ituri) qui se penche sur les opérations françaises en Afrique (un sujet on ne peut plus actuel).

Parmi les autres contributeurs, citons: Raymond Boudon "L'introuvable patrie", Dominique Venner "L'avenir de la guerre et des armées", Louis Gauthier "Le front moral de la guerre", Jacques Sapir "Les démocraties savent-elles encore gagner les guerres ?", Joseph Henrotin "Gagner par l'artefact ? Le rôle de la technique dans la victoire", Jean-Sylvestre Montgrenier "Les défis d'un monde polycentrique et déséquilibré", Michel Goya "La France peut-elle encore gagner une guerre ?", Antonin Tisseron "La place des guerres urbaines"...

Gagner une guerre aujourd'hui, Economica, 192 pages, 23 €.

Camerone, d'André Paul Comor

dimanche 10 février 2013, Publié par [Ainsi va le monde !](#) à 09:00



Je devais avoir dix ou onze ans. A cette époque, mon père qui me racontait souvent sa Légion - me parlant systématiquement du prince Aage de Danemark et d'Amilakvari ainsi que d'hommes anonymes qu'il côtoya durant ses seize années passées en Afrique du nord et en Indochine- prononça le nom de Camerone. Ce lieu m'avait intrigué. Je crois lui avoir demandé de répéter. Il me dit de m'asseoir et lui, par habitude peu disert, m'expliqua la campagne du Mexique, le combat de la 3ème compagnie du régiment étranger, la résistance forcenée des légionnaires, Danjou, sa main...J'avais, je m'en souviens, manifesté beaucoup d'intérêt. « Nous irons à Aubagne, un 30 avril pour que tu comprennes » me proposa-t-il. Nous ne le fîmes jamais. J'oubliais. Jusqu'à que beaucoup plus tard, j'écrive sur la Légion étrangère et me rende compte que l'épisode était devenu légende, mythe. Le *Camerone* d'André-Paul

Comor (Tallandier) sorti il y a quelques semaines, avec la rigueur que l'on connaît à l'auteur, m'a rappelé ce souvenir de découverte du combat mexicain. L'une des forces de cet ouvrage est de fournir, au-delà du récit militaire, des informations précises sur les dispositions tactiques prises alors par le capitaine Danjou. Un autre intérêt de ce livre, et pas le moindre, est d'expliquer « l'invention », la ritualisation, la « sanctification » de Camerone. Une très bonne idée éditoriale alors que l'on s'apprête, en 2013, à célébrer le 150ème anniversaire de la bataille. Ouvrage qui précède un dictionnaire (très attendu) que A.P.Comor a consacré à la Légion étrangère et dont la sortie est annoncée le 21 mars (1).

- (1) « Légion étrangère. Histoire et dictionnaire », Pober Laffont, collection Bouquins, comportant 800 notices et articles. 56 contributeurs, français et étrangers y ont participé.

À tous ces anonymes, gardiens de la Nation

Mise à jour : 14/02/2013 08:33

Pas de doute, le caporal-chef Pascal Pelletier a, ancrés dans ses tripes, l'esprit de la fraternité et de la cohésion, l'amour de la France, les valeurs patriotiques dont il démontre son attachement, avec son franc-parler aussi direct que savoureux ! Pour mieux comprendre ce qui relie en de solides traits d'union tous ces soldats qui, à des milliers de kilomètres, risquent leur vie pour servir la France : écoutez son interview sans langue de bois !



Nourri depuis son enfance de films d'aventure et de guerre, Pascal, à 16 ans, n'avait qu'un idéal : vivre à fond la caisse, loin de la paisible routine de son cocon familial, isolé en plein cœur de la plaine de Beauce. Il se sentait seul et il avait viscéralement besoin de bouffées d'adrénaline, à inspirer parmi d'autres jeunes. Le service national fut le déclic « rien que du bonheur » qui le renforce dans le choix de son avenir : il sera soldat ! Confronté à la dure réalité des classes, Pascal sut alors qu'il prenait la bonne route.

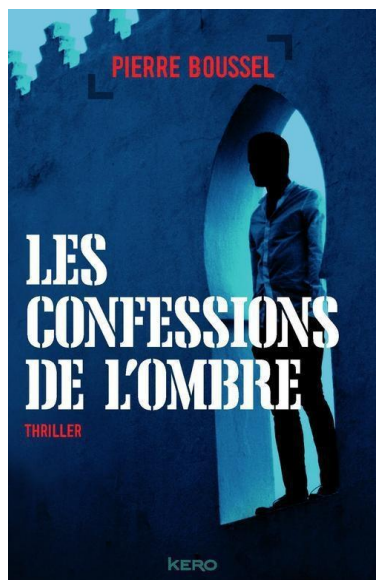
Des armes à la plume, il sait partager son amour pour l'aventure dans ses bandes dessinées dont les héros sont inspirés du cinéma des années 50-60, de son imagination et de son vécu sur le terrain parmi ses compagnons. Le caporal-chef Pascal Pelletier met son talent au service de l'armée avec « Les Marsouins de Leclerc, de Koufra à Kaboul » en hommage à son arme, témoignage de l'admiration sans bornes « pour ses aînés qui ont marqué l'Histoire ». Ce combattant de l'ombre, fier des traditions et des valeurs fondamentales de ses frères d'armes, se dit persuadé à chaque opération extérieure « de participer à l'histoire d'un pays en reconstruction et d'être l'un des maillons qui redore les couleurs de son régiment ».

Sa dernière BD « Orion 2876 » qu'il dédicacera à Paris au prochain Salon du Livre sur le stand de l'armée de Terre, se rapproche de l'univers des mangas avec ses dessins noirs et blancs. Rien de tel pour s'évader en septembre 2876 lorsque les Konoradiens attaquent ! Au cours de l'opération militaire aéroportée de la première guerre galactique, l'un des meilleurs éléments de la division Orion, le colonel Brad Davis, en est le héros mythique...

Droits : Armée de Terre 2013

"Les confessions de l'ombre" de Pierre Boussel

Publié le 8 février 2013.



- Auteur : Pierre Boussel
- Genre : Policiers
- Editeur : Kero, Paris
- Prix : 19.90 €
- Date de sortie : 07/02/2013
- GENCOD : 9782366580280

• « Les confessions de l'ombre » ou la vie quotidienne d'un officier de renseignement français révèlent la dure réalité du monde clandestin des services secrets, et font voyager le lecteur à travers Tanger, dans un portrait saisissant.

Résumé «La vie ordinaire d'un officier de renseignement (...) évoluant dans l'absolue réalité où il faut bien payer son loyer à la fin du mois, s'assurer contre les dégâts des eaux, faire ses courses

chez l'épicier du coin, déboucher son évier...»

Alain Chouet ancien chef du service de renseignement de sécurité de la DGSE

Officiellement, Bastien Hernandez est économiste. En réalité, c'est un agent dormant des services secrets français en poste au [Maroc](#), il mène une vie en apparence anodine dans une villa isolée, sur les hauteurs de Tanger.

Soudain, son existence est bouleversée par un attentat qui frappe New York. Les services en alerte maximum. Un banal L prospectus est glissé dans sa boîte aux lettres : l'agent dormant est réveillé. Hernandez reçoit la mission de surveiller une communauté évangéliste américaine aux agissements suspects. «Pas de violence», ordonne la Boîte. Deux enfants sont assassinés... S'engage alors un chassé-croisé haletant entre la CIA, les services secrets français et les réseaux islamistes.

Rarement un livre n'a touché d'aussi près la vie intime d'un officier de renseignements ; ses espoirs, ses doutes et ses amours. Une immersion au cœur du secret.

Pierre Boussel est journaliste, chroniqueur de politique étrangère à Radio Méditerranée Internationale. Spécialiste du monde arabe et du terrorisme, il réside à Tanger. Les Confessions de l'ombre est le premier volume d'une série hyperréaliste consacrée aux services secrets français.